MOBILISATION

revue politique militante

VOL. 3 no. 4

25

—FEVRIER 1974—



"Les femmes possèdent la moitié du ciel"

Mao Tsé-toung

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée conjointement par des militants venant des groupes suivants:
LE CAP ST-JACQUES,
LE CAP MAISONNEUVE,
LA LIBRAIRIE PROGRESSISTE,
L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUEBEC (APLQ).

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs groupes d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçue comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

A Montréal vous pouvez trouver **MOBILISATION:**
-au **CAP Maisonneuve**, 3902 Ontario est
-à **l'APLQ**, 2074 Beaudry
-à la **Librairie Progressiste**, 1867 Amherst

A Paris, vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie **La joie de lire**, 40 rue Saint-Séverin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec
Composé et imprimé aux presses de l'APLQ

SOMMAIRE

FEVRIER 1974 vol. 3, no. 4,

CORRECTION

Comme ont pu le remarquer les lecteurs du dernier numéro, l'article portant sur le Xième Congrès du PCC comportait certaines âmbiguités sur la prononciation des noms propres de certains membres du PCC. Comme nous avions reproduit tel quel certains articles de la revue **Nouvelle Chine** (dont les rédacteurs s'entêtent à employer une calligraphie particulière pour les noms chinois) nous avons oublié de faire les corrections qui s'imposaient. Voici donc la "retranscription" des principaux noms: Zhou Enlai: Chou En Lai; Mao Zedong: Mao Tsé-toung; Lin Biao: Lin Piao; Zhu De: Chu Teh; Liu Shaoqui: Liou Chao-Chi.

AVANT-PROPOS

A la suite du numéro spécial de MOBILISATION sur le début d'un mouvement socialiste à Montréal, en tentant d'évaluer le travail fait jusqu'à date par la revue, nous avons tiré quelques conclusions en ce qui concerne l'analyse des différentes pratiques militantes. Même si l'aspect général du texte était largement positif en ce sens qu'il contribue grandement à la clafification du travail des militants progressistes, plusieurs militants ont fait ressortir une importante faiblesse du texte: sont côté exclusif, "Entonnoir"; c'est-à-dire la façon dont on y traite des différentes interventions des militants socialistes comme s'il y avait une progression logique et fermée entre les comités de citoyens des années 60 aux comités de travailleurs d'aujourd'hui.

La présentation d'un texte sur la lutte et l'organisation dans les garderies populaires se veut donc une contribution au débat sur cette question. Sans constituer un "bilan systématique" des pratiques en milieu populaire, le texte, rédigé en partie et en collaboration avec des militantes des garderies, fait ressortir plusieurs questions au coeur du travail militant à ce niveau. Nous espérons d'ailleurs accentuer ce côté de nos pratiques et favoriser l'échange et la clarification des acquis de ce travail militant, absolument essentiel dans la conjoncture québécoise actuelle.

Nous présentons d'autre part un dossier d'information et d'analyse sur la répression au Québec. La répression, c'est pas seulement quand il y a les mesures de guerre! Les militants progressistes luttent au Québec contre une bourgeoisie aguerrie qui ne reste certainement pas passive en attendant de voir des milliers de militants ouvriers et socialistes. Le présent dossier rammasse les informations obtenues à ce sujet et les traite de façon à en faire ressortir certaines leçons.

Le texte sur le mouvement ouvrier américain est la première partie d'une série de deux, dans laquelle on tente de comprendre les grandes lignes du développement actuel dans la classe ouvrière américaine. Cette première partie retrace historiquement le mouvement de la classe ouvrière américaine, en faisant ressortir pour chaque période le rapport entre la lutte et l'organisation, et entre les divers types d'organisations syndicales et progressistes.

Finalement, "l'affaire" LIP. La lutte des travailleurs de Lip en France a fait couler beaucoup d'encre. On a même voulu en faire une sorte d'éloge du coopératisme et de l'"autogestion". Derrière le bla-bla journalistique se trouve pourtant une des expériences les plus riches en enseignement sur l'organisation et la mobilisation de travailleurs en lutte. Malgré la fin récente de la grève, "LIP, c'est pas fini", et on pourra apprendre dans le texte ce qui a causé cette grande victoire ouvrière.

La lutte et l'organisation dans les garderies populaires



Une des nombreuses occupations qui ont marquées la lutte pour la survie

C'EST QUOI LES GARDERIES POPULAIRES

Les garderies populaires existent depuis plus de 2 ans. Elles se sont peu à peu développées comme un service à la population des quartiers où elles sont implantées, et leur clientèle se compose principalement de mères célibataires, de familles de travailleurs et d'assistés-sociaux (dont une bonne partie d'entre elles sont immigrés au Québec depuis peu).

Pour s'implanter véritablement dans le quartier, plusieurs de ces garderies sous l'impulsion de militantes plus avancées ont commencé à se donner une orientation politique plus claire. D'autre part, les garderies ont été obligées de mener plusieurs dures luttes contre les gouvernements fédéral et provincial pour leur survie, pour recevoir les subvention leur permettant de continuer le service. Cette lutte pour la survie a eu aussi des implications politiques, dans l'affrontement contre l'Etat qui ne peut pas considérer comme une "priorité" un service au femmes et aux travailleurs.

Les garderies pour lutter contre l'Etat se sont donné une organisation de lutte, le "Comité de Liaison des garderies populaires", qui regroupe la plupart des garderies populaires sur une base minimale: la lutte pour la survie. Le Comité de liaison publie un Bulletin, et on peut rejoindre le comité à Montréal à 843-3445.

L'article qui suit relate en gros le développement de cette lutte, retrace les contradictions politiques qui ont surgi dans une organisation de masse comme le Comité de Liaison, et se termine finalement par une sorte de table ronde-discussion avec des militantes qui essaient de comprendre les perspectives plus générales de leur lutte.

Tout en faisant ressortir plusieurs points de discussion extrêmement intéressants en ce qui concerne le travail en milieu populaire et dans les quartiers, le présent texte ne doit pas être considéré comme un "bilan systématique" des pratiques des militants populaires. Les questions de fond qu'on y pose et qu'on relie au contexte spécifique des garderies restent encore quelque peu confuses; en fait, ce qu'on peut constater, c'est que parmi ces militantes et en général dans le "travail politique" en milieu populaire, on en est encore à la formulation des problèmes plutôt qu'à leur solution. Cela demeure toutefois un important **pas en avant,** en ce qu'on commence à poser les conditions politiques pour que la clarification globale de ce travail puisse s'effectuer. Nous espérons quant à nous contribuer à cette clarification par la diffusion du présent texte, et trouver diverses formes pour poursuivre ce travail par la suite. Nous ne pouvons aussi que répéter notre encouragement aux lecteurs et lectrices de "participer" activement à ce processus en "répondant" de la meilleure façon que vous jugerez aux idées contenues dans ce texte, pour la continuation du débat.

MOBILISATION.

Les garderies, le comité de liaison, le sens de leurs luttes

Depuis près de 3 ans, les garderies populaires et leur organisation de lutte, le *comité de liaison des garderies populaires*, se sont fait connaître du grand public par les nombreuses actions d'éclat qu'ils ont organisé (manifestations, occupations) et par ses efforts de propagande au niveau des mass-média pour populariser les revendications qu'ils mettaient de l'avant. Une quinzaine de garderies de la région de Montréal sont touchées par ces luttes, et plusieurs autres en province (région de Québec, Outaouais) y sont aussi reliées.

Pour populariser sa lutte et unir autour des revendications des garderies le plus grand nombre de personnes et de groupes possibles, le Comité de Liaison (C.L.) a présenté sa lutte en faisant d'abord reconnaitre les besoins réels de la famille ouvrière; ensuite expliquer pourquoi ces besoins ne sont pas satisfaits par le gouvernement. Un système économique basé sur le profit maximum ne peut admettre dans ses priorités de dépenses les frais qu'occasionnerait la mise sur pieds d'un système universel de garderies gratuites et accessibles à tous.

C'est dans ce processus que le C.L. en est venu à expliquer comment la lutte pour les garderies conduisait à affronter le pouvoir politique et économique. C'est dans cette lutte "que nous apprenons ensemble qui sont les vrais amis du peuple et qui sont ses ennemis...Nous apprenons que notre détermination et notre force sont notre seule garantie de survie: on n'attend pas de cadeaux du gouvernement. Des cadeaux du genre "Initiatives Locales", on a pu mesurer suffisamment en pratique quels ennuis ça nous a causé..."(1)

Le C.L. s'oppose au gouvernement dans un rapport de force. Seules les offensives multipliées ont pu faire débloquer les luttes qui éclatent périodiquement après chaque fin de subventions. La stratégie adoptée par le C.L. a été de constituer un large front commun avec toutes les forces populaires et progressistes disposées à lutter pour l'établissement d'un service de garderies au Québec. Parce que cette lutte est juste, (elle est issue d'un besoin réel et urgent), le *potentiel* de mobilisation est très fort d'abord chez les parents impliqués, ensuite chez les femmes travailleuses, les syndicats, les groupes féministes, les associations populaires (ADDS, locataires, etc...), les services d'aide à la famille, et même chez les masses populaires inorganisées (ménagères...).

La lutte pour un système de garderies constitue fondamentalement une lutte démocratique pour les droits de la femme. Il est à prévoir que de plus en plus de femmes au Québec vont s'unir dans un vaste mouvement démocratique pour revendiquer les droits à l'égalité, au travail social, à la division équitable des taches domestiques et de l'éducation des enfants, au contrôle de leur fonction reproductive (contraception, avortement). La lutte pour les garderies s'inscrit dans ce contexte; elle est même l'instrument privilégié, de la résistance des femmes à leur condition de vie.

Comme l'indique Karen Davidson (2), l'oppression spécifique des femmes s'accentue à l'étape actuelle de l'impérialisme: inflation, chômage, détérioration générale des conditions de travail et de vie, etc...Ces conditions matérielles déterminent aussi une résistance plus forte des femmes à leur exploitation. La lutte pour l'égalité au travail, pour la création de garderies, de même que les revendications pour l'égalité dans toutes les sphères de la vie sociale et familiale, toutes ces luttes ont un caractère essentiellement politique. Vu dans l'ensemble, ces réformes sont contraires aux intérêts du capital: elles ne peuvent pas être satisfaites complètement par les capitalistes parce que cela remettrait en question leur base même En ce sens aussi, la question de la femme est une question révolutionnaire.

"Les femmes possèdent la moitié du ciel". Qu'elles soient dans leur cuisine



1) Texte sur le comité de liaison de septembre '73.

2) Voir le texte de K. Davidson plus loin. Ce texte a été traduit et diffusé dans le C.L.

ou au bureau, elles constituent une force fantastique pour la transformation en profondeur du système social. Leur lutte pour l'autonomie par leur intégration dans le travail productif socialisé, pour l'extension des droits démocratiques, dépasse les revendications purement réformistes. De plus en plus apparaîtra la nécessité de lier la lutte pour les droits démocratiques des femmes avec la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste.

La lutte des garderies occupent une place privilégiée dans ce contexte. La plupart des questions concernant les luttes des femmes y sont touchées. Le Comité de liaison a été amené à s'avancer sur des questions comme la pédagogie, les rapports entre l'éducation, les enfants, le système scolaire et le capitalisme. Il a débattu certaines questions abordés par des groupes féministes: salaires à la ménagère, allocations familiales, avortement...Le problème desgarderies, parce qu'il concerne intimement les conditions de vie des femmes devient un instrument privilégié de la lutte des femmes.

C'est aussi dans ce courant que les garderies et le C.L. a commencé une intervention au niveau du quartier: en se liant en tant que services à la population environnante, en s'alliant avec d'autres groupes de quartier en lutte contre les mêmes politiques: cliniques médicales, ADDS...

Au début, les diverses garderies parachutées par des subventions gouvernementales étaient très marquées par leur isolement face à la population du quartier. Souvent les projets avaient été mis sur pieds à partir de besoins individuels (des femmes avec des enfants qui ne pouvaient pas travailler) plutôt que sur une connaissance approfondie des besoins des gens des quartiers desservis. Les travailleurs qui y étaient employés étaient aussi marqués par cette absence de liens avec la population: pour plusieurs d'entre eux, la garderie était conçue comme une job temporaite, pendant laquelle on pouvait travailler avec des "chums" et avec de meilleures conditions de travail. La même contradiction était réflétée au niveau de la clientèle. On n'avait pas établi de critères de sélection rigoureux. La grosse majorité des parents au début provenaient donc de la petite bourgeoisie parce que ceux-ci étaient plus ouverts à l'idée d'une garderie, une certaine pédagogie "libertaire", etc... L'action du C.L., les luttes contre le gouvernement et la mobilisation populaire, reliées à l'évolution interne de chaque garderie, amenèrent une partie importante des garderies à transformer radicalement leurs pratiques: critères d'embauche plus rigoureux incluant des aspects pédagogiques comme politiques, emphase sur les liens avec la population du quartier engénéral, sélection des enfants selon les besoins de la population du quartier, etc...

Cette transformation interne ne se fait pas sans heurts ni sans lutte continuelle dans tous les aspects de la vie interne des garderies. Ce changement est aussi étroitement relié aux luttes pour la survie des garderies et l'organisation qu'elles se sont données pour mener cette lutte, le C.L.

Au dela du service et de la lutte pour la survie, les garderies ont aussi entrepris de façon très inégale entre elles, un début de travail politique et idéologique , par exemple avec des parents pour discuter de leurs conditions de travail et de leurs conditions de vie, pour rompre peu à peu l'isolement entre elles, entre leur vie au travail et leur vie familiale. Ce travail plus idéologique a porté sur deux plans principaux: celui de la revendication de la femme autour des diverses questions: garderies, avortement...et celui concernant la famille et l'école, questions étroitement reliés à la pratique même des garderies. Tout en évitant certaines déviations gauchistes (le fait de penser que cela est possible de construire une éducation socialiste dans le cadre d'un réseau de garderies populaires), ce travail s'est développé à partir de discussions et d'explications sur les enfants, leurs problèmes et la façon de les solutionner. Cela déborde naturellement sur la question de la famille et des conditions matérielles et subjectives dans lesquelles celle-ci s'est développée.

C'est essentiellement autour de ces trois axes: lutte pour sauvegarder les garderies, lutte pour lier la garderie au quartier et lutte pour transformer les rapports entre pédagogie, éducation, parents, enfants, que s'est développés:
1) un front large des garderies, qui dirige la lutte pour la survie et anime le développement interne de plusieurs garderies;
2)un noyau des militants et des militantes plus avancés qui tentent d'améliorer leurs pratiques et leurs luttes, et de lier leur situation à la lutte politique pour le socialisme.

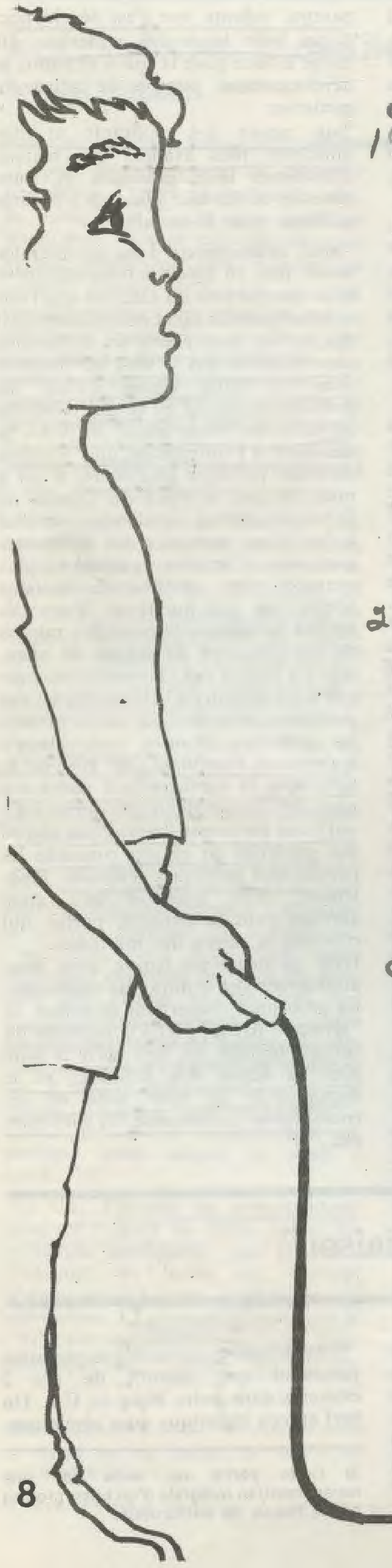
Nous examinerons dans un premier temps plus en détail le développement et les perspectives du C.L., tel que l'ont exprimé dans un bilan des militants (es) duC.L. On peut y voir les différentes contradictions qui se sont développées dans les luttes contre l'Etat, les problèmes existant en ce qui concerne la nature de "front large" du C.L., la nécessité d'y introduire une certaine direction politique plus claire. Il est à noter ici que ce bilan du Comité de liaison devait être initialement combiné à des bilans pratiques des différentes garderies. Certaines garderies plus avancées ont systématisé certains acquis sur ces questions. Pour ces raisons techniques et pour des raisons de réorganisation du travail de bilan, cela n'a pu être fait. Toutefois, on peut voir dans le bilan du C.L. la plupart des problèmes généraux qui ont confronté les garderies. D'autre part, jusqu'à maintenant, l'emphase a été mise sur la lutte pour la survie, cela à cause des nécessités bien évidentes du doment. Ce qui cause un certain "retard" au niveau des garderies en ce qui concerne les perspectives politiques générales. Finalement, cette question sera aussi abordée dans la dernière partie, qui concerne le noyau des militantes.
Dans un deuxième temps, nous nous attarderons sur le noyau de militantes: les problèmes concernant la nature de "services" par rapport à la nécessité du travail politique, les liens entre la lutte pour la survie des garderies et le dépassement de cette lutte en un combat pour l'autonomie des garderies, etc...

Bilan du comité de liaison [3]

Il est important ici de retracer l'évolution du C.L. évolution qui est déterminée par 1) nos conditions de lutte face au gouvernement (rapport de force), et 2) par le développement politique dans chacune de nos garderies (clarification politique du travail de quartier, du rôle du C.L.).

Nous devons aussi tenir compte aussi justement que possible de ces 2 éléments dans notre bilan du C.L. Un bref apreçu historique nous révèle que,

3) Cette partie du texte est une retranscription intégrale d'un bilan produit par le noyau de militant(e)s.



à chaque étape de lutte, deux conceptions différentes du rôle du C.L. s'affrontent, l'une dominant l'autre selon la conjoncture de lutte. Ces deux tendances se définissent ainsi:

La première voit le C.L. comme une superstructure idéologique qui définit et impose aux garderies une politique globale à suivre. Selon cette ligne, le C.L. agit comme arbitre dans les conflits internes des garderies, comme une espèce de "politburo" qui tranche sur ce qui est bien et sur ce qui est mal dans les garderies. Cette ligne politique amène à vouloir exclure du C.L. les personnes ou les garderies qui ne répondent pas aux "principes politiques" énoncés, à une règle de conduite idéale. Certains ont vu aussi le C.L. comme une structure syndicale qui devait défendre les intérêts économiques de tous les travailleurs dans les garderies. Se rallient aussi à cette ligne générale ceux qui voient le C.L. comme l'instrument privilégié pour "politiser" les parents des garderies.

La deuxième tendance définit le C.L. d'abord par son rôle de défense des garderies existantes, et de revendication pour un système universel de garderies gratuites. Le C.L. est l'organe d'une *lutte populaire* qui doit regroper le plus d'éléments 'progressistes" possible. Le C.L. est l'organe d'un vaste mouvement qui lutte pour la reconnaissance des droits démocratiques des femmes. Cette conception qui prône l'alliance avec divers groupes, découle d'une analyse globale du rapport de force au Québec entre les éléments "progressistes" et le gouvernement. Le C.L. ne se reconnait pas le droit de trancher sur les affaires internes des garderies, car les luttes de classe sont présentes à tous les niveaux, et il appartient à ceux qui les mènent de résoudre leurs contradictions internes. La clarification des objectifs à long terme, de l'orientation revient à chaque garderie selon son niveau de développement interne spécifique. Cette ligne politique met surtout l'accent sur le rôle de liaison entre les garderies elles-mêmes, entre les garderies et les groupes-appui. De plus en plus, il apparaît que le rôle du C.L. se modifie à cause du développement des négociations avec le gouvernement. Nous reviendrons sur cet aspect, après avoir dressé un bref bilan historique 1) des évènements qui ont déterminé l'évolution du C.L., et 2) des débats qui ont eu cours à ces moments.

Nous critiquerons aussi d'autres points fondamentaux tels que la représentativité des garderies au C.L., leur participation, la démocratie au sein du C.L.

Aperçu historique

Décembre 1972: retrait des subventions du gouvernement fédéral; premier regroupement sur la base du problème des subventions à régler le plus vite possible; conjoncture de lutte spéciale.

Au début du regroupement, seules les personnes intéressées venaient: il n'était pas question de représentativité comme telle. En général, à ce moment, les garderies dont le ou les responsables étaient progressistes vont participer activement. Ce sont d'abord les travailleurs et non les parents qui viennent.

Janvier et février '73:
Le regroupement devient permanent; lancement d'un *Bulletin* du C.L.; problèmes d'organisation.

Des individus progressistes vont suggérer que le C.L. soit une structure permanente qui doit chercher à élargir sa base de recrutement pour remplir son nouveau mandat: "obtenir pour les garderies existantes un mode de financement permanent, et revendiquer un système universel de garderies populaires au Québec" (Bulletin, fév. '73)

Le Bulletin devient l'instrument de liaison et d'information. Il doit servir les objectifs du C.L.: "Nous devons nous roganiser maintenant en une force permanente avec une base populaire la plus large possible". (Bulletin, fév. '73)

Le nouveau recrutement pose le problème de la représentativité et de la direction du C.L. On propose le mode de représentation suivant: un parent et un travailleur par garderie; règle qui ne fut pas ou peu suivie. A l'époque, ce qui est déterminant dans la participation des garderies, c'est d'abord les intérêts politiques que certains travailleurs veulent défendre dans le C.L.

Certaines garderies ne participent pas d'une façon soutenue et constante, mais appuient les luttes occasionnellement. *Février et mars '73*: événement majeur: préparation d'un colloque gouvernemental pour le 14 avril; (4) période intense de débats; fonctionnement assez anarchique du C.L.; la question de la représentativité; l'orientation politique duC.L. et son rôle dans les conflits; *le C.L. est vraiment une force d'agitation* qui mobilise les parents autour d'une action; le Bulletin traduit les travers généraux du C.L.: il veut d'abord pallier au manque d'information à la base; entrée des permanents au C.L.

Avec l'élargissement de la base du C.L. (participation de nouvelles garderies et implication des parents à divers niveaux: par exemple: l'assemblée préparatoire au colloque qui réunit près de 300 parents et travailleurs des garderies), les problèmes d'organisation se font sentir.

D'abord, on déplore le fonctionnement assez anarchique des réunions du printemps dernier. Un peu plus de discipline et d'ordre aurait évité à certains individus d'intervenir trop souvent et de contrôler ainsi les discussions.On a cherché aussi à structurer le C.L. par des règlements qui définissaient les critères de participation: représentation de un parent et d'un travailleur, ne pas manquer plus de trois réunions à la file, etc...Un petit effort fut fait par la suite pour se plier à ces exigences.

En ce qui concerne les prises de décision importantes sur les actions à tenir, le C.L. fonctionne presque à l'unanimité des voix (exemple: la préparation du colloque). Dans les situations de crise, ou lors de décisions importantes, on procède à un vaste référendum: consultation à la base, mobilisation des parents...(ex: le Colloque, la crise de mai) (5) Autrement, nous n'avons aucun moyen de vérifier la représentativité réelle des personnes qui participent activement au C.L., ni de vérifier le fonctionnement démocratique dans les garderies. On doit le plus souvent se fier aux individus qui ont l'air "correct" ou non, se fier aux déclarations de principes.

La préparation du Colloque force le C.L. à se définir de plus en plus.C'est à ce moment surtout que s'affrontent les deux lignes politiques dont nous parlions au début. Et le Bulletin traduit les contradictions qui existent au sein du C.L.

Des individus veulent que le C.L. soit directif et impose une idéologie commune aux garderies, d'une façon autoritaire et arbitraire, c'est-à-dire sans tenir compte des conditions objectives dans les garderies, du développement politique inégal des garderies, des problèmes de fonctionnement concrets. Ils souhaitent que le Bulletin prenne position clairement sur tous les points qui nous concernent qu'est ce qu'une garderie populaire? qu'est ce qu'une pédagogie progressiste? Par exemple, sur un problème précis d'une garderie, onvoudrait que le C.L. tranche la question par un jugement.

L'autre tendance affirme que le C.L. doit chercher à dégager des objectifs minimaux autour desquels peut se regrouper la majorité. Le Front commun pour la défense des garderies est vraiment la structure minimale à laquelle les gens participent. Il ne s'agit pas de faire des déclarations de principes qui ne réflètent pas la réalité, et qui, en pratique, isole un petit groupe de garderies qui se disent "populaires" face à la majorité des autres garderies. Par exemple, on laisse aux garderies le soin de définir ce qu'est pour eux l'autogestion.

A cette époque, on fait appel à des permanents (des espèces d'experts en recherche et en animation) pour solutionner les problèmes techniques d'organisation. Ces personnes ne travaillent pas dans une garderie. Par leur activité intense, elles centralisent de plus en plus de tâches et d'informations. Le C.L. n'a aucun moyen de contrôler politiquement leur action, pas plus que celle des autres participants au C.L. La rédaction du Bulletin est aussi laissée aux seuls individus intéressés. Ces individus définissent seuls, et souvent de façon isolée des pratiques quotidiennes dans les garderies, les priorités du Bulletin. Les articles qui paraissent ne sont pas vraiment discutés sur la base d'une politique commune.



4) Ce fut un colloque organisé conjointement par le gouvernement provincial et le comité de liaison, et qui devait porter sur les garderies. Le colloque se termina d'ailleurs sur un affrontement, les délégués des garderies populaires se retirant tous ensemble en plein milieu des délibérations.

5) crise de mai: un autre période de lutte intense où le C.L. dut lutter pour le renouvellement des subventions

On a souvent tendance à faire du Bulletin un organe de propagande large, qui diffuse des idées au lieu de refléter le niveau réel de développement de nos garderies. Conscients de cette lacune, des individus lancent de nombreux appels à la rédaction de bilans dans les garderies.

Avril et mai '73: Critique du Colloque; larges actions de masse nécessitées par la conjoncture de la crise des projets P.I.L. en mai; les permanents jouent un rôle de leadership.

La ligne qui définit le C.L. comme un front commun large semble dominer suite à nos expériences au C.L. (nombreux problèmes avec des garderies "marginales" . Les permanents cherchent à élargir notre base, à amener de nouvelles garderies au C.L.. Meilleure efficacité technique au C.L.

Progressivement, le C.L. précise ses buts, et les différents niveaux de travail. D'une part, le C.L. est un comité de revendication large, qui regroupe des intérêts assez divers. Il lutte pour un système universel de garderies gratuites. D'autre part, les garderies les plus avancées politiquement ressentent la nécessité d'échanger sur leurs pratiques quotidiennes. Depuis longtemps, ces échanges sont réclamés, mais les problèmes d'organisation au C.L. ne nous laissent aucun répit. En pratique, les permanents monopolisent presque toutes les tâches du C.L.

Eté '73: les subventions sont accordées; auto-critique des permanents; ré-organisation technique; orientation nouvelle du C.L. (par exemple: contre les actions de masse à tous les mois); besoin de définir une base de collaboration (entente minimale entre les groupes) à cause de la nécessité de chercher des alliances.

Lorsque la tension provoquée par la lutte des P.I.L. se relâche, les permanents critiquent le fonctionnement du C.L.: les membres du C.L. se sont déchargés de presque toutes leurs responsabilités techniques et politiques sur les dos de deux "experts" qui ne sont même pas intégrés au travail d'une garderie. C'est une attitude de non-responsabilité qui n'est pas "correcte" politiquement.

Démission des permanents. Les permanents demandent une réorganisation en comités où le plus de monde possible participent (information, stratégie, secrétariat). Les tâches sont réparties entre les membres du C.L.; on doit nommer des responsables pour chacun des comités. Si le besoin se fait sentir de dégager des personnes à mi-temps pour assurer des tâches de permanence, on insiste sur le fait que ces personnes doivent être liées directement au travail dans une garderie, avoir une base d'implantation. Pourquoi? Il n'y a que dans la pratique qu'on peut vérifier la justesse (ou non) de nos idées.

Durant l'été, le comité stratégie est très actif à cause de l'ultimatum lancé au gouvernement pour la création du comité bi-partite garderies populaires-gouvernement provincial. La prochaine étape à franchir: exiger la formation de ce comité, qui est une condition essentielle à la mise en branle des négociations pour un financement provincial permanent des garderies existantes. Le comité information, lui, est assez peu organisé (on critique le manque de participation).

31 juillet: dernière manifestation de masse (6): occupation des locaux du Ministère des Affaires sociales. Résultat mise sur pied du comité bi-partite. Première rencontre du comité bi-partite le 17 août.

Le C.L. entre dans une nouvelle phase de son existence: de *force d'agitation*, ildevient un *organe de négociation*. La tâche prioritaire de défendre les garderies est maintenant confiée à un comité de négociation qui doit rendre compte devant le C.L. Ce qui a pour effet de modifier considérablement les activités du C.L. comme tel. La conjoncture de lutte a changé (même si nous ne nous faisons aucune illusion sur le résultat des négociations). Ce qui nous amène (fin août) à condamner à l'unanimité des voix les actions d'éclat, les manifestations qui devaient avoir lieu à chaque mois. Cette décision tactique vient d'une analyse qui privilégie, à ce moment, le développement et la consolidation politique au niveau de chaque garderie d'abord. Les bases locales doivent être renforcies: là doit être le véritable niveau de participation des parents.

Cette nouvelle orientation nous éloigne des garderies qui considéraient le C.L. comme le niveau de participation par excellence pour "politiser" les parents. Ca pouvait sembler vrai jusqu'à l'été, où de nombreuses actions d'éclat exigeaient la mobilisation constante des parents. Maintenant, les négociations sont prises et la critique du document de négociation fut l'oeuvre de toutes les garderies participantes (parents et travailleurs).

La *tâche prioritaire* du C.L. demeure toujours la même: un Front Commun large qui négocie la survie des garderies existantes, en un premier temps. Mais en pratique, le *rôle secondaire* qui consistait à être un instrument d'échange et de liaison entre les garderies, prend beaucoup plus d'importance qu'auparavant.

Un problème toujours présent: les nouveaux adhérents. Sur quelle base doit-on accepter de nouveaux membres actifs? On cherche à définir une entente de principe minimale, mais les réunions du C.L. ne sont pas un terrain propice à une discussion sur les objectifs particuliers des nouvelles garderies. Finalement, on accepte n'importe qui en fait la demande, en espérant qu'ils connaissent nos revendications générales et les appuient. Là encore, on n'a aucun moyen de vérifier la pratique réelle de ces gens.

Automne '73: Le document de négociation; comités et permanents; importance des échanges; formation d'un noyau de garderies et travail de bilan.

La discussion des points du document de négociation (fin septembre) devient un moyen de vérifier l'accord des garderies avec des objectifs globaux (les dissensions sont plus claires avec les garderies mentionnées auparavant comme "marginales".

Il existe maintenant trois comités de travail "formels" au C.L.: information, stratégie, négociation. Le comité pour l'étude des normes (7) et la lutte sur le front municipal (8) n'a pas réellement avancé cet automne.

Trois personnes, liées à des garderies, agissent comme permanents à mi-temps. Contrairement aux permanents du printemps dernier, ils sont responsables de faire marcher le travail et non pas de l'effectuer intégralement. Il est important que le travail des permanents soit évalué par le C.L. Peut-être nuit-il à une plus grande participation des membres du C.L.?

---

6) ce fut la dernière manifestation de masse dont tiennent compte les militants qui ont écrit le texte avant les luttes et importantes manifestations de décembre '73.

7) les normes: la reglémentation qui régit le fonctionnement des garderies et qui est complètement inadaptée aux besions actuels.

8) C'est l'administration municipale qui régit certaines questions qui touchent les garderies, comme les conditions sanitaires, protection contre les incendies, etc...Là encore, la reglémentaion des villes, particulièrement celle de Montréal, va à l'encontre des besoins et des moyens actuels des garderies.

Nous nous apercevons, en novembre '73, que le rôle du C.L. s'est considérablement modifié, avec la conjoncture. Le C.L. devient un instrument d'échanges entre les garderies: ateliers de travail sur la pédagogie dans les garderies, échanges sur le matériel, organisation des échanges de moniteurs entre les garderies, soirée sur les garderies en Chine, etc...

Historiquement, ces échanges ne sont possibles qu'après un certain travail de bilan dans les garderies, bilan basé sur à peu près un an de fonctionnement et de difficultés de toutes sortes.Ce n'est que maintenant que le C.L. a la possibilité d'organiser ce travail. Le C.L. devient ainsi un instrument qui aide à la clarification du travail dans la garderie.

Ce nouveau rôle doit favoriser la solidarité et la compréhension mutuelle entre les travailleurs des différentes garderies. De plus, les discussions sur des problèmes concrets d'organisation du travail et de pédagogie touchent tout le monde dans la garderie, et rejoignent davantage les intérêts immédiats des parents. Ces discussions ne sont pas réservées au seul représentant de la garderie du C.L.

Ce nouveau fonctionnement "élargi" (qui n'exclut pas les rencontres des délégués au C.L.) résoud un peu le problème de la représentativité des délégués. Les échanges, à tous les niveaux, favorisent une meilleure connaissance des problèmes internes des garderies; tout le monde a l'opportunité d'exprimer ses idées.

Début septembre: Formation d'un noyau de garderies militantes. Les représentantes de 5-6 garderies se sont réunies à maintes reprises pour discuter de leurs problèmes communs. Avant d'ataquer la question prioritaire du travail de quartier, il était indispensable de faire le bilan de nos expériences respectives afin d'en retirer des acquis communs. Notre réflexion débouche enfin sur le rôle du C.L. Une relation dialectique et dynamique s'établit entre le noyau, le C.L. et plusieurs garderies.





INTERVIEW AVEC DES MILITANTES DES GARDERIES POPULAIRES

Q. Pouvez-vous faire le point en gros de la situation actuelle?

R. On vient de sortir de la plus grosse lutte des garderies, et ce n'est pas tout à fait fini. On a du faire face à l'arrogance incroyable du gouvernement du Québec qui voulait empêcher Ottawa par l'intermédiaire des projets P.I.L. de financer les garderies populaires, ce que évidemment P.I.L. s'est empressé de faire. Durant les mois de novembre et décembre, on a été averti qu'on tenterait de nous couper et de réduire les budgets. On a rencontré Forget. Il nous a dit que ce n'était pas une priorité les garderies pour son ministère. On a occupé les P.I.L. On a vu tout le tripotage des députés dans le choix des projets. On a occupé des bureaux de députés. On est allé manifester à Ottawa, et on nous a dit que c'était Québec qui bloquait les projets. Finalement après toutes ces actions qui ont impliqué plus de monde que jamais, on est arrivé au résultat qu'on a fait accepter toutes les garderies populaires sauf 5 (2 à Montréal et 3 à Québec).

On est rendu presqu'au bout de cette période d'action. Forget, le nouveau ministre du M.A.S. se prépare à financer quelques garderies au printemps. Mais on est encore là pour lutter. Depuis l'été, on négocie avec le ministère des affaires sociales. Le comité bi-partite de négociations vient de remettre son rapport dans lequel presque toutes nos revendications sont incluses sur la clientèle, sur le personnel (la question du ratio moniteurs-enfants), sur les salaires, sur la question et l'administration...Mais la délégation du ministère a produit une "annexe" au rapport, qui vient en fait contredire la plupart des recommandations. Ce qui ne fait que reporter cette lutte.

D'autre part, le sens même de notre lutte est en train de changer: d'une lutte pour la *survie* des garderies, on est en train de passer à une lutte pour *l'autonomie*des garderies. C'est-à-dire, passer à un système de garderies contrôlées par les usagers et les travailleurs, avec évidemment de meilleurs services et une perspective plus large, en opposition à un autre système plus ou moins proche du système scolaire rigide, bureaucratisé à l'extrême, avec l'inculquation massive des valeurs bourgeoises, etc...).
C'est une toute autre perspective qui s'ouvre pour la lutte.

Q. Cette nouvelle situation modifie les rapports entre le Comité de Liaison, les garderies, et les gens touchés. Pouvez vous expliquer les effets de cette situation?

R. Le C.L. actuellement est incapable d'imposer aux garderies une perspective politique maximale, face à des questions comme l'autonomie, la lutte contre les conceptions bourgeoises de l'éducation, etc...Le faire à cette étape, ce serait prématuré, ne pas tenir compte du niveau des gens touchés par la garderie. D'ou il resort pour nous la priorité absolue d'un long travail d'explication et de sensibilisation à la base. Ce travail s'effectue surtout dans certaines garderies plus avancées, et aussi par le C.L. qui organise diverses activités pour faire avancer les gens. Par exemple, on organise des "soirées pédagogiques", où on discute entre parents et travailleurs de l'organisation des garderies, du travail des moniteurs (relations moniteur-enfant), des enfants, de la nécessité de leur socialisation (développer leur autonomie, leur esprit de groupe, les responsabilités...), de la question de l'école (comment préparer les enfants à "affronter" l'école),. etc...

Il s'agit pour nous d'aborder patiemment la question du sens politique de l'éducation et de la garde des enfants. Et de là, en venir à montrer en quoi nos garderies sont différentes des garderies étatiques, et pourquoi nous devons lutter pour contrôler nos garderies populaires. C'est une explication qui se bâtit aussi dans la "pratique", dans ce qu'on fait tous les jours avec les enfants.

Dans tout cela, il faut bien réaliser que les idées autoritaires et répressives sont fortement ancrées parmi les parents de la classe ouvrière. Leurs conditions matérielles (absence de loisirs et d'activités culturelles intéressantes, les poussent à vouloir que leurs enfants s'insèrent le mieux possible dans les rapports sociaux (apprendre à être "soumis" pour "faire son chemin dans la vie"...). Les parents de la petite bourgeoisie sont souvent plus préoccupés par les capacités créatrices et le développement individualiste de leurs enfants (imagination, rôle sexuel, agressivité...). De toutes façons, il faut être très prudent en s'engageant sur ces questions; il faut montrer en pratique que ce que nous suggérons n'amèneront pas les enfants à créer le chaos dans les familles.

Q. Quelle explication est faite du rôle de l'Etat et comment évaluez vous l'impact que cela a chez les parents?

Le rôle politique de l'Etat, c'est relativement clair pour les parents. Après plus de deux ans de luttes pour obtenir un droit élémentaire, les parents comprennent tous comment l'Etat actuel ne défend pas leurs intérêts. Le monde est au courant des subventions à l'I.T.T. et ce genre de nouvelles. Le problème est ailleurs. Tout en comprenant le rôle politique de l'Etat, les parents ne comprennent pas encore tout à fait en quoi est différent ce que nous proposons, en autant que l'Etat se décide d'établir un réseau de garderie.

C'est dans ce sens que nous devons aborder de façon pratique le rôle idéologique de l'éducation: c'est-à-dire par rapport aux enfants, à la pédagogie, en quoi cela précisément est différent dans les garderies populaires.

Q. Où situer-vous le comité de liaison dans ces tâches?

R. Comme nous le mentionnons dans le bilan du C.L., nous avons lutté pour conserver le caractère *de masse*, de front commun large et démocratique. Son objectif principal est la défense de l'existence des garderies. Ses objectifs secondaires sont de favoriser l'échange et les discussions sur tous les aspects des garderies, mais sans imposer une ligne générale. Le C.L. constitue donc

cette tribune, par laquelle nous pouvons avancer des idées, et les pousser plus loin en pratique dans les garderies où nous sommes implantés. Le travail au sein de chaque garderie est dans ce sens plus important à long terme. C'est là où on côtoie les parents à chaque jour, c'est là qu'on travaille avec leurs enfants, c'est là où nos positions sont concrétisées pour eux.

Q. La dernière lutte s'est caractérisée par un accroissement considérable des appuis extérieurs. Pouvez-vous évaluer l'impact de ces appuis auprès des gens touchés par les garderies?

R. Il faut tout de suite faire la différence entre des appuis qui sont venus des groupes dans le quartier, qui font un travail d'organisation et d'explication qui se rapproche du nôtre, par exemple les ADDS, les anglophones du GMAPCC (9). Pour ces groupes, nos revendications sont bien concrètes. Cela les touche directement: plusieurs des femmes qu'ils touchent ont des problèmes de garderies, même plusieurs des femmes qui ont des enfants dans nos garderies militent dans ces groupes. Les services des garderies sont pour elles essentielles si elles veulent continuer de militer.

D'autre part, les appuis venus de d'autres groupes, principalement des centrales syndicales, sont plutôt restés à un niveau assez "verbal", comme d'habitude. Unes exception toutefois est le cas de la CEQ, où il existe un groupe de femmes organisées qui luttent pour transformer leurs conditions et leur syndicat. Pour elles, l'appui à notre lutte était plus que théorique, en ce sens que cela rejoignait pratiquement leurs propres revendications.

L'impact au niveau des garderies, au niveau des parents, est assez faible. L'image des syndicats, toujours identifiée à l'"opposition" contre le gouvernement, joue défavorablement dans ce cas. Les gens ne font pas le lien entre les organisations et les luttes qui sont menées en dehors des garderies et nos propres luttes. Comme quoi la solidarité véritable n'est pas "inée", elle s'apprend au cours d'un long processus. Pour éclairer encore plus ce sujet, il faut revenir à la question du C.L. et des garderies. La solidarité, et le dépassement de notre lutte en une lutte ouvertement politique, contre le capitalisme, c'est un processus qu'on ne peut pas parachuter. On pourrait bureaucratiquement l'imposer. Cela ne deviendrait "politique" que d'une façon extrèmement superficielle. Nous devons pratiquement réaliser que la contradiction service—groupe politique a un bon côté et un mauvaise côté: le bon côté, c'est évidemment que cela permet de se lier aux gens, aux travailleurs et travailleuses du quartier, et d'amorcer avec eux, dans la pratique, dans la transformation de leurs conditions et de leurs idées, un travail d'organisation, qui ne peut que mener à des luttes: lutter pour imposer nos droits. Le "mauvais" côté, manière de parler, c'est l'impossibilité de déboucher à court terme avec des objectifs politiques clairs et publicisés.

Q. Pouvez-vous expliquer brièvement le développement de votre noyau?

R. C'est un regroupement de quelques militantes qui se sont données pour tâches au début d'examiner où nous en étions rendus et comment améliorer l'instrument de défense qu'est le C.L., et nos pratiques dans nos garderies. On s'est mis à étudier des problèmes bien concrets comme par exemple la question du choix et de la participation des parents; c'est une question fondamentale pour nous, en ce que cela fixe le cadre de notre développement: qui servir?

On a aussi commencé à voir comment améliorer nos liens avec la population en général. On a commencé à examiner la possibilité de se lier avec des groupes de travailleurs et de travailleuses dans les entreprises, regroupés autout de noyau de base ou dans des syndicats locaux. Des difficultés bien objectives, comme la nature des quartiers dans lesquels nous sommes implantés, où les travailleurs sont dispersés dans de petites unités de production, sans syndicats, divisés entre immigrants et québécois, etc...ont quelque peu retardé l'étude de cette perspective. D'autre part, notre peu de connaissances des conditions concrètes des travailleurs nous empêchent aussi de voir clairement comment s'y prendre. Mais là aussi, il y a certains "débloquages pratiques", par exemple à mesure que la composition de classe des parents dans certains garderies s'est considérablement modifiée: ce qui évidemment nous met en contact quotidien avec des gens qui sont dans ces conditions.

Au niveau du quartier, il y a aussi un effort de comprendre le sens de l'organisation et de la lutte à ce niveau. Nos expériences de liaison avec des groupes progressistes de quartier nous ont amené à mieux comprendre la contradiction entre service et groupe politique. En général, ces groupes de quartier semblent avoir beaucoup de difficultés à sortir de l'isolement. Cela amène certains groupes à laisser plus ou moins de côté l'aspect "sevice", et cela au détriment des liens avec les gens du quartier.

Les limites du travail dans un quartier sont pour nous assez évidents: difficultés d'un encadrement régulier et prolongé, rapports de force très défavorable au cours de lutte (nos moyens de pression sont relativement faibles et se limitent souvent à l'agitation). Malgré ces limites, on commence à voir plus sérieusement l'importance de ce tavail. Surtout on commence à voir que l'essentiel, c'est de ne pas s'isoler des gens de notre milieu, et partir des besoins qu'ils ressentent quotidiennement. Il faut éviter une sorte d'"idéologisme" répandu dans certains groupes de quartier, ce qui conduit à placer l'"explication politique" au dessus de tout, de façon isolée de nos pratiques, sans être capables de relier cela aux services que nous offrons.

Q. Comment évaluez-vous la perspective politique de votre noyau, sur des questions qui dépassent le cadre strict des garderies?

R. Nous avons voulu éviter d'isoler un petite groupe de personnes "avancées" pour discuter de la "politique". Nous voulons partir de nos pratiques, de nos luttes. C'est pourquoi la priorité absolue est mise sur l'analyse de notre expérience: comment améliorer le C.L., transformer les liens avec les parents, etc...Secondairement, et à moyen terme, nous commençons aussi à nous donner une perspective plus large, c'est-à-dire tenter de se situer dans le contexte global de la lutte politique contre le capitalisme. Tenter aussi de comprendre le cheminement de d'autres forces progressistes, de d'autres formes d'organisation dans les quartiers et les entreprises. Cela reste encore très flou, étant donné que nous devons mettre tellement d'énergies pour clarifier notre propre lutte. On espère que le fait de comprendre minimalement ce qu'on fait et ce que les autres font peut contribuer à briser peu à peu l'isolement des forces progressistes. On sait qu'il va falloir dépasser ce cadre limité à un moment donné.

9) GMAPCC: Greater-Montreal-Anti-Poverty-Coordinating Committee



Les femmes et la lutte des classes

L'an passé en mai '73, le journal américain The Guardian organisait un débat sur la question de la lutte des femmes. Des militantes de diverses organisations progressistes exprimèrent leurs évaluations des objectifs, des moyens et de l'étape actuelle en ce qui concerne le mouvement et la lutte des femmes. L'une des interventions fut exprimée par une militante du journal The Guardian, Karen Davidson, et c'est ce texte que nous reproduisons ici intégralement. Dans son intervention, cette militante voulait systématiser en une sorte de bilan général le sens politique de la lutte des femmes: comment relier la lutte des femmes à la lutte de la classe ouvrière, les courants politiques dans le mouvement à l'étape actuelle, comment à la fois éviter l'opportunisme comme le "gauchisme" dans cette lutte, etc...

Malgré certains de ses aspects qui sont bien reliés à la réalité américaine, le texte nous donne tout de même une analyse politique marxiste-léniniste de l'ensemble du mouvement, si important à notre époque et dont on peut tirer sans doute quelques leçons, en tentant de les étudier à la lumière de nos propres expériences et nos propres luttes.

mobilisation

Le développement du mouvement des femmes durant les six dernières années a considérablement affecté la vie de millions de personnes.

Des centaines de milliers de femmes se sont unies pour lutter, pour s'élever contre la domination millénaire de la suprématie mâle; elles ont donné naissance ainsi à un vaste mouvement démocratique de masse, mouvement qui doit fatalement en venir à menacer la domination du capital.

Aujourd'hui, ce mouvement est arrivé à un point tournant.

D'une part, la lutte des femmes a amené la participation de milliers de personnes dans l'activité politique; elle a fait progresser la lutte pour la démocratie et conséquemment, elle a grandement contribué à développer le front uni contre l'impérialisme et à élever le niveau politique de la lutte des classes.

D'autre part, le mouvement aujourd'hui doit faire face à une véritable crise, une crise qui s'est naturellement développée à partir du caractère spontané de la lutte, de son contenu de classe et de son

contenu national, et des hésitations inévitables et des forces sectaires dans la direction du mouvement, variant du réformisme à l'ultra-"gauchisme".

Pourquoi la crise dans le mouvement des femmes est-elle importante pour le nouveau mouvement communiste? (1) Qelle est notre opinion sur la "question de la femme"? Comment cette question est-elle reliée à notre principale préoccupation, la lutte des classes?

"Où il y a de l'oppression", dit Mao Tsetoung, "il y a de la résistance". La base matérielle de l'oppression des femmes est aussi vieille que la société de classes elle-même, et elle est profondément enracinée dans toutes les formes de domination des classes exploiteuses.

Durant le siècle dernier, la révolution bourgeoise et le développement des forces productives (création de l'industrie moderne) ont transformé la forme traditionnelle de domination de la femme par la famille. La lutte de la bourgeoisie contre l'ordre ancien, pour la liberté, l'égalité et les "droits de l'homme" a soulevé la question suivante: la femme doit-elle avoir les mêmes droits que l'homme. Les capitalistes ont aussi, pour leurs propres raisons, amené un grand nombre de femmes dans les entreprises pour la production sociale.

En même temps que les capitalistes minaient le terrain sous certains aspects de la dépendance féminine et de la domination mâle dans la famille, en faisant entrer les femmes dans la production, ils avaient aussi intérêt à garder les femmes dans la cuisine. De cette façon, ils reléguaient le travail des femmes dans une position "marginale", conservant ainsi le caractère de réserve industrielle et de source de super-profits du travail féminin. De plus, en même temps, l'économie domestique individuelle même si celle-ci ne produit pas de valeur d'échange, sauve d'énormes montants de plus-value pour les capitalistes dans la reproduction de la force de travail.

Le résultat de ce processus est bien connu: la double oppression de la femme travilleuse. Non seulement est-elle super exploitée au travail. Mais encore elle doit travailler sur deux "chiffres", assumant la responsabilité de l'entretien de la maison et des enfants.

La classe capitaliste a tout intérêt à maintenir cette exploitation et cette oppression de la masse des femmes. A l'étape actuelle de l'impérialisme, avec la crise financière généralisée, le chômage, l'augmentation de la charge de travail, avec l,offensive générale contre les conditions de vie des masses laborieuses, cette oppression spéciale des femmes s'accentue.

Les femmes possèdent la moitié du ciel. Qu'elle soient dsna l'usine ou ailleurs, elles constituent une force fantastique pour la révolution. Leur lutte pour l'égalité, pour l'indépendance en s'intégrant dans le travail productif socialisé, leur lutte pour l'accroissement des droite démocratiques dans toutes les sphères de la vie, toutes ces luttes, si elles sont analysées de façon empirique et partielle, peuvent apparaître comme des luttes réformistes. Mais vu dans son ensemble, ces réformes sont contraires aux intérêts du capital. Elle ne peuvent pas être saisfaites complètement et régulièrement par les impérialistes.

C'est cela que veulent dire les communistes quand ils déclarent que la question de la femme est une question révolutionnaire. Il ne s'agit pas de telle ou de telle réforme. Il existe une contradiction antagoniste entre la masse des femmes d'une part, et la bourgeoisie d'autre part. La solution de cette contradiction n'est possible que par le changement de la classe qui détient le pouvoir d'état, changement amené par la révolution prolétarienne.

Les femmes résistent à leurs agresseurs depuis des siècles. Mais ce n'est qu'avec le développement de la société capitaliste et ses forces productives socialisées que les conditions historiques pour l'émancipation de la femme sont apparues.

Ce n'est donc pas par accident que le mouvement des femmes a grandi de cette façon ici aux Etats-Unis. Ici, les contradictions entre les formes démodées de domination, - comme garder la femme enchainée au foyer, et d'autre part les forces productives sociales, ressortent avec une grande clarté.

Ce n'est pas non plus un accident si la lutte des femmes s'est développée en contrepartie au développement de la lutte des classes en général et des autres luttes démocratiques. Les luttes du peuple s'appuient les unes sur les autres, les luttes de classe et les luttes démocratiques se favorisent mutuellement. Ce fut le cas par exemple avec la lutte pour les droits des femmes au début du siècle, et les luttes contre le racisme et la discrimination contre les noirs. Sojourner Truth est un exemple de cette combinaison des luttes (2). Cette situation se reproduit aujourd'hui, où la lutte du peuple afro-américain s'est développé en une vague révolutionnaire gigantesque pour l'égalité, et a servi d'exemples pour plusieurs autres mouvements, y compris le mouvement des femmes.

Voyons maintenant quel est le *courant principal dans le mouvement des femmes aujourd'hui.*

Cela peut se résumer de cette façon: une lutte pour l'égalité et une lutte pour obtenir les moyens pour atteindre cette égalité.

D'abord, les femmes demandent l'égalité au travail. Un salaire égal pour un travail égal: c'est la revendication principale du mouvement des femmes. Les femmes luttent pour l'égalité des chances pour les emplois, pour briser les barrières bourgeoises entre le travail "pour les hommes" et le travail "pour les femmes", pour l'accessibilité égale aux postes élevés, pour de meilleures conditions de travail et pour de meilleurs salaires. C'est pourquoi dans ce contexte nous appuyons l'"Amendement pour des droits

égaux" (3) (Equal Rights Amendment), même si ce projet de loi contient des aspects négatifs. Nous croyons tout de même que cela peut servir pour permettre à plus de femmes de s'insérer à la classe ouvrière et d'intensifier la lutte des classes.

Deuxièmement, le mouvement des femmes demande la reconnaissance du droit à la création de garderies gratuites, ouvertes 24 heures par jour et gérées par les usagers. Une victoire est essentielle sur cette revendication, car sans cela, les femmes et les enfants sont pris avec des difficultés insurmontables. Les femmes sont devant un faux choix: ne pas travailler, ou payer pour des services de garderies à des prix très élevées, qui ne fournissent pas des services adéquats et la sécurité suffisante (logements insalubres, pas de personnel qualifié, etc...). Les enfants souffrent aussi de l'absence de garderies qui peuvent leur fournir un apprentissage collectif à la vie.

Troisièmement, les femmes demandent de contrôler leurs fonctions reproductives. Les enfants sont la grande joie et le grand espoir de la classe ouvrière, pourtant les femmes peuvent et doivent contrôler le nombre et la fréquence des enfants. Plutôt que de laisser cette question au hasard, les femmes qui pratiquent le planning familial acquièrent une plus grande liberté dans leur vie et leurs activités sociales, politiques et au travail.

Ce serait erroné de considérer ces revendications autour de la reproduction comme appartenant exclusivement aux forces conservatrices "anti-croissance de la population" (4). Ces revendications sont cruciales pour les femmes. Comme *Lénine* le disait, "il va sans dire que ce néo-malthusianisme ne doit pas nous empêcher de demander l'annulation inconditionnelle de toutes les lois contre l'avortement et contre la distribution de littérature médicale sur les méthodes contraceptives, etc...De telles lois ne font que démontrer l'hypocrisie des classes dominantes". ~~classes dominantes~~".

D'autre part, le mouvement des femmes combat les pratiques racistes de stérilisation forcée, particulièrement contre les femmes des nationalités opprimées, forcées de se soumettre à ces pratiques parce qu'elles bénéficient de l'assistance sociale.(5)

Quatrièmement, les femmes luttent pour l'égalité dans toutes les sphères de la vie sociale et familiale. Des actions de masse, des réunions, des discours, des discussions, des textes, sous l'impulsion du mouvement des femmes, ont introduit un véritable débat au sein des masses sur ce sujet: la femme et l'homme sont égaux. Le terme "chauviniste mâle" est devenu familier, même s'il est parfois mal utilisé. Les femmes sont en train de mériter une nouvelle forme de respect de la part des hommes; elles défient de plus en plus des pratiques traditionnelles et dégradantes sur ce sujet.

De plus en plus d'hommes réalisent enfin qu'il n'y a rien d'humiliant à voir sa femme travailler à l'extérieur. "Ce que les hommes peuvent faire, les femmes peuvent le faire aussi", disent les chinois. Mais les hommes doivent comprendre qu'il est normal pour eux d'assumer aussi des responsabilités égales dans l'entretien de la maison et le soin des enfants. Dans ce sens nous pouvons renverser le slogan chinois et dire "Ce que les femmes peuvent faire, les hommes peuvent le faire aussi..."

Ces quatres points contiennent en résumé le contenu principal du mouvement démocratique de masse des femmes. Ce sont ces aspects principalement *positifs* qui font que la lutte des femmes est une lutte progressiste. Quand les divers courants au sein du mouvement des femmes se sont unies et mobilisées massivement, c'était généralement pour revendiquer ces demandes-là, qui sont en fait - ou devraient être- les revendications du mouvement prolétarien dans son ensemble.

C'est là le principal aspect du mouvement des femmes, que nous appuyons de toutes nos forces, duquel nous apprenons et que nous tentons de renforcer.

Malgré le fait que le mouvement des femmes a combattu pour des revendications qui touchent surtout les femmes de la classe ouvrière, le caractère spontané de ce mouvement, de même que sa composition majoritairement blanche et petite bourgeoise placent des limites fondamentales pour l'ensemble du mouvement, et même dans certains cas donnent naissance à des courants négatifs au sein du mouvement.

En traçant un parallèle avec l'analyse de Mao dans "L'orientation du mouvement de la jeunesse", nous pouvons saisir comment le mouvement actuel des femmes a joué un rôle d'avant garde dans la lutte démocratique et anti-impérialiste des masses. Pourtant, en même temps, le mouvement n'est pas la force principale dans la lutte pour l'émancipation de la femme.

Mais qui est donc cette force principale? C'est le prolétariat, les masses de femmes de la classe ouvrière. C'est cette force qui a la capacité, la détermination, l'intérêt et la conscience de classe potentielle pour dépasser le premier type d'avant garde que nous avons eu et mener la lute des femmes jusqu'à la victoire.

Actuellement, la conjoncture dans le mouvement des femmes est la suivante. La première vague spontanée est en train de se briser. Sa direction petite bourgeoise s'effrite et démontre de fortes tendances vers le réformisme (électoralisme) ou l'ultra-"gauchisme" (contre-culture, lesbianisme et sectarisme), des tendances qui ne répondent pas aux aspirations des femmes de la classe ouvrière, et qui conduisent à des stratégies erronées, qui nous mênent vers la défaite.

LE COURANT PRINCIPAL

L'éparpillement du mouvement des femmes en une myriade de groupes féministes petits bourgeois amène plusieurs femmes à se demander comment se retrouver là dedans, à adopter une attitude quelque peu suiviste face à tout cela. En fait cela démontre des conceptions empiristes face au mouvement des femmes, en étant incapables de comprendre les forces objectives à l'oeuvre et de voir le courant nouveau qui se développe dans le mouvement, même si ce nouveau courant n'en est encore qu'à un état embryonnaire.

Ce courant en développement, encore à ses premiers balbutiements, se distingue d'abord par sa composition ouvrière, et par le rôle dirigeant joué par les femmes du "tiers monde". La plupart des femmes actives dans ce mouvement n'ont pas participé au mouvement des femmes dans le passé. Elles dirigent maintenant des luttes très dures sur des revendications essentielles, comme le droit aux garderies subventionnées par l'Etat et contrôlées par les usagers, le droit au travail et la fin de la discrimination au travail. En particulier, la lutte pour les garderies s'est distinguée par son caractère militant, où la direction du mouvement composée de femmes blanches et du tiers monde, de la classe ouvrière, a organisé de multiples manifestations et occupations à travers le pays.

Réagissant négativement au déclin de la première vague spontanée et petite bourgeoise du mouvement, certains militants ont dit "enfin, bon débarras!", en déclarant que le féminisme est fondamentalement réactionnaire, et que ce qu'il faut mener, c'est "la lutte des classes"! Cette interprétation démagogique de la lutte des femmes mène directement au dogmatisme, conduit à voir les luttes démocratiques en contradiction avec la lutte des classes, et limite l'ampleur du front uni en isolant le mouvement ouvrier.

La tendance dogmatique rejoint l'opportunisme, en tentant elle aussi de liquider la question de la femme, contribuant ainsi objectivement au chauvinisme mâle, et donc par réaction aidant aussi le féminisme petit bourgeois.

Entre les masses des femmes et les impérialistes se trouvent les institutions, les pratiques et l'idéologie de la suprématie mâle. Conséquemment, la forme principale d'opportunisme au sein du mouvement ouvrier concernant la question de la femme sera le chauvinisme mâle.

Concurremment, alors que le courant principal dans le mouvement des femmes n'est pas encor le courant prolétarien, la lutte entre les deux lignes au sein du mouvement des femmes se déroulera entre la ligne marxiste-léniniste d'une part, et les différentes formes de droite ou de "gauche" du féminisme petit bourgeois d'autre part.

Qui sont les amis et qui sont les ennemis dans la lutte des femmes? Il y a *deux aspects* dans l'oppression de la femme par la suprématie mâle. *L'aspect principal* est la contradiction entre les masses des femmes et les capitalistes monopolistes. Ceux-ci sont l'ennemi principal vers lequel les luttes doivent être dirigées.

L'aspect secondaire, c'est la contradiction entre les hommes et les femmes, qui est une contradiction au sein du peuple, une contradiction non antagoniste. Elle sera résolue objectivement au cours de la construction du socialisme, par intégration de la femme dans la production et la socialisation des tâches domestiques. Subjectivement, la contradiction sera résolue en poussant les hommes à faire de la lutte des femmes leur propre lutte, et aussi par la critique et l'auto-critique.

Ignorer l'aspect secondaire de la contradiction, nier les privilèges et la domination mâles, c'est être idéaliste, dogmatique, incorrect. Mais d'autre parft, si l'on ne comprend que l'aspect secondaire, si l'on définit les hommes comme les ennemis des femmes, c'est tomber dans l'erreur "féministe", c'est susciter la lutte de la moitié du monde contre l'autre moitié.

Comme tâche stratégique, nous devons fixer pour les communistes d'une part, l'unification des femmes et des hommes de la classe ouvrière, et d'autre part, l'unification du mouvement ouvrier avec le mouvement démocratique large des femmes, tous deux dans un front uni contre l'impérialisme.

Dans ce contexte, le courant interne le plus important à détruire est l'opportunisme, dans sa forme de chauvinisme mâle, et secondairement de lutter contre les divers formes féministes et réformistes qui ont un impact dans les masses.

En gros, pour résumer, nous voyons trois tâches immédiates pour les forces marxistes-léninistes, en ce qui concerne la lutte des femmes:

1) soulever la question de la femme et ses revendications dans tous les types de travail avec les masses;

2) consolider le courant en progression et leur organisation dans des luttes pour les garderies, pour l'égalité dans la vie sociale politique et au travail, pour la défense de leurs conditions de vie.

3) s'unir avec le mouvement démocratique le plus large et le développer comme un front de lutte contre l'impérialisme.

Finalement, nous devons partout et toujours expliquer l'objectif final de notre lutte, pour avancer dans les masses l'idée que la véritable émancipation de la femme ne sera possible qu'avec le socialisme, lui-même précédé de la révolution socialiste prolétarienne. De la même façon, nous devons aussi expliquer et faire comprendre que la victoire finale du prolétariat ne sera réalisé qu'avec l'émancipation totale des femmes.

NOTES

1) nouveau mouvement communiste: c'est l'expression qui désigne aux Etats-Unis les nouvelles organisations marxistes-léninistes, qui se distinguent à la fois du révisionnisme du Parti Communiste Américain pro-soviétique, et des divers groupuscules trotskystes ou anarchistes. A ce sujet voir: "Le mouvement ouvrier américain: perspectives d'organisation actuelles "in MOB. no. 4.

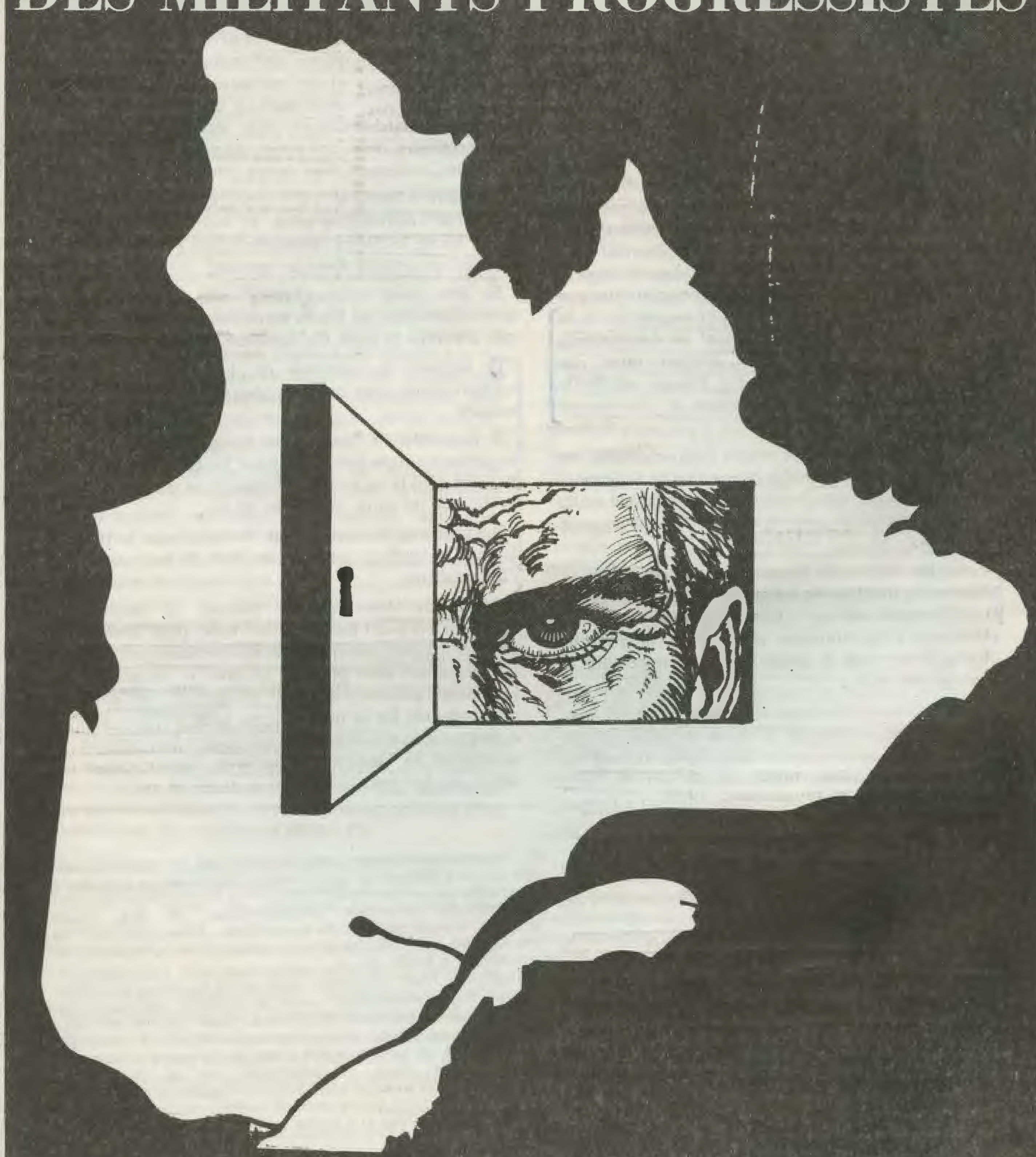
2) Sojourner Truth: féministe noire active au début du siècle.

3) Equal Rights Amendment: projet de loi fédéral établissant des normes pour l'égalité des conditions au travail pour les femmes.

4) L'auteur se réfère à diverses organisations à idéologie reactionnaire, et qui propagent l'idée qui la cause de tous les maux réside dans l'augmentation de la population, particulièrement dans les pays sous-développés et les "pauvres en général. Certains de ces groupes vont même jusqu'à proposer la stérilisation forcée et d'autres méthodes fascistes du même genre.

5) Le **Guardian** a révélé plusieurs cas de femmes des communautés noires, assistées sociales, qui ont été forcées de subir des interventions chirurgicales au cours desquelles plusieurs d'entre elles ont été stérilisées, sans qu'elles aient consenti nullement à ces opérations.

LA SURVEILLANCE POLICIERE DES MILITANTS PROGRESSISTES

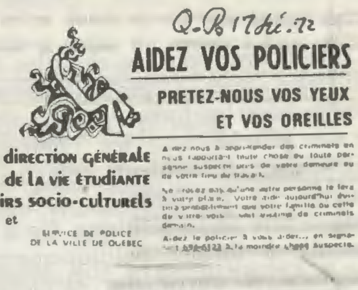


POURQUOI UN TEXTE SUR LA SURVEILLANCE POLICIERE DES MILITANTS PROGRESSISTES?

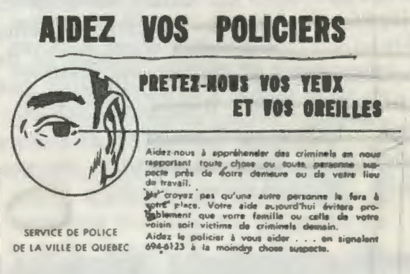
La période actuelle n'est certes pas marquée par l'agitation et des "crises de contestation (comme disent les éditorialistes!). Il peut paraître bizarre, dès lors, que Mobilisation décide de se pencher sur la répression et les agissements de la police. Pourtant nous croyons qu'il est au contraire important de mieux cerner pourquoi et comment la police intervient en cette période de travail d'organisation dans la classe ouvrière, car il nous faut prendre conscience de la portée du travail que nous effectuons et conséquemment des réactions que cela suscite dans la bourgeoisie et son gouvernement. Le travail actuel est axé avant tout sur l'organisation de la classe ouvrière et se fait assez ouvertement. Ce type de travail et nos forces, bien que minimes actuellement, attaquent le pouvoir de la bourgeoisie et de son Etat et imposent donc des conditions particulières de lutte. C'est ainsi que nous voulons aborder la question de la surveillance policière, c'est-à-dire la considérer comme une des conditions particulières de notre travail et permettre ainsi par une meilleure compréhension d'élaborer et d'appliquer des mécanismes de sécurité plus adéquats.

Nous voulons avant tout éviter deux attitudes néfastes et souvent présentes: celle qui ignore et néglige cette question sous prétexte que la police "peut tout savoir"; et cette autre attitude d'excitation et de paranoïa qui conduit souvent à l'impuissance chronique ou bien à des allures de "cow-boy".

Le texte est donc une première tentative afin de cerner cette question et d'apporter calmement des mesures réalistes de sécurité bien qu'encore très peu élaborées et plutôt modestes.



VOUS SOUVENEZ-VOUS de cette carte que nous avons publiée récemment? Il s'agissait d'une blague faite pour mousser le spectacle de la troupe des Treize présenté à l'université Laval et dont nous avons été victime. Ce spectacle porte sur la délation et tout ce qui entoure cette "technique" policière pratiquée par les fins limiers de la Vieille capitale. Par contre celle ci-dessous est authentique et est distribuée dans toutes les écoles de la ville de Québec sauf, nous dit-on, à l'université Laval.



La police a évolué depuis 1970.

Pour bien comprendre les objectifs actuels et les méthodes qu'emploient aujourd'hui les policiers, il nous faut rappeler brièvement la situation qui prévalait il y a quelques années. Ainsi, dans le passé, les forces policières n'étaient pas équipées de façon adéquate pour bien comprendre la conjoncture socio-politique et conséquemment n'étaient pas prêtes à intervenir efficacement et rapidement. Il faut par ailleurs nuancer quelque peu cet avancé en considérant qu'entre les années 1930 et 1950 les forces policières ont alors fait face à de sérieuses tentatives d'organisation de la classe ouvrière par des militants communistes et que d'autre part, nous possédons fort peu de connaissance et d'éléments d'analyse sur cette période.

L'analyse que faisaient les forces policières il y a quelques années était avant tout de type pyramidale, c'est-à-dire qu'elles tentaient de comprendre le mouvement telle une organisation fortement structurée et contrôlée par un espèce d'état-major dirigé par un "chef". On cherchait donc le "chef de la gauche", le "chef des terroristes". On peut se rappeler à cet effet les articles de Gérard Asselin dans l'hebdomadaire Le Petit Journal au cours des années 1969-70 (1). Ce type d'analyse négligeait le contenu même que véhiculaient les militants et s'embourbait quelque peu dans les différents réseaux de militants si bien que la situation pouvait devenir fort confuse. On identifiait de façon pêle-mêle les militants progressistes et les nationalistes réactionnaires, les indépendantistes de gauche et de droite, etc. La crise d'octobre illustre assez bien les faiblesses d'une telle façon de procéder. Bien sûr, les évènements du FLQ ont permis à la police de "ramasser" le plus de monde possible dans le but bien évident de briser tout début d'organisation dans les couches populaires, de même que le militantisme dans la classe ouvrière (dans les syndicats en particulier) et également d'affaiblir le mouvement indépendantiste. Toutefois, malgré cela, il reste que les "tribulations policières" d'octobre 70 ont révélé une profonde méconnaissance des forces progressistes au Québec ainsi que les lacunes, sinon le cul-de-sac de l'analyse pyramidale.

Cela la police l'a compris et elle s'est réajustée. Nous sommes aujourd'hui à même d'en percevoir les signes extérieurs les plus évidents, tels l'espionnage électronique (à l'APLQ, entre autres), les vols chez des militants et dans des locaux de mouvement, les téléphones tapés, etc. Ce sont là des illustrations claires et assez facilement perceptibles. Mais ce qui semble le plus obscur ce sont certes les raisons qui motivent de telles pratiques en une période relativement peu agitée (du moins comparée à celle des années 67 à 70).

La base fondamentale qui explique de tels agissements repose, croyons-nous, dans le processus d'évolution et d'adaptation qui s'est produit au sein des forces policières depuis environ deux ans. Précisons immédiatement que les forces policières ne partaient pas de zéro mais qu'elles ont plutôt connu une période d'adaptation qui a progressé plus rapidement qu'au cours des années précédentes. Encore là faut-il souligner les différences assez importantes qui existent entre les corps policiers et préciser que la Gendarmerie Royale était mieux préparée au départ et a également plus raffiné ses

(1) Gérard Asselin a produit à cette époque une siire d'articles sur le FLQ et le FLP, identifiant des militants et reproduisant même le contenu de certaines réunions. Tout cela dans un style spectaculaire et dans une perspective qui était axée sur la recherche du "chef du FLQ". Asselin est le type de journaliste collaborant avec les policiers et faisant tout pour affoler les gens.

méthodes et mieux précisé ses objectifs au cours de cette période de "réenlignement".

Cette transformation chez les forces policières leur a permis de mieux comprendre les forces progressistes et de se pencher sur les intérêts que défendent ou veulent défendre des groupes de militants dans l'actuelle conjoncture socio-politique. On a ainsi travaillé à former politiquement des policiers. A partir des éléments de connaissances (pratiques et théoriques), les forces policières adoptent maintenant des méthodes d'enquête plus scientifiques qui partent d'évaluation politique d'une situation pour connaître un mouvement, plutôt que la recherche frénétique des chefs conspirateurs. Nous verrons plus en détail dans les parties suivantes du texte quels sont les objectifs des forces policières quelles méthodes elles se sont données et de quels équipements (tant humains que techniques) elles disposent actuellement. Cela ne pourra se faire évidemment qu'à la mesure de nos faibles connaissances actuelles.

La répression dans les pays capitalistes avancés.

Il est important de bien comprendre que la répression ne s'exprime pas nécessairement par la brutalité fasciste, la coupure des droits démocratiques et la censure officiellement proclamée. La répression s'adapte plutôt au climat socio-politique d'une société donnée et s'intensifie au rythme où l'ordre établi est incapable de résorber par d'autres moyens la contestation dont il est la cible.

Ainsi dans les pays capitalistes avancés, il existe davantage de mesures préventives que coercitives et la répression s'exprime moins par le fascisme ouvert que par des méthodes de contrôle social. Dans de telles société, dont la nôtre, les régimes de démocratie bourgeoise ont instauré une série de législations qui non seulement leur permettent de réprimer brutalement des manifestations de solidarité ouvrière (lors de grèves, par exemple), mais surtout qui régissent les organisations dans un cadre (les lois du travail) qui exclut évidemment la remise en cause du fondement de la domination bourgeoise. Dans la mesure où les travailleurs débordent de ce cadre, l'état bourgeois possède toute une artillerie de législations dont celle de l'injonction si fréquemment employée actuellement pour briser des grèves. Dans les contrôles sociaux existants dans les pays capitalistes avancés, nous pouvons inclure une certaine collaboration des syndicats "à divers degrés bien sûr, relativement à l'orientation et au militantisme des différents syndicats", qui exercent une fonction d'intégration des travailleurs dans le cadre des lois bourgeoises en outre en se faisant très souvent le défenseur de ce cadre auprès des travailleurs.

Ajoutées aux mécanismes de contrôle social (qui ne se limitent pas au seul aspect légal mais aussi à des instances idéologiques), les mesures préventives sont actuellement plus importantes que les mesures coercitives. Par mesure préventives, nous entendons l'ensemble des techniques d'enquête, d'analyse et d'infiltration dont se servent les forces policières. Ces mesures, certes plus discrètes et effacées que l'intervention par la force, ont pris une importance énorme depuis quelques années comme en témoignent l'augmentation vertigineuse des budgets accordés aux forces policières, ainsi que la loi fédérale 276 sur l'espionnage électronique et la loi provinciale 51 sur le crime organisé et l'action subversive, laquelle instaure officiellement les mécanismes de liaison et de collaboration entre l'ensemble des corps policiers au Québec, dont la GRC, la SQ et la police de Montréal. A cela, on peut ajouter l'apparition d'une nouvelle fonction de l'armée canadienne, celle d'intervenir en cas de troubles internes suite à la loi sur les mesures de guerre (le document de l'an dernier sur les syndicats est sûrement un exemple banal et dépassé de l'exercice de cette fonction) (2). Finalement, le rôle encore obscur mais inquiétant du nouvel organisme du gouvernement du Québec, le CAD (Centre d'Analyse des Données), de même que le projet de la création d'une direction générale de la police au sein du Ministère de la Justice à Québec, confirment encore plus ce type d'intervention.



Sortie de policiers en civil d'une projection privée du film de Costa-Gravas "Etat de Siège"

(2) Ce document fut révélé l'an dernier par le P.Q. à la suite d'une fuite.

La rédaction du présent dossier a été effectuée après compilation et bréve analyse d'un ensemble de cas de filatures, de vols et d'intimidation dont nous avons eu connaissance. Voici donc un éventail de mesures policières subies par des militants au cours des dernières années. Pour des raisons évidentes de sécurité, nous tairons les noms et les autres détails permettant d'identifier les personnes en cause, l'essentiel demeurant que ces cas soient connus peu importe les personnes en ayant subi les préjudices.

Les cas de filature et de surveillance sont sans contredit les plus nombreux. Ainsi, tous les mois et demi, un agent en civil notait de son véhicule les entrées et les sorties des militants qui avaient affaire au Cap St-Jacques et Maisonneuve. Nous publions d'ailleurs ci-contre la photo de ce flic déguisé "en monde"...La même surveillance a été exercée à la Librairie progressiste à partir d'un des immeubles situé de l'autre côté de la rue, et l'EDJ a semble-t-il fait les frais d'une opération similaire. On s'intéresse également aux milieux touchés par ces groupes, ainsi lors de la grève chez Remi Carrier, Tardif, l'un des hauts gradés de L'anti-terroriste a été aperçu aux abords de l'entreprise, à quelques reprises.

Quant aux filatures personnelles, plusieurs militants interrogés par des policiers ont vu des photos que ces derniers avaient pris à leur insu et ont appris quelle avait été leur occupation de telle ou telle journée six mois plus tôt. Certains ont même vu des policiers prendre une photo d'une automobile en marche.

D'autres camarades, en partance pour des vacances à l'étranger ont été suivis pendant plus de douze heures à l'aéroport [l'avion étant retardé par une témpête] et ils ont été les seuls de l'avion à faire les frais d'une fouille complète. Une douzaine d'agents les surveillaient étroitement à l'arrivée, l'un d'eux prenant des photos avec un appareil maladroitement dissimulé dans son porte document. Lors d'une rencontre fortuite avec un douanier de Dorval, l'un des camarades a appris que ce déploiement des forces policières avait été prévu exclusivement pour eux. Il semble même que des photos aient été prises tout au cours du voyage.

Les vols perpétrés par les forces de l'ordre ou des agents à leur service semblent avoir remplacé au cours des dernières années les traditionnelles perquisitions. Le scénario est toujours semblable: on entre par effraction mais de façon très professionnelle [jamais de bri, jamais de portes défoncées], on apporte des objets ou les textes désirés au plus on procède à une fouille systématique. A titre d'exemple, le carnet d'adresses d'un camarade laissé sur la table de la cuisine est disparu et fut rapporté au même endroit quelques trois mois plus tard. A chaque fois, la fenêtre verrouillée avait été ouverte et laissée débarrée mais nullement forcée. Un autre camarade reçoit une série de faux appels téléphoniques tous les matins avant son départ environ un mois avant de noter la venue de policiers. Depuis près de cinq ans ceux-ci viennent faire leur visite de routine à tous les six mois dérangeant tout juste assez pour qu'on note leur passage et apportant au plus quelques textes.

Les vols les plus spectaculaires ont sûrement été ceux de l'Agence de Presse Libre du Québec ou la nuit du 7 octobre 1972, les filières entières du Centre de documentation contenant des dossiers de presse et des listes de groupes disparaissaient de même que les livres de comptabilité de l'APLQ et de la COOP de déménagement 1er mai, en plus que certains dossiers du MDPPQ et le contenu entier de certains bureaux des militants de l'APLQ. Un vol fut également perpétré quelques temps après au domicile de l'une des journalistes en plein après-midi et la nuit même un individu pénétrait dans l'appartement pour subtiliser le sac de cette militante déposée à côté du lit où celle-ci dormait.

CHASSE AUX RENSEIGNEMENTS

Toutes les méthodes sont bonnes pour ramasser des renseignements. Nous sommes au courant de cas olù la police est allée visiter les parents et même les propriétaires de certains camarades à la fois pour les convaincre qu'ils étaient des éléments subversifs et pour aller cueuillir de nouvelles informations. Il y a quelques années un indicateur enseignant dans un Cegep de la métropole s'est lié très intimement à certains leaders étudiants afin de connaitre les rouages du mouvement de contestation et a même tenté de provoquer certains gestes répréhensibles inpliquant les étudiants.

Pour cueuillir les informations, la police utilise aussi les fichiers de certaines compagnies de crédit ou encore emprunte le biais des enquêtes sur les employés de la fonction publique. La GRC a ainsi longuement interrogé un journaliste sur sa vie privée simplement parce que son nom figurait sur une demande d'emploi à titre de référence. Concernant la fonction publique, mentionnons au passage que la police veille à limiter les subventions aux groupes dangereux: ainsi à l'hiver 72, plus de dix projets Initiatives Locales ont été refusés par la GRC alors qu'ils avaient franchi tous les échelons de la sélection; en 73* DOUZE PROJETS Perspectives-Jeunesse pour des raisons sécuritaires dans la seule section de l'ouest du Québec.

Les méthodes d'intimidation indirecte se doublent souvent de harcèlement et de chantage. La femme d'un militant a du subir pendant près de six mois des téléphones anonymes ou l'interlocuteur l'insultait, calomniait son mari et la menaçait fréquemment de faire irruption dans l'appartement. Cet escalade visait à démoraliser cette femme et à aiguiser la tension du couple dans une passe difficile. La police confirme souvent ses gestes et vient faire étalage de ses méthodes aux militants. Par exemple, les policiers, particulièrement ceux de la GRC, rencontrent des militants au hasard d'une rue, à un restaurant, ou tout bonnement chez lui, soit simplement pour l'informer qu'on connait très bien son milieu, ses allées et venues, de même que ses activités, soit pour vérifier ses attitudes, tenter d'en savoir plus long et même pour lui proposer de collaborer ou de devenir indicateur.



Une image que l'on se fait trop souvent de la police politique

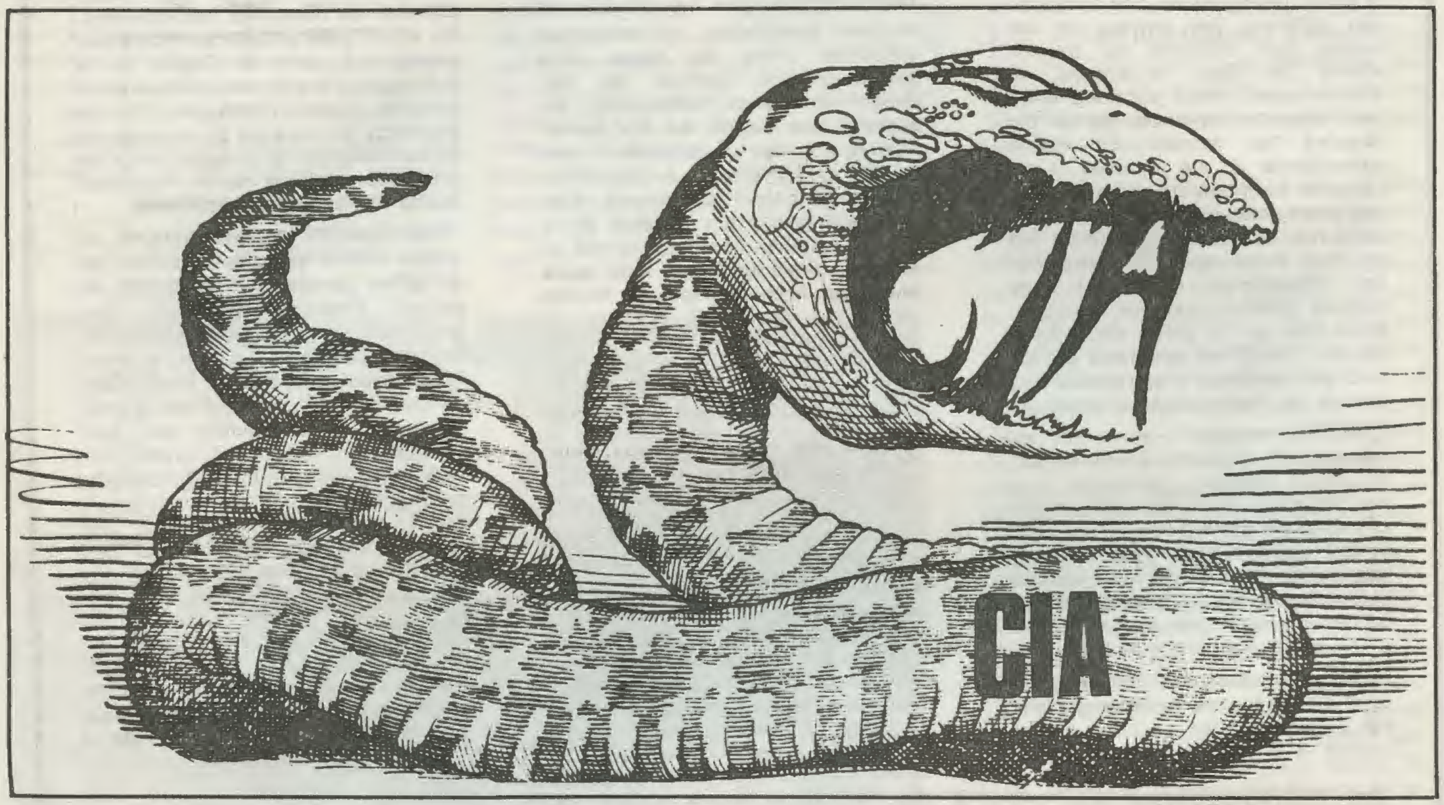

C'est ce genre de flic qui est réellement dangereux

Le rôle de la CIA.

Nous n'avons pas d'éléments suffisamment sérieux pour illustrer le rôle de la CIA au Québec, ni pour démontrer sa réelle présence. Toutefois, la révélation de l'existence d'une enquête menée par la CIA dans les années 63-64 sur les dangers d'un mouvement révolutionnaire au Québec (le projet Camelot) nous semble quelque peu significative. D'autre part, le rôle évident de la CIA à travers le monde et particulièrement ces dernières années en Uruguay, au Brésil, à St-Domingue et plus récemment au Chili, nous font conclure que le Québec situé à la frontière même des USA, ne saurait être ignoré. D'autant plus que des fuites dans les années 65 révélaient que la CIA avait entre autres 12 agents en Islande.

L'intervention de la CIA ne peut être prouvée mais il semble toutefois que les contacts avec des militants d'autres pays fassent l'objet d'une attention particulière de la part des forces policières et qu'à ce niveau l'intérêt de la CIA serait certain car c'est une des tâches importante de ce chien de garde de l'impérialisme que de connaître toute volonté d'opposition à l'impérialisme yankee.

Ce court exposé général nous amène à traiter plus concrètement des méthodes et des objectifs de la police au Québec de même que de certaines mesures de sécurité que doivent adopter les militants. Précisons finalement que ce texte ne se veut pas une analyse générale de la répression et des activités de la police mais plutôt un regard sur l'attitude actuelle de la police ainsi que son étendue sur les manifestations du travail des militants progressistes. C'est donc plus un dossier d'information, bien modeste d'ailleurs, qui éventuellement pourra déboucher sur une analyse politique de la répression dans la meusre où des militants compléteront ce début de travail.



LES TECHNIQUES DE RENSEIGNEMENT.

De façon générale, ces techniques de renseignement utilisées par les divers corps de police sont simples et connues. Certains militants en ont fait l'expérience directe; d'autre part, les compte-rendus de la commission d'enquête sur le crime organisé nous fournissent d'autres indications sur ces techniques et leur utilisation.

Il y a l'écoute électronique: les micros et les tables d'écoute branchées sur les téléphones. C'est actuellement le moyen le plus fréquemment utilisé par la police. Nous ne connaissons pas encore l'ensemble des gadgets électroniques qui font partie de son arsenal, et ceci fait qu'il nous est encore impossible de saisir le degré de raffinement des instruments électroniques dont elle dispose. Toutefois l'on trouvera ci-contre la description des appareils qui sont utilisés le plus fréquemment.

La filature individuelle est toujours couramment pratiquée. On suit la personne visée, on prend note des plaques d'immatriculation de sa voiture, on la photographie au passage, on loue parfois un logement en face du local d'une organisation jugée suspecte afin de connaître les allées et venues des membres de cette organisation, ou d'identifier les visiteurs. Dans cette seconde catégorie, il faut aussi mentionner les perquisitions clandestines. Il y a enfin *l'emploi des indicateurs* que l'on peut répartir en deux catégories.

D'une part, on retrouve des policiers infiltrés au sein de regroupements ou d'organisations progressistes. Leur nombre est probablement assez limité, mais chose certaine, ils existent bel et bien! D'autre part, il y a les indicateurs à proprement parler: des individus payés sur une base régulière, en argent

ESPIONNAGE ELECTRONIQUE

La découverte de plus en plus fréquente de systèmes d'écoute nous oblige à acquérir une connaissance dans ce domaine. Nous résumons ici les connaissances que nous possédons déjà sur les systèmes utilisés par la police ainsi que les moyens à prendre pour en minimiser l'efficacité. Il est à souligner que les systèmes employés quotidiennement par la police reposent sur une technologie assez simple et ont peu à voir avec les notions plus proches de la science-fiction véhiculées par les médias. Ceci ne veut pas dire que ces systèmes bien que simples soient faciles à déceler.

RENDRE L'ECOUTE PLUS DIFFICILE

Mais avant de parler de ces systèmes d'écoute, soulignons d'abord que la première mesure à prendre est de rendre l'écoute plus difficile: a] au lieu de tenir des réunions régulièrement dans un local connu, il est préférable de les faire chez des militants en variant périodiquement le lieu de rencontre; b) sortir le téléphone de la pièce où se tient la réunion; c) fixer les lieux de réunion d'avance pour ne pas être obligés de les indiquer par téléphone.

LES SYSTEMES D'ECOUTE EN USAGE.

Nous pouvons définir trois systèmes d'écoute en usage.

1-MICROPHONE AVEC UN PRE-AMPLIFICATEUR BRANCHE SUR LES LIGNES TELPHONIQUE

Ce système consiste en un micro avec un préamplificateur (le tout dans une seule boîte) relié par un fil à la ligne téléphonique [voir illustration I).

Caractéristiques du système:

a)L'amplificateur obtien l'énergie nécessaire à son fonctionnement de la ligne téléphonique. Il peut donc fonctionner en permanence et ce indéfiniment.

b) Le signal est transmis entièrement par des fils jusqu'à la table d'écoute. C'est donc dire qu'il n'y a aucun signal émis dans l'atmosphère et qui pourrait être capté par un appareil de détection électronique.

c) De tous les systèmes, c'est celui qui permet la meilleure qualité d'écoute, surtout si plusieurs micros sont distribués dans le local (comme c'était le cas à l'APLQ).

d) Cependant, c'est aussi celui qui est le plus compliqué à installer. Il serait donc plutôt utilisé dans des endroits qui représentent un intérêt d'écoute à long terme pour la police.

2—MICROPHONE AVEC UN PETIT POSTE EMETTEUR

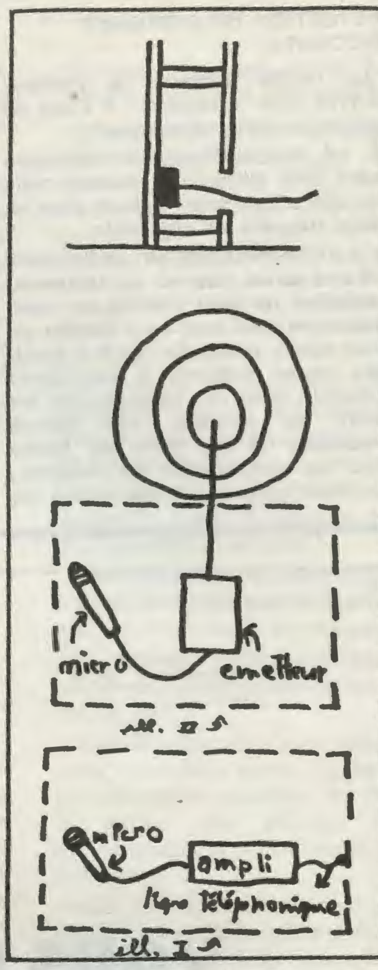
Ce système est composé d'un micro avec amplificateur et poste émetteur le tout dans une seule boîte (voir illustration2).

Caractéristiques du système:

a) Le signal n'est pas transmis par fil mais à travers l'atmosphère comme avec un "walkie-talkie". Il serait donc possible de le déceler avec un appareil sensible aux signaux émis, utilisé par quelqu'un qui sait s'en servir (le concours des techniciens ou ingénieurs progressistes qui ont accés à ce genre d'équipement serait très valable).

b) Il peut utiliser deux sources d'énergies:

1°des batteries: dans ce cas le système est complètement autonome, c'est-à-dire qu'il n'a pas besoin d'être relié à quoi que ce soit pour fonctionner. On a juste à le déposer



quelque part et il est prêt à fonctionner. IL peut être installé presque n'importe où et rapidement. Par contre, il a le désavantage de marcher seulement la durée de la vie des batteries.

2° le pouvoir de la maison: le dispositif est rlié au système électronique 110 volts de la maison. Il prend donc plus de temps à installer mais par contre fonctionne indéfiniment (c'était le cas chez Jean-Marie Cossette, membre du SNQ à Repentigny).

3—Le téléphone.

Le téléphone peut être utilisé comme micro à l'insu de l'abonné. A partir d'un autre téléphone ou de la centrale du Bell, la police peut déclencher un téléphone [sans qu'il sonne) et écouter tout comme si l'appareil était resté décroché aprés une conversation.

Caractéristiques:

a) aucune modification de l'appareil est requise, tout peut être fait à distance. On ne peut pas déceler l'écoute de ce type sans des appareils électroniques.

b) le micro du téléphone étant peu sensible, la portée est faible et l'écoute se limite essentiellement à la pièce où se trouve le téléphone si la porte est fermée.



Micros découverts à l'APLQ dans les 2 par 4 de la charpente

DETECTION DE SYSTEMES D'ECOUTE.

La fouille demeure le meilleur moyen pour le moment. Il s'agit de procéder systématiquement.

1° Le dispositif que l'on recherche peut avoir différentes formes mais occupe a peu près l'espace d'un ou deux paquets de cigarettes.

2° Le dispositif sera en général dans un mur ou un plafond. Evidemment, la police ne peut l'introduire dans n'importe quel mur en y faisant un trou même rebouché car il y aurait des traces évidente Il sera donc introduit dans les plafonds ou les murs en enlevant une fixture électrique ou une tuile, les bases pour les lampes dans les plafonds, les interrupteurs et les prises de courant dans les murs. Il s'agit donc de fouiller systématiquement et de regarder si on trouve quelque chose de suspect. Une lampe de poche et un petit miroir sont indispensables pour ce travail. Il faut aussi faire preuve d'ingéniosité, se mettre à la place des flics, et trouver les endroits les plus intéressants pour dissimuler un micro.

3° Tel que mentionné, certains dispositifs sont reliés à la ligne téléphonique. Il faut donc suivre le fil du téléphone depuis l'appareil jusqu'à l'extérieur de la bâtisse pour vérifier que rien n'y soit connecté.

4° Il est possible d'introduire un micro dans un mur un plafond sans même entrer dans l'appartement en le plaçant à partir d'un appartement voisin. Il n'y a qu'à percer le mur de l'appartement voisin pour le placer contre la paroi intérieure de votre mur (un micro installé de cette façon a été trouvé récemment). (voir illustration3).

Ces dispositifs ne peuvent être découvert à partir d'une fouille de votre logement. Il faut donc se renseigner un peu sur les voisins. Les appartements voisins sont-ils inutilisés? Si oui, ce serait peut-être une idée d'y faire un tour. Y a-t-il quelque chose de suspect? Par exemple, un appartement loué mais peu fréquenté. Il est à remarquer que louer un appartement pour y placer un système d'écoute est une opération assez coûteuse, mais la police politique y aura recours si elle juge l'information important.



VOUS NE POUVEZ PAS VOUS FIER AU TÉLÉPHONE

C'est incroyable tout ce qu'on peut installer dans votre appareil téléphonique. Plusieurs entreprises se font concurrence et vont même jusqu'à offrir un "téléphone prêt à servir", livraison sur commande.

Nous avons réuni ici les principaux "espions" qui sont utilisés couramment par les corps de police et tous ceux qui font de l'espionnage électronique.

A—Le transmetteur George F. Cake, à $100., est couramment utilisé par la police.

B—Le "little Centry", garanti pour un an, opère dans un rayon de 100 à 300 pieds. Il contient 6 semi conducteurs. Coût: $90.

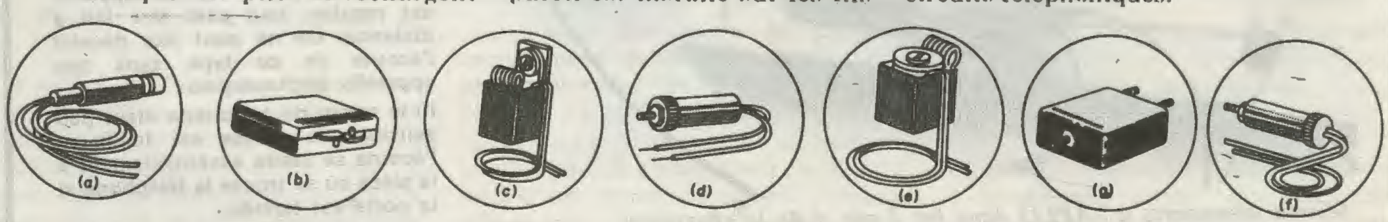
C—Le "S-E-416", disponible avec antenne. Caractéristique: les piles se rechargent automatiquement. Rayon de un à deux coins de rue. Coût: $50.

D—Le "0009" peut être placé à l'intérieur de l'appareil téléphonique ou sur le côté. Il diffuse sur bande 88-108 MHz. Sans pile. Portée de 3 à 500 pieds.

E—Le "Tritron" est un transmetteur sans fil. Si l'appareil est installé sur les fils téléphoniques, son champ d'action couvre à peu près 1 mille. La maison qui le distribue peut également vous fournir des plans, à $2.95. pour fabrication à domicile.

G—Le "Silmar's" mesure 1 pouce par 1 pouce, par 3/4 de pouce, et il se vend $64. Garantie d'un an.

H—Le "TLT-6" est le gros modèle (1 livre et six onces) qui n'est disponible qu'aux agences gouvernementales et aux bureaux de détectives privés. Il faut un permis pour l'obtenir. Rayon d'écoute: trois coins de rue. Peut être placé d'importe où sur les circuits téléphoniques.



ou en service, pour fournir des renseignements à la police sur tel groupe, tel individu ou tel évènement. Il existe plusieurs cas connus de personnes sollicitées par la police pour effectuer une telle besogne. Tel travailleur, aux prises avec les shylocks, s'est vu offrir par la police de rembourser ses dettes s'il rendait compte des activités d'un groupe de travailleurs combatifs au sein de son entreprise. Tel autre, sur qui pesaient des charges juridiques de vol et de recel de marchandises volées, s'est vu offrir une suspension des accusations s'il rendait à la police le même genre de "service". C'est ainsi que grâce au changage et à la corruption, on achète les délateurs.

Grâce à toutes ces techniques, la police procède à la collecte brute d'une somme assez considérable de renseignements sur les individus ou sur les regroupements qu'elle juge dangereux. C'est la première étape. Il lui faut maintenant procéder à une seconde étape, celle de la compilation de ces renseignements pour en faire un ensemble significatif, une base significative.

La compilation des renseignements.

C'est ici qu'entre en jeu la confection des dossiers individuels. Toute information recueillie sert à alimenter de tels dossiers, rattachés à des individus, et ces dossiers constituent en quelque sorte la pierre d'achopement de tout l'appareil de renseignement policier. Avant d'identifier et de situer les regroupements, les organisations ou les services populaires que l'on juge suspects, ce sont les individus que l'on tente en priorité de situer et d'identifier, et c'est encore sur la base des connaissances accumulées sur ceux-ci que l'on tente par la suite, en recoupant les renseignements recueillis, de saisir l'identité des groupes progressistes et leurs activités.

De tels dossiers individuels apparaissent plus ou moins complets, plus ou moins fouillés selon le degré présumé de la nocivité de la personne sur qui on tente de monter un dossier. Certains (rares,semble-t-il) sont sous surveillance presque constante de la police. D'autres au contraire font l'objet d'une surveillance occasionnelle ou sporadique en rapport avec tel fait, telle fréquentation, tel évènement auquel ils ont été mêlés, etc.

Il n'a pas été possible de prendre connaissance du contenu du dossier d'une personne engagée dans des activités politiques afin de connaître la teneur précise d'un tel dossier, de même que la nature des renseignements sur son compte que les services de la police avaient jugés significatifs. Toutefois, les dossiers de nature équivalente accumulés sur les caids de la pègre montréalaise peuvent servir de modèle de référence. La nature des informations recueillies semble identique, et les techniques utilisées pour amasser de tels renseignements sont également les mêmes. (3)

Examinons donc le dossier monté par la RCMP sur l'un des caids de la pègre montréalaise.

Une première constatation: les faits rapportés s'étalent sur plus de dix ans. C'est donc dire que l'individu en question fait l'objet d'une surveillance continue depuis fort longtemps, indépendamment des hauts et des bas de sa "carrière", des périodes de relative inactivité qu'il a parfois connue. De plus, la surveillance ne s'est pas limitée à un seul corps de police. A certains moments, le rapport note que les informations recueuillies semble identique, et les techniques utilisées pour amasser de tels renseignements sont

Une première constatation: les faits rapportés s'étalent sur plus de dix ans. C'est donc dire que l'individu en question fait l'objet d'une surveillance continue depuis fort longtemps, indépendamment des hauts et des bas de sa "carrière", des périodes de relative inactivité qu'il a parfois connue. De plus, la surveillance ne s'est pas limitée à un seul corps de police. A certains moments, le rapport note que les informations recueuillies proviennent de sources extérieures à la RCMP: elles originent alors soit de la Sûreté du Québec, soit de la police de Montréal.

Le contenu du dossier est centré sur les activités quotidiennes de l'individu, même si ses faits et gestes ne sont pas tous en rapport direct avec ses activités proprement criminelles. C'est ainsi que le dossier rapporte de façon exhaustive:

-Les allées et venues du personnage en question, ses déplacements sur de courtes ou longues distances.

-les lieux et les individus fréquentés, soit dans le cadre des "affaires", soit dans le cadre plus informel des loisirs ou même parfois de la parenté.

-l'identification des individus fréquentés, qu'il s'agisse de parents, d'amis, ou de "relations d'affaires".

-l'identification des lieux fréquentés et utilisés, de même que la fonction qu'on assigne à ces lieux de rencontre.

-les moyens techniques utilisés: le téléphone, les automobiles, les cartes de crédit, etc.

-l'identification des entreprises possédées, contrôlées ou en rapport avec le personnage en question, de même que la nature des affaires transigées officiellement et officieusement par ces entreprises.

-enfin, l'identification des transactions financières opérées par le personnage: à certaines périodes, la police a réussi à connaître le contenu de certains comptes de banque, ce qui lui a permis de savoir à qui il tirait des chèques et de qui il en recevait. Ceci lui a été fort utile pour connaître la nature des activités du caid en question.

-dans une certaine mesure, le dossier de la RCMP s'attache également à connaître les allées et venues des proches parents du personnage: si ceux-ci servent d'intermédiaire à ce dernier, elle sera donc en mesure de le savoir.

De façon générale, le dossier se trouve constitué d'une suite de rapports quotidiens, qui identifient des faits souvent anodins en apparence. On s'attache peu à l'aspect spectaculaire du personnage, mais plutôt à son emploi du temps quotidien. De telles informations, enregistrées et compilées durant plusieurs années, finissent tout de même par dégager clairement le portrait de l'individu, de ses activités et de sa puissance au sein de la pègre.

De plus, les informations compilés au sein du dossier ne le sont pas d'une façon disparate. Elles découlent déjà d'un certain choix, d'une certaine sélection à partir de la multitude de faits rapportés grâce aux techniques de

(3) Faut-il préciser que si les techniques de surveillance de la pègre et des groupes progressistes peuvent être les mêmes, que par ailleurs la pègre ne peut être considérée comme un ennemi véritable de l'Etat, alors que les forces populaires elles le sont potentiellement actuellement, et réellement en perspective. Qu'on se rappelle le discours du Ministre Choquette lors de la déclaration de la loi des mesures de guerre où il rassurait la pègre en affirmant que "bien sûr, cette loi ne les touchait pas"!

renseignements. En conséquence, elles témoignent déjà d'un certain discernement, d'un jugement de la part de l'enquêteur: ne prendre que ce qui est significatif, que ce qui permet de pousser de l'avant les connaissances de l'individu, ses activités et sa "position sociale". De même, on a accès (parfois) aux rapports d'impôts, on accumule constamment de nouvelles données susceptibles d'apporter un éclairage plus complet sur les faits et gestes rapportés antérieurement, etc.

Bien entendu, la plupart des dossiers de police ne sont pas aussi exhaustifs que celui-ci. En général, ils couvrent une période plus brève de la vie d'un individu, se contentant de ne rapporter qu'occasionnellement ses faits et gestes, se limitant probablement assez souvent à en dresser un portrait plus ou moins schématique. Toutefois, ils visent tous pour l'essentiel à dégager le même type d'information: qui on est, qu'est-ce qu'on fait, qui on fréquente et pour quelles raisons.

La base des renseignements de la police demeure ce genre de dossier individuel: il semble que ce soit encore le cas, tant pour le dépistage des gangsters que pour celui des militants progressistes et socialistes (du moins que la police présume comme tels).

Ceci ne signifie pas que l'on s'arrête là, bien au contraire.



Le travail d'analyse.

A partir de tels dossiers, on procède maintenant à la troisième étape du travail d'investigation: l'analyse proprement dite. A ce niveau, il s'agit de cerner, au-delà des activités des individus que l'on juge dangereux, les formes d'organisation auxquelles ils sont liés, les effectifs de ces dernières, leurs orientations et leurs problèmes.

En fait, nous connaissons fort peu de chose sur les méthodes et l'efficacité réelles des services d'analyse des divers corps de police, sinon qu'ils existent bel et bien. Quelques indications apparaissent toutefois révélatrices: -on étudie en détail destextes politiques issus de regroupements de militants progressistes ou socialistes. De toute évidence, de tels documents constituent sinon des compte-rendus fidèles des activités de ceux-ci, du moins des reflets significatifs de l'idée qu'ils s'en font et de l'orientation qu'ils veulent leur donner.

Certains corps de police disposent d'effectifs humains considérables pour efffectuer un tel travail d'analyse. Tel inspecteur de la RCMP s'est ainsi vanté récemment de posséder les services de psychologues affectés à l'étude des dossiers individuels. Du côté de la Sûreté du Québec, un livre blanc déposé il y a deux ans recommandait pour sa part la mise en place d'un groupe de travail interne spécialement affecté à l'étude des "nouvelles formes de criminalité", tel le terrorisme...

Dans le cadre des activités de dépistage qui visent à recueuillir des renseignements sur des "individus dangereux", la police semble faire preuve d'un discernement plus poussé qu'auparavant..C'est ainsi qu'elle sait distinguer les réseaux de militants des réseaux d'amis.

Ces quelques indications dénotent une chose évidente: les connaissances dont disposent les forces policières sur les forces progressistes en général sont relativement poussées, sûrement plus poussées que ne le laisse croire le rapport sur la CSN, publié l'an dernier grâce à une fuite, et qui était truffé d'erreurs grossières. Mais jusqu'à quelpoint les forces policières saisissent-elles la force réelle des organisations progressistes, la nature des activités qu'elles mènent, l'enjeu des débats en cours et des problèmes auxquels elles font face? Nous ne pouvons répondre avec exactitude à cette question.

L'intimidation.

La police ne se contente pas toujours d'accumuler des renseignements sur les personnes qu'elle juge dangereuses. Il lui arrive parfois de procéder aussi à des gestes d'intimidation pure et simple.

L'intimidation fait partie en permanence de l'arsenal policier. Dans leur "lutte" contre la pègre, il arrive parfois aux policiers de Montréal ou de la Sûreté du Québec de "monter" un bande contre une autre grâce à des gestes de provocation. On pratique fréquemment le chantage pour arracher des renseignements à des prostituées. Contre les individus liés au FLQ, on a eu (et on a toujours) recours à la tactique du "frame-up". En conséquence, il ne faut pas s'étonner de voir la police pratiquer l'intimidation à l'endroit de certains militants progressistes ou de leurs proches.

L'intimidation peut prendre plusieurs formes, douces ou moins douces. Parmi les formes les moins brutales, il y a celle qui consiste à mettre en évidence, devant le local d'une organisation progressiste, une auto de police, ou encore à laisser une "carte de visite" après une perquisition clandestine au domicile de quelqu'un (laisser les lumières allumées, par exemple, si elles étaient éteintes avant la visite).

Il y a des formes d'intimidation moins bénignes. Par exemple, l'épouse d'un militant a du subir, pendant quelques mois, les appels téléphoniques d'agents de police qui tentaient de discréditer à ses yeux son mari, en lui racontant mille sornettes sur son compte. De même, telle autre militante lors d'une "rencontre" avec des agents de la RCMP, a du faire face à une entreprise savante et systématique de salissage: on tentait de lui dépeindre ses camarades de travail sous le jour le plus noir possible, pour ainsi la démoraliser et l'inciter à devenir elle-même indicatrice. Ailleurs, c'est une autre militante de groupe populaire qui a été victime d'effraction: quatre "amis" (aux dires du propriétaire) ont pénétré dans son logis en défonçant la porte d'entrée...

De tels cas d'intimidation sont rares et plutôt marginaux. Il faut toutefois noter qu'ils concernent plutôt les femmes: peut-être la police les considèrent-elles plus faibles donc plus vulnérables. Il faut aussi noter qu'ils impliquent plus d'un corps policiers: les seuls cas rapportés plus haut impliquent la RCMP et la police de Montréal. De plus, certains précédents indiquent la possibilité pour la police de pousser plus loin ses gestes d'intimidation.

Dans certains milieux de la gauche et de la "gaugauche" on se plait à laisser courrir des rumeurs selon lesquelles la police de Montréal serait à mettre en place un "escadron de la mort", version montréalaise. En fait, de tels potins semblent dénués de tout fondement direct. Toutefois, il faut reconnaître que certains gestes déjà posés vont dans cette direction. Qu'on se rappelle de "L'escouade des vols de banque" qui connut ses jours de gloire en 1971. A l'époque un certain nombre de policiers de la ville de Montréal, fatigués de voir augmenter sans cesse la fréquence et l'efficacité des vols de banque, fatigués de voir les voleurs s'en tirer à bon compte devant les juges, décidèrent de changer de tactique. Plutôt que d'intervenir après le vol, et dans le seul but d'arrêter les voleurs impliqués, ils décidèrent de leur tendre dorénavant des embuscades, et d'abattre les voleurs qui faisaient mine de leur résister. L'opération se déroulait de la façon suivante:

1- les services de renseignement de la police transmettaient aux policiers de la brigade des vols de banque la date, le lieu et l'heure d'un vol de banque présumé.

2- Ces derniers allaient dès lors se mettre en embuscade autour de la banque visée; si celle-ci était située à l'extérieur des limites de la ville de Montréal, ils agissaient de concert avec le policiers de la Sûreté du Québec.

3- A l'arrivée des voleurs, ils restent cachés et laissent entrer ces derniers dans la banque.

4- Puis les voleurs ressortent avec leur butin. C'est là que la police entre en jeu. Un policier commence par tirer un coup de feu en l'air: c'est le coup de semonce. En général, les voleurs sous-estiment à ce moment le nombre des policiers en embuscade: ils tentent alors, soit de riposter soit de courir vers leurs voitures pour prendre la fuite. C'est précisément ce qu'attendent les policiers: ils se mettent alors à ouvrir le feu sur les bandits.

De telle opérations ont été conduites à intervalles assez fréquentes au début de l'année 1971. Elles prenaient une allure si brutale que la presse officielle s'en émeut: "Le Devoir" en fit l'objet d'un éditorial réprobateur enseptembre 71. (4) Peu de temps après, elles furent suspendues. Pourtant, si une telle pratique a cessé, il reste que les policiers qui la pratiquèrent courent toujours, et que dorénavant elle fait partie de l'arsenal répressif de la police. Il suffirait de la réactiver et de l'orienter, si le besoin s'en fait sentir, contre des individus jugés plus dangereux que des voleurs de banque...

Les corps policiers impliqués.

Il est difficile de connaître l'ampleur des moyens utilisés par le services de renseignements de la police, de même que le genre de rapport qu'entretiennent entre eux divers corps de police sur cette question. Là encore, il faut se contenter de certaines indications plutôt générales.

1) Le repérage et la filature de certains individus "jugés dangereux" ou suspects par la police ne datent pas d'hier, loin de là. Citons comme exemple le cas de cette journaliste qui a appris il y a deux ans qu'elle avait été suivie pendant plus de cinq ans, sans interruption ou presque, au cours des années cinquante. Qu'est-ce qui lui valait un tel honneur? La RCMP croyait qu'elle appartenait à une branche clandestine du parti communiste canadien, du fait qu'elle avait déjà fréquenté certains anciens membres du P.C.! Cet exemple est authentique: la journaliste en a eu la confirmation quelques années plus tard de la bouche-même de l'un des policiers qui lui étaient rattachés. Ceci démontre assez clairement que le filet de la police (de la RCMP tout au moins) est large; il démontre aussi heureusement l'absence de discernement dont elle faisait preuve au cours de cette époque dans ses opérations de repérage.

2) De tous les corps policiers impliqués dans de telles opérations, il semble bien que *la RCMP soit le plus avancé.* Mieux outillée, plus professionnelle, plus secrète aussi, elle semble maintenant procéder avec beaucoup d'intelligence. C'est elle qui dispose de plus d'expérience aussi. Entraînée par la chasse aux espions et aux militants communistes après 1945 et au cours de la guerre froide, elle a développé à travers cette période, les techniques de renseignements, les méthodes de repérage et d'analyse qu'elle raffine aujurd'hui pour les utiliser contre la pègre et contre les militants progressistes. A côté d'elle, la police de Montréal et la Sûreté du Québec ne font pas le poids, même si elles opèrent un certain rattrapage à l'heure actuelle.

---

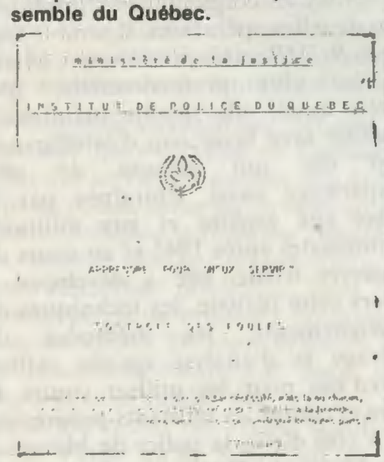
(4) "Les policiers et la violence", 18 septembre 1971 dans Le Devoir

En 1970, $150,102,078. étaient consacrés au maintien et à l'entretien des corps policiers au Québec, soit une augmentation de près de 50% du buget de 1968. Les effectifs se chiffraient en 1970 à 13,320 personnes à plein temps, soit 11,676 policiers permanents, 164 fonctionnaires et 1073 employés à temps partiels et 151 non policiers.

En 1972, $212,140,844. étaient affectés au service de la police québécoise alors qu'on comptait 1,100 policiers permanents de plus. On a donc enregistré UNE AUGMENTATION DE $62 MILLIONS SOIT 41% DE PLUS QU'EN 1970. C'est la Sureté du Québec qui connaissait la hausse la plus élevée; son buget passant de $45,553,500. en 1970 à$68,637,900. en 1972, ce qui constitue une augmentation de 50.6% en 2 ans.

De son côté, la Gendarmerie Royale Canadienne comptait au 31 mars 72, 13,726 membres dont 9,956 membres en uniformes et 880 recrues dont 53 diplômés. Au cours de l'année financière 71-72, 255 membres civils et 119 gendarmes spéciaux ont été engagés soit presque le double de l'année précédente, et 73 membres de la GRC ont fréquenté à plein temps des universités ou des collèges techniques.

Enfin, la Communauté urbaine de Montréal a présenté un buget de $104,366,000. au chapitre de la "protection policière" en 1973 alors qu'elle octroyait seulement $39,997,000. au transport en commun. Selon les priorités de la CUM plus de 60% des 170 millions du budget ont été consacrés au service de la police qui comptait 6,602 policiers sur un total de 7,725 employés. C'est évidemment la région administrative de Montréal qui connaît le taux d'encadrement le plus élevé soit 2.37 policiers par millier d'habitants comparativement à 2.07 pour l'ensemble du Québec.



Un rapport de 67 pages...inutile de se demander à quoi servent les hausses du budget de la police.

3) En principe, les informations recueillies par les divers corps policiers sont partagées et échangées grâce à un poool commun d'information. Tel ne semble pas être toujours le cas en pratique. C'est ainsi par exemple que la RCMP ne transmet pas toujours aux autres corps de police les renseignements auxquels elle a accès, même si elle-même réussit à mettre la main sur l'ensemble des renseignements recueillis par les autres corps policiers. De même, la Sûreté du Québec ne transmet pas toujours à la police de Montréal les informations dont elle dispose sur un sujet particulier, et vice-versa. Nous ne pouvons pas saisir l'ampleur des contradictions qui existent entre les différents corps policiers, mais une chose demeure certaine, c'est qu'elles se traduisent par un cloisonnement relatif des divers services de renseignements. C'est là une faiblesse importante, du moins en ce qui concerne la police de Montréal et la Sûreté du Québec.

Quels sont les objectifs poursuivis?

Nous pouvons dégager du texte qui précède les objectifs généraux visés par les forces policières: *contrôler et identifier les individus considérés* comme "dangereux" plutôt *que de réprimer.* Ces objectifs supposent une stratégie qui repose sur la nécessité de connaître les lieux et moyens utilisés par les personnes "jugées dangereuses"; de savoir interpréter les gestes et les actes qu'ils posent; de saisir, en définitive, le pourquoi de leur travail et la façon dont ce travail est organisé.

Ce faisant, la police se trouve en mesure de juger le degré de nocivité de la personne ou du regroupement visé. Ainsi tente-on d'évaluer dans quelle mesure le travail de tel individu ou tel groupe menace effectivement ou potentiellement la sécurité de l'Etat. Ce travail d'identification et de contrôle peut permettre à la police de frapper plus justement (dans l'éventualité d'une telle décision) en sachant où, quand, sur quoi et sur qui frapper pour avoir la preuve la plus forte.

Ainsi, l'on peut constater à partir de différents indices (lignes tapées découvertes, documents secrets dévoilés, etc) que l'éventail des groupes d'opposition surveillés est plutôt large, allant du FLQ au PQ et passant des groupes nationalistes (SSJB, SNQ) aux appareils syndicaux. La surveillance touche aussi les groupes populaires dont les manifestations et le type de pression dépassent le cadre légaliste. On s'intéresse aussi à bon nombre de groupes qui poursuivent un travail d'éducation, d'information et de formation dans la classe ouvrière.

Les milieux étudiants et particulièrement les journaux, les groupes gauchistes ou simplement les facultés ou les modules plus "chauds" attirent passablement encore son attention. Enfin, ce sont surtout les groupes militants, ceux qui poursuivent un travail d'organisation comme ceux qui se consacrent à des tâches de propagande, d'information de recherche ou de formation qui semblent être présentement la cible de choix des forces de l'ordre.

En recoupant les témoignages, on peut croire que la police s'attache davantage à suivre un individu pendant plusieurs années, pénétrant ainsi tout le milieu et tous les groupes avec lesquels il fait affaire. Elle visera particulièrement tous ceux qui sont passés par le FLQ ou par des groupes comme le FLP, s'intéressant aussi aux anciens leaders étudiants.

Les personnes qui ont séjourné un certain temps à l'étranger et qui ont été liées à des groupes radicaux font aussi matière à enquête. Et qu'on ne s'y trompe pas, l'arrêt momentané des activités militantes n'efface pas et ne ralentit pas la cueillette des informations qui s'échelonnent sur plusieurs années. Au contraire, les forces policières pourraient parfois croire à un retrait dans une pseudo-clandestinité.

Rappelons finalement que l'on semble accorder actuellement une importance plus grande aux militantes (ou aux femmes liées à des militants). Une conception particulièrement rétrograde des femmes amène les policiers à harceler davantage ces dernières qui seraient selon eux très émotives peu rationnelles, influencables, bavardes et devraient constituer ainsi des éléments plus manipulables.

En fait, tous ceux qui s'occupent d'information, qu'il s'agisse de permanents syndicaux ou de journalistes progressistes, tous les groupes de solidarité qui sont en contact et diffusent des informations sur des groupes étrangers, tous ceux qui occupent des postes de coordination des groupes progressistes qui font un travail

de soutien à l'organisation doivent faire preuve d'une prudence certaine puisqu'ils constituent, souvent à leur insu, des sources d'information de premier plan.

Toujours selon les vieux schéma pyramidaux, la police s'intéresse en effet davantage à tous ceux qui ont un rôle de lesdership ou qui constituent des plaques tournantes d'information afin de connaître progressivement tous les échelons du réseau. Nous avons cependant toutes les raisons de croire que ces recherches même si elles sont axées surtout sur des personnes-clés dépassent largement le cercle de certains leaders et s'étendent à l'ensemble des forces progressistes et nationalistes comme en témoignent les cas d'écoute électronique de certaines personnes de la SNQ.

Les jeux olympiques sont l'objet d'une sérieuse préparation.

Certaines occasions sont privilégiées par les forces policières lorsqu'elles considèrent que les actes de violence seront posés (ou du moins pourraient l'être). Cela vaut bien sûr pour les manifestations mais ce que nous soulevons ici ce sont plutôt des prévisions à long terme. C'est le cas par exemple, des jeux olympiques actuellement, surtout après les évènements de Mexico (1968) et de Munich (1972). Nul doute que les agences de renseignements se soient dès maintenant mises en branle pour détecter tout indice concernant un éventuel complot dirigé contre les jeux olympiques ou à l'occasion de leur tenue (le nouveau directeur de la GRC confirmait d'ailleurs cette hypothèse il y a un mois dans une entrevue accordée à la presse).Nul doute aussi que l'on se serve des jeux olympiques comme un prétexte pour procéder à une opération d'identification sur une période de deux à trois ans.



QUELQUES MOYENS PREVENTIFS.

Les différents corps policiers semblent centrer leurs efforts à la cueuillette, à la compilation et à l'analyse des données tant sur les buts et le fonctionnement des groupes progressistes que sur le comportement des individus qui les composent. Les militants doivent donc éviter d'être à leur insu d'importantes sources de renseignements pour la police et doivent éviter de devenir des proies faciles au chantage policier.

Autant que les noms, adresses et autres indications techniques, il semble que la police se préoccupe beaucoup de connaître la psychologie des individus, leurs relations inter-personnelles et le comportement des groupes avec lesquels ils évoluent. Les indicateurs sont certes les mieux placés pour livrer ces informations mais les longues discussions au téléphone et tous les "potins" de la gauche constituent des indications souvent tout aussi précieuses.

Les précautions d'ordre techniques qui peuvent se résumer à réduire au minimum l'usage du téléphone ou du moins à n'y dire que l'essentiel, à éviter les trop longues compilations de noms, adresses, numéros de téléphone et autres technicalités dans les carnets d'adresses et les agenda, à garder en lieu sûr les documents personnels et confidentiels et enfin à verrouiller les portes et fenêtres de son appartement doivent être complétées par un souci constant de discrétion.

De plus, il importe que les militants n'encourent pas des risques inutiles qui peuvent en faire des éléments facilement manipulables. Les policiers ont toujours abondamment utilisé les menaces de chantage pour obtenir des renseignements ou forcer des individus à se compromettre comme indicateurs. L'utilisation de fausses cartes de crédit, le vol à l'étalage, de lourdes dettes

accumulées et la possession de drogues sont autant de conditions propices au chantage ou à la menace des policiers. Tout au moins, cela risque d'amener certaines complications telles un procès, un dossier judiciaire, une légère peine d'emprisonnement, la perte de l'emploi, en somme, une série d'obstacles sérieux au travail entrepris.

Au niveau des emplois et des dettes, il faut spécifier l'existence de certaines compagnies d'investigation qui font enquête sur la solvabilité des emprunteurs et qui constituent aussi de bonnes sources de renseignements pour les corps policiers.

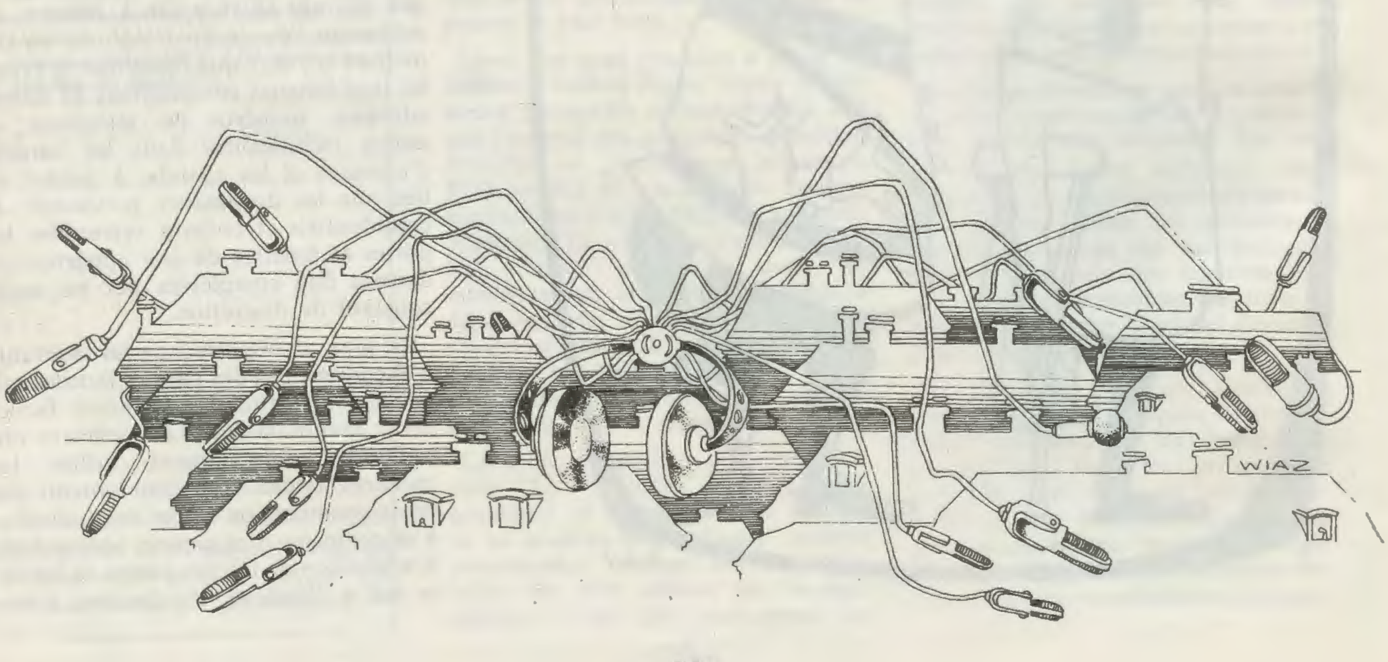
Les précautions personnelles sont indispensables mais c'est évidemment bien mince si l'ensemble des groupes ne prennent pas des mesures de sécurité minimales.

Une prudence toute particulière doit être accordée à la sécurité des documents internes (listes des membres, budget, procès-verbaux) et au dépistage des micros. Il serait aussi de rigueur de faire une brève enquête sur les collaborateurs et les nouveaux membres de chacun des groupes. Il faudrait être particulièrement prudent à l'égard de ceux qui sont fort curieux et s'infiltrent partout. Ils s'impliquent généralement peu et préfèrent toujours jouer les conciliateurs évitant de prendre partie mais étant aussi les confidents de tout le monde. Ils sont souvent à toutes fins pratiques à la remorque du mouvement, bien qu'en certaines occasions ils puissent proposer des gestes activistes et provocateurs. Ces dernières caractéristiques sont les plus importantes chez un indicateur. Quant aux étrangers qui veulent rapidement tout savoir sur la gauche québécoise, il faudrait leur demander des références permettant de les identifier et manifester à leur égard une très grande prudence.

Certes, l'immaturité du mouvement, la faible pratique politique et l'absence de mécanismes et d'outils de contrôle et de dépistage, rendent la tâche plus difficile. Il faudra toutefois tenter d'innover dans nos mesures de sécurité afin d'éviter que la police vienne jouer dans les ficelles du mouvement.

En somme, ce ne sont là que des mesures techniques de sécurité, auxquelles nous pourrions ajouter le fait d'accorder une discrétion encore plus grande dans nos contacts avec des travailleurs combatifs (et avec des gens qui commencent à militer) car ces derniers ne sont pas connus des forces policières, contrairement aux militants qui ont quelques années d'expérience. Nous devons donc voir à ne pas permettre aux policiers de les identifier. Dans le même ordre d'idée, il serait bon de ne pas toujours fréquenter les mêmes restaurants, cafés, bistrots, tavernes, etc... qui deviennent rapidement des endroits surveillés et des "salles d'écoute" privilégiées.

Une analyse politique de la répression nous semble importante à réaliser et elle seule pourrait nous permettre de réagir politiquement à la répression. En effet, les seules mesures techniques de sécurité sont insuffisantes face aux moyens policiers. La seule véritable réponse à la répression se situe dans la perspective d'une plus grande liaison aux masses populaires. La pénétration dans la classe ouvrière et les couches populaires permettra non seulement l'existence de mesures techniques adéquates mais surtout une position politique de force.



CE QUE TOUT MILITANT DEVRAIT SAVOIR EN CAS D'ARRESTATION

Le code pénal canadien prévoit que tout personne, y compris un policier évidemment, peut arrêter, sans mandat, toute personne en train de commettre un acte criminel, ou toute personne contre laquelle elle a des motifs raisonnables et probables de croire qu'elle a commis un acte criminel.

Donc, en pratique, la police possède le pouvoir d'arrêter n'importe qui, n'importe quand et pour n'importe quoi. Avec les amendements récents apportés au code pénal, le principe général veut que les policiers procèdent par citation à comparaître, plutôt que par voie d'arrestation dans presque tous les cas [sauf par exemple les infractions mineures au code de la route].

Une fois l'arrestation effectuée, encore là avec les amendements apportés au code pénal, le policier a deux choix:

A] relâcher la personne et lui remettre une citation à comparaître ou une sommation.

B] le conduire devant un juge de paix [tribunaux] dans un délai de 24 heures pour fins de comparution.

Lors de la comparution devant les tribunaux, depuis la nouvelle loi sur les cautionnements (incorporée au code criminel), le principe général veut que la personne accusée soit remise en liberté sans conditions à moins que le Ministère public ne s'objecte et demande au tribunal d'imposer des conditions à sa libération ou encore de l'incarcérer en attendant son procès.

Mais dans les deux cas, le Ministère public a le fardeau de la preuve, c'est-à-dire doit prouver que la personne accusée doit se voir imposer des conditions ou être incarcérée. Une fois la décision rendue, elle peut être revisée par la Cour Supérieure.

CONSEILS PRATIQUES EN CAS D'ARRESTATION

1-Vous assurer que des parents ou amis sont au courant de votre arrestaion.

2-Insister toujours auprès des policiers pour pouvoir téléphoner à un avocat.

3-Refuser de faire quelque déclaration que ce soit (orale ou écrite) tant et aussi longtemps que vous n'avez pas contacté votre avocat.

A ce sujet, et ceci est très important, la loi ne vous oblige pas à faire une déclaration de quelque nature que ce soit (orale ou écrite) aux policiers. Donnez votre nom, votre date de naissance et votre adresse, c'est tout.

4-Si les policiers vous refusent le droit de téléphoner, c'est qu'ils veulent obtenir de vous une confession ou une autre preuve contre une autre personne. Donc redoublez de prudence et fermez-vous là. C'est assez clair!

5-N'oubliez pas que les policiers peuvent recourir à tous les moyens pour obtenir de vous une confession: la ruse, la violence, le chantage, les promesses, etc...Dans certains cas, les policiers montrent à la personne arrêté de fausses déclarations incriminantes de la part de ses présumés complices. Voyant cela, la personne arrêtée, croyant que ses amis ont parlé, signe une confession.

6-Dites-vous à priori que les policiers s'ils vous interrogent, c'est qu'ils cherchent des preuves. Donc fermez-vous là, même s'ils sont gentils avec vous. Comme cela, vous ne leur donnerez pas de preuves (contre vous ou contre un autre).

PERQUISITION

Pour pouvoir pénétrer à l'intérieur d'une maison privée, et y saisir des objets, les policiers doivent être munis d'un mandat de perquisition en bonne et due forme.

Toutefois, si la police vous recherche, ils peuvent vous arrêter sans mandat à l'intérieur de votre maison. Mais pour saisir des objets, elle doit être munie d'un mandat de perquisition.

En principe, le policier ne peut saisir que les objets qu'il recherche et qui sont expressement mentionnés dans le mandat. Mais en pratique, il peut saisir tout ce qu'il veut s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une chose qui n'est pas nommée dans le mandat a pu servir à la perpétration d'une infraction criminelle.

Exemple: le policier se rend chez vous dans l'espoir de trouver des objets de cambrioleurs et trouve du hach ou du pot. Il a le droit de le saisir même si ce n'était pas nommé dans le mandat.

CONSEILS PRATIQUES EN CAS DE PERQUISITION

1-Vérifier si les policiers ont un mandat et prendre note du numéro du mandat et du juge qui l'a émis.

2-Vérifier le nom des policiers qui effectuent la perquisition.

3-Il est important de souligner que si les policiers se présentent chez vous après 7 heures P.M., le mandat doit indiquer qu'ils pensent perquisitionner de nuit. Si cela n'est pas, le mandat n'est pas légal.

4-Si les policiers nont pas de mandat ou si le mandat n'est pas légal (ex: il n'est pas signè par un juge), ils ne peuvent perquisitionner et ne peuvent pénétrer chez vous pour ce faire et vous avez le droit d'utiliser la force pour les en empêcher.

Il est important de mentionner que les policiers doivent utiliser les choses saisies à titre de preuve devant les tribunaux. S'ils ne portent pas d'accusation, ils doivent retourner les objets à leur propriétaire. S'ils ne l'ont pas fait ou s'ils ne portent pas d'accusations en regard des objets saisis dans un délai de trois mois, on peut faire une requête à la cour pour ravoir ces objets.

RESPONSABILITES DES POLICIERS

Tout policier ou agent de la paix est responsable civilement et criminellement de tout excès de force lors d'une arrestation ou d'une perquisition.

Un policier a le droit d'employer la force raisonnablement pour arrêter quelqu'un, mais s'il exagère (comme dans de nombreux cas) il est responsable civilement (action en dommages-intérêts [et criminellement (acte criminel). Si vous croyez avoir été victime d'un excès de force de la part d'un agent de la paix, noter son nom (si possible) et son numéro matricule. Consultez un médecin et faites-lui rédiger un rapport médical de vos blessures.

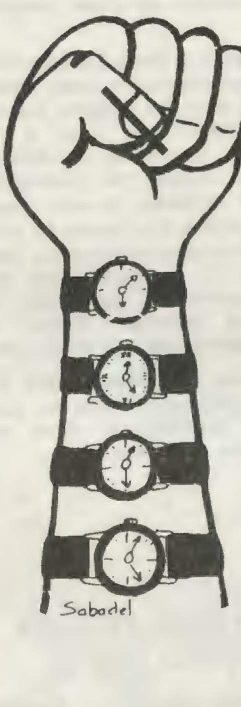
Cela servira de preuve dans une éventuelle poursuite civile en dommages et intérêts ou dans une dénonciation au criminel.

QUELQUES NOMS D'AVOCATS MILITANTS

Jean-Serge Masse:	523-2045
Pierre Cloutier Claude-G Melançon Jacques Hellie...:	849-6369
Bernard Mergler:	866-1112
Robert Lemieux:	842-1833

FRANCE

La lutte chez LIP





Le 14 août à Besançon : la ville riposte à l'intervention policière.



JUSQU'A LA VICTOIRE

LA SITUATION DE LIP ET LE TERRAIN DU CONFLIT

Portrait de l'entreprise

L'usine de Lip, située à Besançon en France, est une entreprise à activités diversifiées. Sa principale branche d'activité est l'horlogerie. L'entreprise fabrique 600,000 montres par an, étant ainsi le plus gros fabricant français. La principale caractéristique de l'horlogerie Lip est qu'elle est la seule entreprise horlogère française entièrement autonome, c'est-à-dire qu'elle fabrique la montre dans sa totalité, des pièces au montage et la finition. Le secteur horloger de Lip a de plus développé une activité de recherche très poussée, qui en fait l'entreprise européenne d'avant-garde dans la mise au point de nouvelles techniques. Lip, ce n'est pas seulement le secteur horloger, puisqu'il y a aussi trois autres secteurs d'activités: l'usine d'appareils mécaniques de précision, l'usine de machine-outils, et l'usine d'équipements civils et d'armement.

L'entreprise emploie 1300 travailleurs, 1120 à Palente (près de Besançon) où sont réunis trois des quatre secteurs d'activité de l'entreprise, et dont 52% sont des femmes, 110 à Ornans (à 15 milles de Besançon) où se trouvent les machines-outils, en plus des quelques bureaux à Paris. La majorité des travailleurs sont des O.P. (Ouvriers Professionnels), des ouvriers qualifiés, ayant subi un long apprentissage et qui exécutent des travaux spécialisés. Mais à LIP, on remarque une tendance à les remplacer par des O.S. (Ouvriers spécialisés), des ouvriers effectuant des travaux simples sur des chaînes de montage, travail ne requérant que peu d'apprentissage; cette transformation de la qualification des travailleurs est amenée par l'intensification de la division du travail dans l'usine, opération entreprise afin de réduire les coûts de production: intensification du travail à la chaîne et accélération des cadences. 50% de ces 1300 travailleurs sont syndiqués, se répartissant entre la CGT et la CFDT (une majorité).

L'entreprise LIP se trouve dans une région où il y a une forte concentration d'industries horlogères et de mécanique de précision. La région de Besançon (située dans le centre-est de la France, près de la Suisse) est aussi très industrialisée, et 55% des ouvriers y travaillent dans des entreprises de plus de 200 ouvriers. La main-d'oeuvre de la région est également une main-d'oeuvre très qualifiée. 1971 a été pour la région une année de récession en ce qui concerne l'emploi, de nombreux projets de licenciements, de compression de personnel, ayant renforcé le taux de chômage. Dans l'ensemble de la région, LIP, en plus d'apporter le prestige de sa présence, fournit du travail à environ 5000 travailleurs, employés de petites entreprises sous-traitantes qui dépendent entièrement de ces contrats pour leur survie.

L'entreprise LIP est en très mauvaise situation financière depuis plusieurs années: en 1972 sa gestion est devenue déficitaire au point où la survie de l'entreprise ne peut plus être assurée sans une réorganisation totale de l'ensemble de la politique de production et de vente. Les origines de cette mauvaise situation financière tiennent principalement à la négligence de la direction d'adapter l'entreprise à une nouvelle situation commerciale; cette négligence est explicable par les intérêts de Ebauches S.A. (trust suisse dont nous reparlerons plus loin) dans la détérioration rapide de la situation de LIP ain de la prendre en main et d'appliquer facilement son plan de restructuration (Ebauches S.A. détient alors 56% des intérêts de LIP).

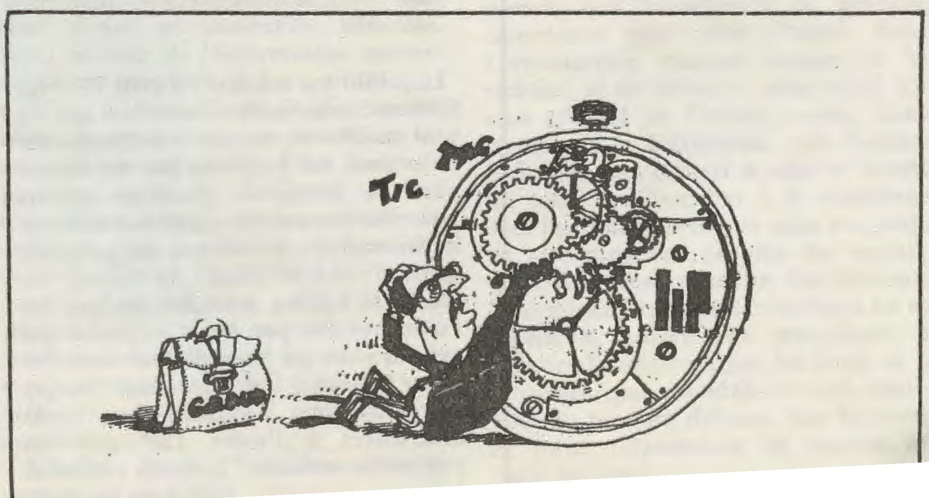
Stratégie d' "Ebauches SA"

Situation:

- au niveau mondial: la concurrence s'accentue entre les principaux producteurs d'horlogerie. La Suisse, qui est le principal producteur, se voit menacée par le Japon surtout, mais aussi par les USA. Trois groupes se font concurrence en Suisse, dont le groupe ASSUAG qui nous intéresse ici.

-au niveau européen: ASSUAG (holding suisse auquel participe le trust Ebauches S.A. en collaboration avec le gouvernement suisse et la banque suisse) tente de restructurer l'industrie horlogère au niveau européen en prenant le contrôle de multiples entreprises partout. Ce plan implique une concentration au maximum de la production en Suisse, et la diversification des usines de montage dans les autres pays.

-au niveau français: il y a eu dans les 12 dernières années une concentration rapide de la production. Cependant la France est restée passablement imperméable à la production suisse. De plus LIP a une situation de faveur sur le marché français de l'horlogerie: il est le plus gros producteur français, le plus prestigieux et le plus avancé technologiquement.



Plan d'Ebauches S.A.

Dans la stratégie globale du holding ASSUAG, la France joue donc un rôle de premier plan, et LIP en particulier devient l'élément clé de cette stratégie. 1) il s'agit de s'implanter sur le marché français, sans quoi la concurrence américaine et japonaise pourra prendre la place et s'en servir pour pousser plus loin en Europe; 2) il s'agit ensuite d'écouler la production d'Ebauches S.A. par l'entremise de LIP, son usine et son réseau de distribution (LIP doit se transformer dans cette éventualité, d'usine de fabrication intégrale de la montre qu'elle était, en atelier de montage des pièces fabriquées par Ebauches S.A.) 3) il s'agit également d'utiliser l'avance technologique de LIP pour améliorer la position du trust suisse sur le marché mondial. 4) il s'agit finalement de s'implanter dans la Communauté européenne.

Les conséquences directes de ce plan sont: le démantèlement de LIP, les secteurs mécaniques, armement et machines-outils ne pouvant s'intégrer dans le plan suisse; le licenciement de plus de 400 travailleurs, sans possibilité de se replacer dans une région en récession; la perte des avantages acquis dans les luttes précédentes; le licenciement consécutif, à plus ou moins long terme, de quelques 5000 travailleurs de petites entreprises sous-contractantes de LIP; la disparition de la dernière entreprise horlogère française. Cette stratégie s'attaque donc aux intérêts 1) des travailleurs de LIP, 2) de la région de Besançon, 3) de l'industrie horlogère française.

LE CONFLIT

L'historique

Le conflit qui a éclaté en avril 73 et les formes d'organisation nouvelles qui s'y sont manifestées ne sont pas spontanés; ils avaient été préparés par un récent passé de luttes, où plusieurs actions nouvelles avaient été expérimentées par les travailleurs qui avaient été préparés par un récent passé de luttes, où plusieurs actions nouvelles avaient été expérimentées par les travailleurs qui avaient alors pu juger de leur force, de leur cohésion et de leur degré d'organisation. Ce sont les luttes antérieures à l'usine LIP qui ont préparé la sortie de 73; toutes ces luttes représentaient des tentatives sporadiques d'application du plan d'Ebauches S.A., et chacune de ces tentatives a reçu de la part des travailleurs une réponse ferme et spontanée.

En mai 68, les travailleurs de LIP sont en grève pendant deux semaines. Leurs revendications soit, le tableau d'affichage libre, l'échelle mobile et la pré-retraite, sont satisfaites au bout d'une semaine, mais la solidarité avec leurs confrères travailleurs des autres usines les amène à poursuivre la grève une autre semaine. Pour les travailleurs de LIP, mai 68 a marqué un réveil syndical caractérisé par l'attitude plus ouverte des délégués, le début des réflexions collectives des ouvriers sur leur lutte, l'apparition de nouvelles idées politiques qui seront mises de l'avant dans les luttes suivantes, la découvertes de nouvelles formes de lutte, et, surtout la mise en place d'assemblées générales démocratiques où les décisions réelles sont prises, ébauche de la réelle démocratie ouvrière qui se développera bientôt dans les prochaines luttes.

En avril 69, 200 horlogers reçoivent leur avis de mise à pied pour trois jours. La réaction immédiate des travailleurs, qui menacent de faire la grève et font des réunions sur le tas, fait reculer la direction qui accepte de payer deux jours sur trois.

En février 70, la direction décide une réduction d'horaires pour 400 horlogers. Les travailleurs décident aussitôt la grève illimitée en poussant les revendications de primes de vacance, primes de fin d'année et d'amélioration

des conditions de travail. Des affiches sont faites, des tracts sont distribués, des mini-cassettes expliquant la situation sont enregistrées. On assiste à une mobilisation générale pour défendre les intérêts des 400 horlogers visés par la mesure d'une part, et pour mettre de l'avant les revendications de tous d'autre part. La détermination des travailleurs fait plier la direction qui doit faire face à la fois à une réaction défensive des travailleurs et à une action offensive qui les unit dans de même revendications.

En juin 70 la direction annonce sa décision de ne plus participer désormais au fonds de chômage de ses employés. Les travailleurs aussitôt font des réunions qui décident que le moyen approprié pour vaincre est de populariser la situation; aussitôt ils bloquent la route de Besançon et ils font à chaque automobiliste une explication de la dernière décision de la direction et de ses conséquences pour les ouvriers. Devant cette situation, la direction cède afin de sauvegarder le prestique qu'elle a dans la région, preuve que l'action décidée par les travailleurs correspondait bien à la situation. Sur cette victoire, les travailleurs débrayent cependant et occupent leur usine afin de soutenir leurs nouvelles revendications: augmentations salariales et meilleur encadrement technique pour l'apprentissage. Au niveau de l'organisation qu'ils se donnent, toutes les décisions importantes sont prises en Assemblée générale, et des commissions sont créées (popularisation (sur la route et dans les usines), réflexion sur la lutte, garde de l'usine), ce qui a pour effet d'intégrer un grand nombre de travailleurs à la direction de la lutte et de solidifier l'unité. Toutes les initiatives principales viennent alors de la base, dont celle déterminante du blocage des expéditions au moment où la vente des montres est à son point le plus haut, ce qui exerça sur la direction une pression telle qu'elle dut plier.

En janvier 71 la direction annonce le licenciement de 50 travailleurs, dont quarante travailleurs des bureaux administratifs. Le but de la direction est alors de diviser les travailleurs (entre "administratifs" et productifs), de provoquer une grève de façon à casser l'organisation et l'unité des travailleurs (à ce moment de l'année toute la production va au stockage) et d'éliminer les meneurs. Les travailleurs refusent alors de faire la grève parce qu'ils calculent qu'une gève ne ferait pas réellement "mal" au patron, qu'elle ne serait pas un moyen de pression efficace vu le caractère spécial de la production (pour le stockage), et que les travailleurs se mettraient conséquemment en position de faiblesse économiquement en face d'un patron qui peut se permettre de tenir longtemps; déjà ils entrevoient qu'une grève mènerait à une lutte prolongée, et qu'elle n'est pas alors le meilleur moyen. Ils décident plutôt de faire appel à des actions individuelles coordonnées: tous se mettent à faire des affiches sur ce qu'ils pensent de leur travail et des licenciements, qu'ils affichent partout dans l'usine et sur leurs machines. Cette action a pour effet d'augmenter l'unité et la cohésion (chacun pouvait s'apercevoir que l'autre pensait comme lui), de faire prendre encore plus conscience de leur situation, et de faire participer tout le monde à l'action sur une base égale. De plus on entreprend une campagne de popularisation dans les autres usines, dans le but de créer un front uni de travailleurs contre les licenciements. Des bilans sont faits de différentes luttes ouvrières, plus particulièrement de la lutte de "Novillars" dont l'analyse est popularisée et distribuée à tous les travailleurs de LIP, afin de leur aider à mieux comprendre leur propre lutte. La mobilisation des travailleurs aboutira finalement à la démission du directeur (Fred Lip) et à l'abandon par le nouveau directeur des licenciements prévus.

Ces luttes ont été importantes en ce qu'elles ont signifié des acquis importants pour les travailleurs de LIP, qui allaient permettre l'organisation qu'ils ont pu mettre sur pied en avril 73. Ces luttes ont permis la démocratisation la plus large de l'information et de l'action, de même que l'expérimentation de nouvelles formes de lutte appropriées à chaque situation, l'application vivante de leur analyse de la situation et du rapport de force à leur stratégie.

Fort de notre expérience de 1968, tout était décidé en assemblée générale. Nous faisions de l'information permanente par magnétophone, par affichage. Tous les travailleurs en discutaient. Dans les groupes qui se formaient les propositions naissaient. Pour éviter la coupure entre les délégués et les travailleurs, nous avions décidé la création d'un comité de liaison des ouvriers. C'était l'esquisse d'une autre forme d'organisation. Celui-ci n'a surtout été qu'un lien entre les délégués syndicaux et la base. Il n'avait pas de réelle autonomie. Mais il y avait là une idée, qui sera reprise plus tard et améliorée.

Charles Piaget, président de la section locale CFDT.



Ces actions ont aussi permis de découvrir l'importance du soutien populaire pour renforcer le rapport de force en leur faveur de même que pour développer la solidarité et l'unité entre les travailleurs autant de l'usine elle-même que de la région. Leur participation à d'autres luttes leur ont ainsi permis d'approfondir leur connaissance des luttes ouvrières, d'amasser un bagage de leçons et d'expériences qui leur seront maintenant très utiles dans l'élaboration de leur plan de défense, ainsi que de créer un réseau de solidarité étendu à toute la région et qui deviendra maintenant une carte maîtresse dans leur stratégie. De plus les avantages matériels acquis au cours de ces luttes (échelle mobile de salaires, pré-retraite à 60 ans avec 60% du salaire, certains droits syndicaux, hausse du salaire minimum, 1 semaine de congé supplémentaire à Noël...) ont permis aux travailleurs de prendre conscience que seule l'unité dans l'organisation pouvait mener à la victoire, et de resserrer cette unité. Le sens général de l'action menée dans chaque lutte finalement, soit l'action défensive pour contrer la mise en branle du plan de Ebauches S.A. combinée avec l'action offensive de mise sur pieds de revendications propres des travailleurs sera finalement un des éléments déterminant de la prochaine lutte en ce qu'elle a montré aux travailleurs à prendre l'initiative dans les luttes et à renverser, par un réajustement continuel du plan de défense, des rapports de force défavorables en rapport de force favorable.

Le conflit d'avril 1973

L'offensive de Ebauches S.A. n'est pas nouvelle; mais elle se clarifie au début du printemps lorsque les administrateurs délégués d'Ebauches S.A. à LIP déclarant qu'ils ne peuvent garantir la sécurité d'emploi des travailleurs et la sécurité de l'entreprise. Devant la faillite des anciens administrateurs de LIP d'appliquer le plan d'Ebauches S.A., le P.D.G. démissionne et c'est Ebauches S.A. qui prend en main la situation en ayant en tête de déclencher une grève qui épuise les travailleurs et brise leur organisation, pour pouvoir ensuite appliquer son plan de démantèlement et de licenciements. Devant cette situation, il y a constitution d'un "comité de défense" permanent comprenant les délégués CGT et CFDT ainsi que le travailleurs désirant en faire partie.(1) Devant la prise de conscience du danger de la grève immédiate (des documents saisis plus tard dans les bureaux de l'entreprise révéleront que Ebauches S.A. avait même prévu une somme approchant le demi-million comme perte nécessaire lors de la grève prévisible afin de casser le mouvement), puisque les travailleurs n'auraient pas été dans la possibilité de tenir très longtemps sans rémunération, les Lip décident plutôt de réduire les cadences (la réduction atteindra 90%) et de saboter la production en refusant de remplir les fiches de production. On décide également d'entreprendre une large campagne d'information dans Besançon sur le démantèlement et ses effets.

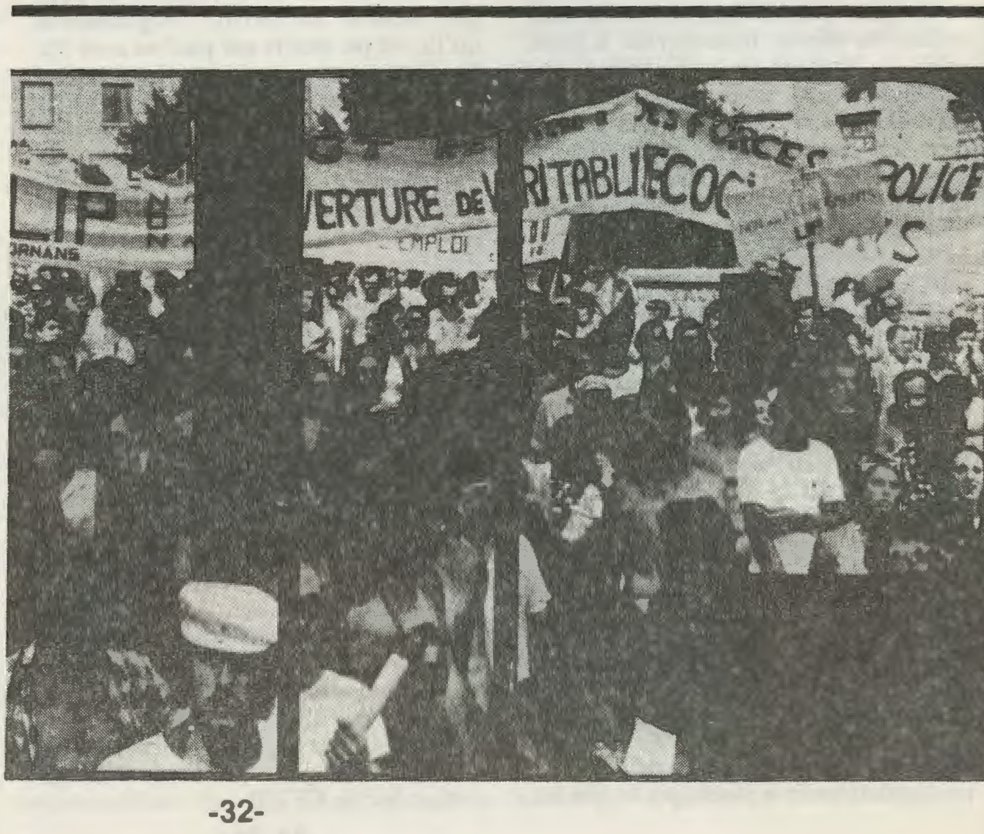
a] PREMIERE PHASE: LA POPULARISATION

Toute la lutte sera placée sous le mot d'ordre général "Non aux licenciements, non au démantèlement". Sous ce mot d'ordre, une mobilisation générale est faite dans toute l'usine, mobilisation qui avance la revendication suivante: "nous voulons savoir ce qui nous attend". Le rapport de force alors en cours ne favorise en rien les travailleurs, d'abord parce qu'ils ne possèdent pas l'information suffisante sur les plans des patrons pour pouvoir adopter une stratégie juste, également parce qu'ils se trouvent face à un trust incomparablement plus puissant. Cette constatation les amène à considérer qu'il leur faut d'abord se ménager suffisamment d'appui dans la région pour pouvoir constituer un vaste front commun de toute la population de Besançon qui réclame la survie de l'entreprise intégrale, ce qui est d'autant plus possible que LIP est d'une grande importance économique pour Besançon. Dès lors on assistera à une très large campagne d'information et de popularisation dans la région, facilitée entre autre par les appuis que les travailleurs s'étaient déjà réservés dans le passé, à travers plusieurs usines de la région par leur participation à leurs luttes respectives. Tous les travailleurs participent à cette campagne, ce qui contribue à unifier encore plus et à hausser les prise de conscience. Le premier effet tangible de cette campagne est la manifestation du 24 mai à Besançon, qui réunit 5000 personnes. Suite à cette manifestation, on décide d'intensifier encore la popularisation par des affichages publics, des blocages de route, la multiplication des contacts parlementaires (la ville et la région sont représentées par des socialistes), des collectes de solidarité, et des distributions de main à main de tracts aux portes des usines de la région et l'explication verbale des revendications des travailleurs de LIP. On décide également une manifestation régionale qui sera l'aboutissement de cette campagne de popularisation. Le patronat refusant toujours de donner les informations demandées par les travailleurs ("nous voulons savoir ce qui nous attend"), l'occupation de l'usine est décidée le 10 juin, au cours de laquelle les travailleurs découvrent dans les bureaux de l'administration le plan complet de licenciement et de démantèlement de l'usine.

Dès lors, la situation tournera à l'avantage des travailleurs. Ceux-ci sachant désormais ce qui les attend, décident de prendre un stock de montres d'une valeur de $2 millions, qu'ils mettent en sécurité. La manifestation régionale a lieu le 15 juin, et regroupe 15,000 personnes, ce qui montre le succès de l'opération de popularisation entreprise par les travailleurs.

b] DEUXIEME PHASE: LA PRODUCTION

L'aboutissement de la campagne de popularisation en ayant montré le succès, une nouvelle situation est maintenant créée où les travailleurs bénéficient du rapport de force et



doivent faire en sorte de poursuivre l'offensive. Il s'agit en effet de faire en sorte de poursuivre et de développer la lutte et la popularisation, de développer l'unité des travailleurs, et de se mettre en position de tenir longtemps. Comme ils occupent l'usine, les travailleurs décident de produire et de vendre. Cette solution fut apportée par le Comité d'action, regroupant des délégués syndicaux et des travailleurs qui animera la lutte désormais. Ce comité, qui regroupe jusqu'à 300 travailleurs, n'est pas parallèle ou substitutif à l'organisation syndicale dans l'usine, comme certains ont voulu le voir. C'est plutôt un regroupement des travailleurs qui aura pour tâche d'animer la lutte, de regrouper le plus de travailleurs autour d'actions précises, de former des commissions, d'organiser l'information et la mobilisation. C'est le comité d'action en somme qui dirigera la lutte. Quelles sont les considérations qui ont présidé au choix de cette nouvelle forme d'action?

Nous nous sommes aperçus que depuis deux ou trois ans, les grèves très dures, très longues se menaient. Elles obtenaient des résultats sans rapport avec la dureté de l'action. Il nous fallait savoir pourquoi. Lorsque les travailleurs se mettent en grève illimitée ils imposent au patronat un rapport de force économique. Le patronat ne peut plus tirer profit. Alors il peut faire faire la production ailleurs et la grève peut durer deux ans sans que cela le gêne ou bien il a besoin rapidement que la production reparte et il accepte un compromis favorable pour les travailleurs. Comme on le voit c'est le patron qui garde le pouvoir de décision sur ce qu'il lâche ou pas en fonction du rapport de force imposé par les travailleurs. Pendant ce temps ces derniers ne sont plus payés et rapidement le manque dargent se fait sentir changeant le rapport de force. Nous nous sommes dit il faut que ce soit nous qui ayions cette décision. Sur le contrôle des cadences nous avions réussi, pourquoi pas sur ce terrain-là. Et puis il faut que les travailleurs gardent leur salaire; autrement, comme cela peut durer longtemps, c'est foutu. Puisque l'on veut démanteler notre entreprise et licensier un certain nombre d'entre nous, eh bien nous allons prendre le contrôle de notre usine en entier. Puisque le patron ne nous paiera plus eh bien nous allons fabriquer et vendre des montres pour nous payer nous-mêmes sur le fruit de notre travail.

Cette idée a pris corps en assemblée générale au cours des discussions. Sans ce débat nous n'aurions jamais sans doute osé le proposer. Cela aurait semblé trop gros. Comme il y avait prise en charge par l'ensemble des travailleurs cela devenait possible. On a dit: "Oui c'est possible à LIP mais c'est particulier parce qu'ils vendent des montres". Je ne crois pas que cela soit vrai. L'idée du contrôle ouvrier est applicable partout, mais adaptée à l'entreprise. Si les travailleurs y réfléchissent ils trouveront la solution conforme à leur usine et à leur revendication. L'idée là-dedans ce n'est pas de fabriquer et de vendre c'est de prendre au patron son droit de décision par la lutte. Les 40 heures par exemple au lieu d'une grève on peut décider de ne plus faire que 40 heures. La revendication alors est déjà comme acquise et la perte financière minime. L'important c'est que ce soient tous les travailleurs qui en débattent, qui prennent la décision. Ce ne peut pas être imposé. Et alors, c'est à nous de décider de passer ou non un compromis. Je crois que c'est cela qui est fondamental dans notre lutte; le reste, les montres, c'est seulement le moyen que nous nous sommes donné."

Charles Piaget

Cette deuxième phase sera placée sous le mot d'ordre "c'est possible on fabrique, on vend". Il y a alors mise sur pied de sept commissions permanentes (plus tard le nombre augmentera avec les nécessités): commission, production, vente, stocks, accueil, popularisation, entretien, restaurant. Ces commissions regroupent un très grand nombre de travailleurs de l'usine qui y travaillent parallèlement au travail de production, ce qui renforce la participatiom de tous les travailleurs et leur contrôle collectif sur la lutte. Le 11 juillet paraît le premier numéro du journal de grève LIP-Unité, qui paraîtra hebdomadairement pour les prochains six mois, et qui popularise la lutte dans toute la France. Le 3 août, la première paye ouvrière est versée; devait-on égaliser les salaires de tous ou devait-on verser à chacun son salaire habituel? Finalement l'Assemblée générale décida que chacun devait recevoir son salaire habituel. (2) Le nouveau mot d'ordre, popularisé à travers tout le pays, devenait désormais: "c'est possible on fabrique, on vend, on se paye". On assista alors à une nouvelle poussée de la popularisation de la lutte, qui devient de plus en plus efficace. Les travailleurs de LIP participent à différentes manifestations et grèves partout en France, et prennent la décision de donner 10% de leur salaire ouvrier pour créer un fonds de soutien aux travailleurs en grève ailleurs dans le pays. De ce fait le soutien populaire devient national et renforce le rapport de force en faveur des travailleurs. La situation évolue rapidement cependant car, avec l'approche des vacances et la démobilisation générale qui risque d'en découler, le pouvoir s'apprête à frapper un grand coup. Déjà la popularisation a fait évoluer le conflit du terrain industriel au terrain politique, le gouvernement ayant donné son appui au plan de démantèlement de Ebauches S.A. Déjà également l'effet de la popularisation est le renforcement d'une offensive nationale contre les licenciements massifs d'ouvriers qui se font et se préparent un peu partout, suite à la récession économique que subit le pays. Les travailleurs décident donc de rendre l'usine inopérable en levant des pièces essentielles au fonctionnement des machines, et en subtilisant les fiches administratives. De même ils préparent une usine clandestine dans le cas où ils devraient quitter leur usine. Ils s'attendent à ce que la police les expulse de l'usine ce qui arrive effectivement le 14 août, après deux mois de production ouvrière. Le but du gouvernement dans cette action de force est de briser l'organisation des travailleurs en les

privant de l'instrument principal d'initiatives, l'usine, et de faire dévier la lutte du terrain de la popularisation à celui de la violence ouverte. Mais c'est le contraire qui se produit; le pays assiste aussitôt à une mobilisation importante, des messages de solidarité affluent, plusieurs débrayages et grèves ont lieu, et la CGT, la CFDT et les partis de gauche manifestent leur soutien actif à la lutte. La production reprendra finalement à la fin août dans l'atelier clandestin.

c] *TROISIEME PHASE: LES NEGOCIATIONS*

Depuis le 11 août les négociations ont débuté avec un représentant gouvernemental (qui est à la fois intéressé, en tant qu'industriel, à acheter l'usine d'armements, et qui est donc favorable au plan de démantèlement). Il s'agit là de la première victoire importante des travailleurs dans leur lutte. Pour eux il est clair, en effet, que seule une solution industrielle globale peut régler le problème. L'ouverture de négociations, alors que la solution du trust suisse ne laissait pas d'alternative, manifeste donc un affaiblissement de la position patronale. La lutte se développe maintenant sur trois fronts, la popularisation, la production et les négociations.

Les travailleurs réalisent un film et un journal sonore sur leur lutte, qui est distribué dans de nombreuses usines de France. Il y a aussi à cette étape renforcement général de la participation de tous à la gestion collective de la lutte par l'intégration de tous les travailleurs à la commission de leur choix, par la multiplication des commissions (il y en aura près de vingt) et par plusieurs tournées simultanées et permanentes de travailleurs dans toute la France. La deuxième paye ouvrière est versée le 1 septembre.

Plusieurs travailleurs assistent aux séances de négociations (une fois il y en eut 80). Les autres peuvent les suivre grâce à un système de retransmission simultanée mis sur pied par le Comité d'action. Mais les négociations n'évoluent guère, le négociateur (M. Giraud) refusant de reconnaître les demandes des travailleurs de non-licenciement, non démantèlement et maintien des avantages acquis. Le gouvernement, pour appuyer son négociateur, décide de bloquer le compte banquaire où les travailleurs avaient déposé l'argent reçu de partout en soutien à leur lutte (somme de plusieurs dizaines de milliers de dollars). Le rapport de force est réellement en train de s'inverser en faveur du gouvernement.

Les travailleurs décident alors d'organiser une marche de solidarité sur Besançon pour le 29 septembre. L'organisation de la marche sera prise en charge par les travailleurs eux-mêmes, qui nomment à cet effet plusieurs commissions. Le thème de la marche sera proche des revendications de LIP tout en représentant des demandes de l'ensemble de la classe ouvrière française: "garantie de l'emploi, lutte contre la déqualification, contre les "déplacements" de travailleurs, contre la perte des avantages acquis qu'entrainent les restructurations, les concentrations capitalistes, la recherche du profit maximum". La marche doit aboutir à une place de ralliement où seront érigés des stands des autres usines en lutte, des stands sur les conséquences de la politique industrielle monopoliste et les luttes qu'elle engendre sur les questions de l'emploi, de l'économie, de la santé, de l'urbanisme et de l'écologie en général, etc., des stands de LIP où le film sera diffusé, où il y aura des discussions sur leur lutte, etc. La troisième paye ouvrière est distribuée le 25 septembre, quatre jours avant la marche.

La marche a lieu le 29 octobre et rassemble 100,000 manifestants. L'énorme succès de la marche a comme effet immédiat de durcir la position du négociateur, Giraud. Celui-ci refusera désormais de discuter des licenciements, les considérant comme non-négociables, et ne reconnaîtra plus le maintien des avantages acquis dans la future restructuration de LIP: de plus il lance un ultimatum: acceptation de son plan avant le 9 octobre ou fin des négociations et mort de LIP.

Cet ultimatum aura pour conséquence de briser l'unité syndicale. Déjà depuis plusieurs mois la CGT ne prenait plus aucune initiative, ne participait plus à la direction de la lutte; si elle ne s'opposait pas aux actions décidées par les travailleurs, du moins n'y participait-elle pas. Mais maintenant elle décide d'abandonner les revendications qui ont trait aux licenciements et au démantèlement de l'usine, de même que la garantie des avantages acquis. Elle se prononce ouvertement pour l'acceptation de plan de Giraud (en fait



le plan d'Ebauches S.A. soutenu par le gouvernement). Elle lance le mot d'ordre: "le maximum de réembauche, le maximum de garanties sur les transports de postes dans d'autres entreprises". Les membres du Comité d'action et les délégués CFDT s'opposent vigoureusement à ces nouvelles revendications. On décide d'accentuer encore la popularisation de la lutte en prenant de nouvelles initiatives: à Besançon, on présente le film sur LIP dans les quartiers et dans les usines, on augmente la distribution du journal à 300,000 exemplaires et on fait circuler une voiture-sono dans la ville qui donne des explications et des informations sur le déroulement de la lutte; au niveau du pays, on accélère la vente des montres, on publie un nouveau manifeste et on lance l'opération "6 heures avec LIP".

La division syndicale n'a cependant pas divisé les travailleurs, même si elle affaiblit leur position (cette division permet à plusieurs personnes et groupes de se dissocier de cette lutte); les travailleurs battent en effet la proposition CGT par 747 voix contre 15. Un compromis intersyndical est alors constitué, afin de retrouver cette unité qui avait fait leur force jusqu'ici: les reconversions extérieures (placement dans une autre usine) sont acceptées si l'emploi est garanti dans des conditions équivalentes avec priorité de retour à LIP, le non démantèlement de LIP, la semaine de 40 heures et la pré-retraite à 55 ans. Mais Giraud refuse toutes ces propositions et, le 12 loctobre les négociations sont rompues.

d) *QUATRIEME PHASE: RELANCE DE LA POPULARISATION*

Lorsque les négociations sont rompues, le rapport de force est nettement inversé en faveur du gouvernement et du patronat: la division syndicale règne, et les travailleurs voient la possibilité d'une solution industrielle globale négociée leur échapper des mains. Le problème est devenu maintenant clairement un problème politique plus qu'industriel: le gouvernement ayant supporté ouvertement le plan d'Ebauches S.A., la marche sur Besançon ayant porté au niveau national le problème des licenciements et des démantèlements d'entreprises françaises, celui-ci ne peut entrevoir de solution autre que politique: il est prêt à sacrifier LIP s'il le faut pour casser le mouvement. LIP continue de faire exemple cependant et d'être de plus en plus populaire. C'est là la grande force des travailleurs: contre la tactique de pourrissement du conflit adoptée par le gouvernement, il s'agit donc de reprendre la popularisation la plus forte possible. Les pressions populaires de l'ensemble de la classe ouvrière française sont désormais la meilleure garantie de solution conforme aux intérêts des travailleurs.

La CGT de son côté ne participe plus aux initiatives des travailleurs de LIP depuis le 12 octobre, sur ordre de la direction nationale du syndicat. C'est la division syndicale totale, et des directives sont lancées à tous les syndicats CGT de France de cesser tout soutien à LIP. Cette division risque aussi de remettre la position de Giraud dans un rapport de force tel que les travailleurs ne pourront plus soutenir la lutte. De fausses informations circulent sur la division des travailleurs. Pour toutes ces raisons, il faut donc de toute urgence relancer la popularisation afin de diffuser la situation réelle et d'inverser à nouveau le rapport de force. Lorsque nous disons relancer la popularisation, cela ne signifie pas qu'elle avait été abandonnée; il s'agit plutôt de la hausser, en prenant de nouvelles initiatives. Ainsi on commence à Besançon des enquêtes dans la population afin de connaître le degré de popularisation atteint, et on diffuse de façon accrue l'information ouvrière. Au niveau national, les travailleurs disposent des relais d'information partout dans le pays, dans toutes les villes ouvrières importantes, dans les quartiers ouvriers. De plus ils préparent des rencontres "6 heures avec LIP" avec des travailleurs partout en France, pour expliquer leur lutte avec l'aide de films, journaux ouvriers, documents, exposition itinérante de photos géantes de la lutte. Ces "6 heures avec LIP" doivent au début avoir lieu dans plus de 12 villes. On décide également la tenue d'une Conférence nationale sur l'emploi, qui traitera de la politique gouvernementale et patronale de l'emploi, de ses conséquences néfastes sur le travail, l'économie du pays, l'urbanisme, etc., l'élaboration d'une "Charte revendicative" sur l'emploi, sur laquelle les luttes en cours et futures pourront s'appuyer.

Concurremment à la préparation de ces actions, la quatrième paye ouvrière est distribuée en novembre. Le retrait de Giraud et la fermeture des négociations amènent deux entreprise à proposer l'achat des secteur armement et machine-outils, ce qu aurait pour effet le démantèlement de LIP. Concurremment la position de la CGT nuit considérablement à la popularisation de la lutte en même temps qu'on assiste à une campagne anti-LIP faite par des organisations de droite. Cependant, des dissensions se manifestent dans le patronat: certains jugent que Giraud n'était pas le négociateur qui pouvait permettre de régler le problème à cause de ses intérêts dans le démantèlement de l'usine, d'autres commencent à s'opposer ouvertement à la prise en charge de LIP par une entreprise étrangère; en même temps les conflits semblables se multiplient (ORTF, Laminoirs d'Alsace, Larousse, Cerisay).

Le 19 novembre, le travail reprend à l'usine de machines-outils de LIP-Ornans, acquise par une entreprise française. Jusqu'à un certain point, ceci consacre le démantèlement de LIP. Cependant, ce n'est pas véritablement une défaite, compte tenu que l'usine de machines-outils ne fait pas partie du complexe LIP-Palente, où se trouvent 1200 des 1300 travailleurs de LIP, compte tenu d'autre part que les travailleurs de LIP-Ornans sont rentrés avec la garantie de leur emploi, aucun licenciement et le maintien des avantages acquis. Dans le plan d'Ebauches S.A. elle devait disparaître. L'offensive du patronat se précise encore lorsqu'un industriel fait une offre d'achat du secteur de l'armement. Selon l'analyse que font les travailleurs de la situation cependant, ceci est une des dernières cartes du patronat, sans quoi il perdra définitivement l'avantage de la situation, les dissensions se faisant de plus en plus fortes: plusieurs entreprises sont en effet maintenant intéressées à acquérir l'ensemble de LIP.

Les travailleurs du secteur armement s'opposent en bloc au démantèlement de leur usine, donc à l'offre d'achat de la compagnie Spemelec. La CGT contre-attaque en faisant parvenir à tous les travailleurs de l'armement une lettre les invitant à rentrer au travail avec Spemelec. Mais c'est un échec. La solidarité est encore accrue, et l'unité des travailleurs est de plus en plus grande: tous ont maintenant pleinement conscience que seule une solution d'ensemble est possible, et tous

participent à la popularisation nationale de la lutte, sachant très bien que c'est leur action qui sera désormais déterminante. A cause de ces dissensions patronales, de la solidarité nationale manifestée, de l'unité renforcée et de la conscience des travailleurs, le rapport de force s'inverse en faveur des travailleurs plus que jamais auparavant.

Une nouvelle solution industrielle commençant à apparaître dans les milieux français, la CGT, dont la solution a été battue en brèche, reforme le front uni syndical. Une déclaration commune CGT-CFDT est émise, avec les travailleurs de l'armement, condamnant toute action qui pourrait conduire au démantèlement. On multiplie les actions: explication à la population de Besançon de la situation, intensification des "6 heures avec LIP", formation d'équipes de surveillance des machines de l'usine armement (Spemelec pourrait décider d'acheter l'usine malgré la situation défavorable et les déménager ailleurs), réunions quotidiennes des travailleurs de l'armement, équipes de relance des abstentéistes, et surtout organisation du Colloque sur l'emploi pour les 7-8-9 décembre. Le Colloque réunit des centaines de délégués d'usines, des experts en économie, en urbanisme, représentants de partis (PSU)...Au cours de ce Colloque, des résolutions de solidarité sont prises entre les travailleurs en grève des usines deLIP, Cerisay, Pasteur, Larousse, de l'ORTF, afin de coordonner la popularisation de leurs actions, de participer aux manifestations et initiatives de chacun, de confectionner et distribuer des affiches communes sur leurs conflits.

La cinquième paye ouvrière est distribuée au début de décembre. Le Colloque ayant remis en cause directement la politique industrielle du gouvernement, celui-ci se voit forcé d'ouvrir de nouvelles négociations avec les travailleurs de LIP. Le négociateur cette fois sera le ministre de l'industrie lui-même, Charbonnel. Le ministre s'engage à présenter un projet industriel d'ensemble avant le 15 janvier, et s'engage aussi à s'opposer au déménagement éventuel de l'armement avant cette date. Les travailleurs sont pleinement conscients cependant que ceci peut n'être qu'une manoeuvre, que rien n'indique qu'un tel projet sera effectivement présenté, et que son contenu éventuel respectera la clause de non-licenciement.

"Ce que sera cette solution éventuelle, c'est notre lutte et le mouvement de soutien à notre lutte d'ici au 15 janvier, qui en décideront pour l'essentiel. Et à un moment où les menaces sur l'emploi se multiplient, où gouvernement et patronat cherchent à imposer des sacrifices supplémentaires aux travailleurs, au nom de la fatalité économique contre laquelle nous nous sommes dressés, nous savons que notre succès sera d'autant plus utile à l'ensemble des travailleurs.

(tiré de LIP-Unité, 14 déc.)

Le 22 décembre, la sixième payte ouvrière est distribuée. Il reste encore suffisamment de fonds pour durer plusieurs mois.

LES ACQUIS ET LES LECONS DE LA LUTTE

Toute la lutte des travailleurs de LIP est l'aboutissement d'une stratégie admirablement bien orchestrée, bien qu'elle ne fut pas depuis le tout début claire et faite d'avance, mais qu'elle se soit construite dans des tactiques appropriées, qui répondaient correctement aux besoins à régler chaque fois qu'ils se présentaient. Mais si la lutte a été possible dans la forme et l'orientation qu'elle a prise, c'est d'abord parce qu'elle a été préparée de longue date, que plusieurs points importants avaient déjà été mis en place dans les luttes précédentes, et ont continué à se développer par la suite.

Le plus important de ces points est sans aucun doute la pratique de démocratie ouvrière présente dans l'usine depuis longtemps. Les luttes précédentes avaient permis de dégager la nécessité, non seulement de relier constamment l'action et le pouvoir des délégués syndicaux à la base, mais également de développer chez les travailleurs une pratique syndicale avancée. Peu à peu s'est ainsi créé, à travers toutes les actions des travailleurs, un esprit d'initiative et de responsabilité collective, ainsi qu'une volonté de participation telle que la seule structure qui pouvait désormais assurer une direction efficace de la lutte était l'Assemblée générale. La démocratie ouvrière telle qu'appliquée,

Un autre point important dégagé par la lutte est la nécessité de l'unité de tous les travailleurs pour mener la lutte à bon terme. Aucun effort ne fut ménagé pour sauvegarder l'unité syndicale, malgré les divergences qui existaient entre les syndicats CGT et CFDT dans l'usine. C'est aussi pourquoi la décision fut prise de tout référer à l'Assemblé Générale. Charles Piaget, délégué CFDT et leader de la lutte, soulignait en ce sens que, malgré les divergences entre les centrales syndicales, le plus important était de prendre les vons côtés de chacune, et, au lieu de s'arrêter aux divergences, insister sur les apports positifs de chacune pour poursuivre l'action.

c'était donc l'information disponible pour tous, la possibilité pour tous de participer aux organes de la lutte (le comité d'action et toutes les commissions nommées), la possibilité pour toutes les tendances et toutes les positions d'exprimer leurs idées sur l'ensemble de la stratégie. La démocratie, ce fut aussi les structures mises en place par les travailleurs, le comité d'action qui a animé la lutte sans jamais tenter de la diriger, qui a ouvert les délégations syndicales à plus de consultations avec les travailleurs en devenant le pôle de jaillissement d'idées nouvelles dans la lutte, les commissions qui étaient chargées d'appliquer les décisions prises en Assemblée Générale, et où tous étaient invités à travailler.

"Tout cela serait impossible s'il n'y avait pas l'unité des travailleurs. Notre force c'est notre cohérence contre l'aversaire. S'il y avait de la dispersion, des divisions apparentes, notre combat serait déjà perdu depuis longtemps. Bien sûr cela ne veut pas dire que tout le monde pense la même

chose. Là c'est le rôle du débat. Nous discutons jusqu'à trouver les points d'accord, de convergence qui permettent de passer pardessus les divergences".

L'unité c'était aussi l'unité à l'extérieur de l'usine, l'unité populaire sans laquelle la victoire n'était pas possible. C'est ce qui explique par exemple que, malgré le côté "exemplaire" de la lutte, il n'a jamais été question sérieusement de mettre de l'avant le mot d'ordre maximum d'autogestion, bien que pratiquement il se trouvait réalisé à l'usine; cela n'aurait jamais réussi à rallier le plus grand nombre possible. Ce qui unissait les travailleurs de la région et de la France, c'était la question de l'emploi, et c'est ce qu'on a popularisé.

Un autre point essentiel, réalisé à LIP est la nécessité d'une *"prise de conscience collective de la nécessité du combat"* comme seule garantie du succès de la lutte.

"Nous ne voulions pas imposer de mot d'ordre, car nous savions qu'alors nous allions à l'échec. Il fallait que les travailleurs prennent conscience et à partir de cette prise de conscience que l'action jaillisse d'eux-mêmes".

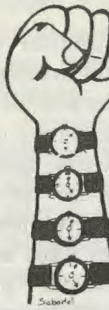
Au début tous les travailleurs ne comprenaient pas cette nécessité. A vrai dire, seul le secteur mécanique était suffisamment conscient de l'importance de l'enjeu pour pouvoir se lancer dans un affrontement long et décisif avec le patronat. Mais c'est par une information soutenue, par une démocratisation des organes de décision et d'action que les travailleurs ont pu, par leur participation grandissante comprendre l'ensemble de la situation et accentuer, par leurs décisions de plus en plus rapides et de plus en plus nouvelles, leur détermination de lutter jusqu'à la victoire. Ils ont montré que la conscience de ses intérêts de classe, ça s'apprend dans l'action, dans les luttes pour la revendication de ses droits collectifs et que, si au début du conflit on n'osait pas parler de socialisme de peur de se faire isoler, à mesure que la lutte avançait la grande majorité des travailleurs voyaient que seul le socialisme pouvait leur assurer ces droits pour lesquels ils se battaient. Cette clarification ne vient pas de la seule lutte syndicale; elle est issue d'un travail politique fait, dans la grève, par des militants socialistes travailleurs dans l'usine, ainsi que d'un débat politique large, au niveau national, sur l'emploi, initié à partir de la grève de LIP et d'autres grèves semblables, par des organisations socialistes.

Un autre acquis très important, que peut-être certains aspects spectaculaires de la lutte peuvent porter à négliger, est la nécessité d'une direction ferme et expérimentée, qui sache tirer des leçons des événements et impulser les idées directives de la lutte et systématiser et expliquer les acquis des actions menées. Une direction cependant qui soit respectée des travailleurs, qui ne soit pas coupée, qui sache "prendre le balai":"Tout ceci doit toujours nous rappeler que les luttes dans une large mesure ne s'improvisent pas. Les travailleurs ont besoin d'apprendre, ont besoin de l'expérience de militant, le spontanéisme ne peut suffire. Il y a trop de pièges dans le combat, il faut des militants aguerris et expérimentés".

"Un conflit ne naît jamais spontanément. Il est le résultat d'un certain nombre d'éléments qui se conjuguent: la dureté de l'exploitation, la prise de conscience des travailleurs, leur expérience de la lutte, leur volonté de se battre l'organisation qu'ils se sont donnée, l'objectif qu'ils se sont fixé... Ce que l'on appelle la plupart du temps conflit spontané c'est en réalité l'incapacité des organisations à assumer leur rôle et donc leur dépassement immédiat par les travailleurs. Il n'y a pas de conflit sans prise de conscience collective de la nécessité du combat. LIP n'échappe pas à cela. La lutte que nous menons depuis avril 1973 est l'aboutissement d'une série d'autres luttes et peut-être prépare-t-elle celles que nour aurons à mener dans l'avenir contre le capitalisme".

Charles Piaget





NOTES

1) La CGT est la centrale syndicale français contrôlée par le Parti Communiste. La CFDT,est une autre centrale issue d'une scission de la Confédération française des travailleurs chrétiens. En France, l'adhésion au syndicalisme est volontaire et plusieurs centrales peuvent syndiquer les travailleurs dans une même usine.

2) La principale raison prévalant à cette décision était qu'il ne fallait pas soulever de division entre les travailleurs sur la question des salaires, le consensus ne pouvant s'établir sur d'autres modalités.

Ceux qui veulent exprimer leur solidarité aux travailleurs de LIP peuvent toujours le faire en communiquant à:
LIP Commission Popularisation
"Maison pour tous" de Palente
25-Besançon
France

DERNIERE HEURE

LIP: C'EST GAGNE...MAIS CE N'EST PAS FINI

Dans l'ensemble, la lutte des travailleurs de LIP est maintenant gagnée. Sur presque tous les points ils ont obtenu satisfaction, et le plan de reprise du travail qu'ils viennent d'entériner par une très forte majorité respecte les revendications de non licenciements et de non démantèlement, ainsi que le maintien des avantages acquis dans les luttes précédentes. Il y a eu des reculs, nécessaires afin de permettre la reprise, mais en général il y a eu victoire sur les points suivants:

-reprise échelonnée du travail: en mars, 350 travailleurs seront repris par le nouvelle société, qui regroupe les 3 usines d'horlogerie, de mécanique et d'équipements. Le nombre des travailleurs engagés montera à 500 en août prochain. Finalement, en décembre tous les anciens travailleurs seront réintégrés à l'usine. Pour ceux qui ne seront pas repris dès le début, ils suivront des stages de formation et de perfectionnement, avec un salaire équivalent entre 90% et 100% de leur salaire habituel, et ils auront la priorité d'embauche à LIP.

-une commission sera formée pour déterminer le contenu des stages de formation et de perfectionnement, où les travailleurs auront la décision déterminante.

-le réajustement des salaires au coût de la vie (échelle mobile) est maintenu, à tous les trois mois, même s'il y a concession en ce que le réajustement se fera non plus sur les taux syndicaux mais sur les indices gouvernementaux.

-il y aura renégociation des salaires en novembre, avec la garantie de hausses de salaires pour tous sans exception.

-la mensualisation (paye basée sur le taux horaire) est maintenue, alors que le plan Giraud prévoyait la paye au rendement.

-la pré-retraite à 60% du salaire est maintenue, mais elle n'est plus obligatoire contrairement au plan Giraud.

-les avantages de congés payés sont maintenus, avec de mineures concessions cepenant.

-les primes de vacances et de fin d'année sont maintenues.

Cettevictoire est importante à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle a été acquise contre la collaboration de classe de la CGT; à cause de l'importance que la lutte avait prise, à cause des initiatives semblables qu'elle a suscité dans de nombreuses autres usines, elle signifie clairement, sur le strict plan syndical, la supériorité de la combativité et de l'organisation ouvrière sur le syndicalisme de collaboration tel que pratique par la CGT. Aussi elle a montré qu'il était possible de mettre de l'avant des revendications qui se situent hors du plan d'ensemble des négociations menées par le syndicalisme d'affaires, des revendications qui touchent plus directement la sécurité de l'emploi et les conditions de travail, et de gagner de telles revendications. La lutte a également permis la mobilisation de toute la classe ouvrière française sur de nouvelles revendications qui prennent un caractère politique assez avancé. La classe ouvrière française subit, en effet, une attaque massive sur la sécurité d'emploi; les nécessités internes de restructuration et de concentration au maximum de capitalisme industriel et financier français entraînent actuellement en France une vague de démantèlements d'usines et de licenciements collectifs sans précédent. Dans un tel contexte il est clair qu'une victoire de l'ampleur de LIP ne peut que raffermir la combativité de la classe ouvrière dans son ensemble (toutes les luttes semblables à LIP le prouvent) et contribuer ainsi, par l'unification de plus en plus grande des luttes, à donner un rapport de force plus favorable à la classe ouvrière.

La victoire à LIP permettra également aux travailleurs de poursuivre et d'approfondir leur organisation. Il est certain qu'ils n'auraient pu tenir indéfiniment d'une part, et qu'une défaite aurait anéanti tous les efforts d'organisation et de prise de conscience faits dans la lutte. Le fait qu'ils rentrent tous, même si la rentrée est échelonnée, contribuera à maintenir l'unité c'est sûr; mais aussi les conditions même de la reprise exigent d'eux la poursuite de leur lutte pour faire respecter le plan de réengagement. En ce sens, la lutte passe donc à une nouvelle étape, au cours de laquelle ils bénéficieront d'avantages certains, comme l'assurance de leur salaire et une plus grande facilité de mobilisation: pour une pre,ière fois depuis longtemps, des travailleurs ont mené leur lutte de façon politique et ont assuré, dans les conditions mêmes des négociations et du réglement de leur conflit, la poursuite de leur combat. Et pour eux, il est clair que cette lutt, comme toutes les autres précédentes, s'inscrit dans le cadre plus global de la lutte contre la capitalisme.

"Nous savons que rien n'est encore gagné et nous commencons une réflexion collective sur les formes d'action que nous devons utiliser dans cette situation nouvelle et sur les formes d'organisation nouvelle de notre lutte pour les appliquer.

Si le 31 décembre 1974, tous les travailleurs de LIP se retrouvent ensemble à PALENTE, ce sera non seulement un grand succès pour nous, mais une avancée importante, nous l'espérons, dans la lutte de tous les travailleurs contre les licenciements."

[LIP Unité]

LE MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN

1ère partie: RAPPEL HISTORIQUE



Une manifestation du Parti Communiste durant les années '30

"Nous sommes 25 à 30 millions et nous sommes armés. Nous sommes également très conscients de notre situation. Nous sommes déterminés à la changer. Nous n'avons pas peur. Si le peuple américain ne se dresse pas, s'il ne modifie pas le cours actuel de choses, s'il ne tente pas de s'opposer à la répression et de mettre fin au génocide des noirs, alors nous les noirs, nous serons contraints de répondre en déclenchant une forme de guerre qui par le chaos qu'elle engendrera et les actions répressives qu'elle provoquera, amènera la destruction totale de ce pays. Avant d'accepter le génocide, nous détruirons complètement Babylone...TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE!"

Black Panther Party, 23 juin 1970

"...sur le Chili, les délégués au 10ième congrès de l'AFL-CIO adoptèrent une résolution "à double face", condamnant d'une part la junte militaire pour sa "violence excessive", mais attaquant d'autre part le caractère "extrémiste" du gouvernement Allende. La résolution dit que Allende ne devrait pas être considéré comme un martyr et que l'on ne devrait pas comparer Allende à Dubcek: "Dubcek s'éloignait de la dictature alors qu'au contraire Allende s'en rapprochait..." En fait, l'AFL-CIO a joué un rôle important dans le coup fasciste par le biais de l'"Institut du mouvement ouvrier libre" dominé par Meany, président de l'AFL-CIO, et qui a aidé à organiser et à financer la grève des propriétaires de camions dirigés par les fascistes..."

The Guardian, 7 novembre 1973

Ces deux citations nous font voir la nature contradictoire et réelle du mouvement aux USA: d'une part, le Parti des Panthères noires, qui en 1970 n'était certainement pas un "groupuscule" et dont les mots d'ordre et les actions étaient suivis par des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes, exprime sa détermination à renverser le système américain; d'autre part, l'AFL-CIO, construite dans les luttes les plus sanglantes de toute l'histoire du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes "avancés", exprime par sa position sur le Chili lors de son dernier congrès à quel point le mouvement syndical américain a dégénéré pour devenir un des plus forts alliés de l'impérialisme américain.

Pour comprendre cette réalité, nous avons écrit ce texte en deux parties: l'une retraçant les grandes lignes de l'histoire du mouvement ouvrier américain, pour en arriver à saisir quelque peu comment ce mouvement s'est bâti dans des luttes gigantesques, comment les organisations politiques n'ont jamais été capables de réellement s'implanter dans les masses, et finalement, comment s'est effectuée cette longue descente depuis la fin des années '40 jusqu'aux années '70.

La deuxième partie, que nous présenterons dans notre prochain numéro, traitera de l'état actuel des nouvelles forces d'organisation dans la classe ouvrière, des liens entre les groupes de base et les organisations progressistes, et des luttes ouvrières combattives qui prennent de l'expansion depuis un an ou deux.

Nous pensons que ce coup d'oeil sur le mouvement américain est éminemment important pour les militants québécois. En effet, l'histoire du mouvement ouvrier et progressiste américain est étroitement liée à l'histoire de notre mouvement ici: tant au niveau des organisations syndicales qu'au niveau du parti communiste entre autres

Quant aux expériences d'organisation actuelles, il nous semble urgent d'en prendre connaissance et tenter de nous y lier minimalement. Il est impensable d'effectuer quelque changement que ce soit au Québec sans que ce changement soit appuyé à fond par la classe ouvrière et le peuple aux Etats-Unis. C'est presque aussi irréaliste que de penser que le Vermont va se libérer de lui même!!! [Ce qui signifie concrètement que notre lutte au Québec doit s'appuyer sur la lutte là-bas, et vice-versa.] L'impérialisme américain pense d'ailleurs avec raison que le Québec lui appartient et c'est dans l'effort conjoint des travailleurs québécois, canadiens et américains qu'il sera sans doute un jour renversé.



Les Débuts

Le capitalisme s'est rapidement développé à partir des années 1870 aux USA, avec la "reconstruction" qui suivit la guerre civile, et qui permet aux grands industriels du nord de subordonner tout le pays à leurs propres intérêts. Le développement foudroyant de la grande industrie mécanisée fut la base sur laquelle s'organisèrent des associations de travailleurs, luttant pour améliorer leurs conditions de travail et salariales moyenageuses. La première forme d'organisation solide à voir le jour et qui correspondait aux besoins des masses des travailleurs fut les "Chevaliers du travail", fondée en 1876, qui s'implanta dans les centres industriels et miniers du nord-est et du centre et qui engloba bientôt plusieurs dizaines de milliers de travailleurs. Les Chevaliers du travail mirent sur pied un vaste mouvement de revendication, dont l'apogée fut la fameuse lutte pour la journée de 8 heures. Cette lutte était le point essentiel pour le mouvement ouvrier de cette époque, pendant laquelle les travailleurs devaient s'épuiser de 12 à 15 heures par jour de travail. Les revendications pour la journée de 8 heures aboutit finalement à la première tentative de grève générale nationale en 1886, qui malgré de grandes hésitations de la part de certains dirigeants syndicaux, prit quand même une ampleur considérable avec 200,000 grévistes. A **Chicago**, 80,000 travailleurs firent grève et leur manifestation du 4 mai 1886 se termina par de nombreux morts et blessés, ce qui servit de prétexte à la bourgeoisie d'arrêter et de pendre les dirigeants syndicaux locaux. Cette grande lutte des travailleurs américains est maintenant célébrée le premier mai par les travailleurs du monde entier qui rappellent à la bourgeoisie que les martyrs ouvriers seront vengés un jour.

Dans les années 1880 et 1890, les capitalistes américains tirèrent certaines leçons de ces grandes luttes menées par

les Chevaliers du travail. Les grands capitalistes, en plus de réprimer impitoyablement les organisations ouvrières combatives, tentèrent de plus en plus de faire certaines ententes avec les dirigeants syndicaux "modérés", tel Sam Gompers qui fonda l'American Federation of Labor-AFL, en 1886 pour lutter contre les Chevaliers du travail. L'AFL dès le départ s'attacha à organiser la minorité qualifiée des travailleurs au détriment de la masse des non-qualifiés, et de passer des ententes avec les boss qui favorisaient cette frange supérieure de la classe ouvrière. C'est là où se trouve l'origine du syndicalisme d'affaire collaborateur, corrompu et réactionnaire, défenseur de l'aristocratie ouvrière et rempart solide contre l'organisation et la mobilisation de la masse des travailleurs. Les employeurs surent s'accommoder très bien des syndicats de métier de l'AFL: cela lui permettait d'éviter de faire face à des luttes de syndicalisation et d'organisation coûteuses et violentes. Le déclin des Chevaliers du travail et l'essor de l'AFL retarda de 50 ans l'organisation des travailleurs. Ce ne fut finalement que dans les années '30 que les millions de travailleurs industriels purent s'organiser avec le CIO.



La grève des travailleurs du chemin de fer en 1894

De Debbs aux IWW: les années 1900-1920

La mainmise du syndicalisme de métier de l'AFL sur le mouvement ouvrier ne se fit pas sans heurts, ni sans résistance. Les travailleurs se donnèrent toutes sortes d'organisations et menèrent toutes sortes de luttes pour défendre leurs droits. Une des tentatives les plus remarquées au tout début fut l'organisation des travailleurs des chemins de fer par Eugene Debs, jeune militant de la base, qui réussit à bâtir un syndicat industriel regroupant plus de 150,000 travailleurs qui auparavant étaient divisés en une multitude de syndicats de métier. L'American Railway Union mena de dures luttes, en particulier la grève contre Pullman en 1894, et les capitalistes réussirent à les écraser dans le sang.

Une autre catégorie de travailleurs qui se distinguèrent par leur combativité fut les mineurs dans l'Ouest des Etats-Unis, qui étaient employés dans les nombreuses mines de cuivre, d'argent et d'or de ces régions. Ces travailleurs se donnèrent aussi un syndicat de masse, la "Western Federation of Miners", qui s'opposa à l'AFL et réussit à coups de luttes, de grèves, de guérillas...à imposer aux patrons un minimum de conditions satisfaisantes pour les travailleurs.

En ce temps, ces militants syndicalistes, tel Debs et Bill Haywood de la Western Federation of Miners, étaient étroitement liés aux groupes socialistes, tel le "Socialist Party" et le "Socialist Labor Party" et ils voyaient la lutte politique comme la continuation essentielle de la lutte générale de la classe générale de la classe ouvrière contre le capitalisme.

La contribution la plus importante de ce temps pour l'organisation des travailleurs fut toutefois sans aucun doute celle des "Industrial Workers of the World-IWW". Les IWW firent beaucoup d'erreurs, ils furent très confus en ce qui concerne la lutte politique, et finalement ils devinrent une secte isolée, mais les contributions qu'ils firent aux luttes ouvrières au début des années 1900 restent parmi les efforts les plus courageux et les authentiques parmi les éléments avancés de la classe ouvrière.

Fondée en 1905 par les mineurs de Bill Haywood et d'autres militants, les IWW furent au premier rang de tous les combats les plus importants. Ils furent les premiers à organiser des syndicats de masse dans le textile, dans les produits électriques, les bûcherons, les travailleurs du caoutchouc etc...Ils dirigèrent les 25,000 travailleurs du textile à Lawrence (Massachusetts) pendant une grève de plusieurs mois, contre la police et l'armée, les assassinats, les emprisonnements, les déportations.(2) Cette grève fut finalement gagnée en 1912, malgré l'alliance conjuguée des boss, de l'Etat et de l'AFL. En 1917, les IWW étaient rendus à 100,000 membres. Ce fut là leur apogée. L'entrée en guerre des Etats-Unis fut leur coup de mort: la répression doubla, on obligea les IWW à devenir des bêtes traquées, Gompers et l'AFL clamaient partout la "collaboration" du travail pour l'effort de guerre. La combinaison de ces facteurs objectifs, alliés aux graves déficiences des IWW (qui tombaient souvent dans l'anarcho-syndicalisme et dans le "révolutionarisme" à outrance) marque la fin de cette organisation qui dut faire place à un nouveau type de regroupement, le parti communiste.

Le recul des années '20

La fin des années 1910 et le début des années '20 furent marqués par une répression sans équivalent (sauf bien sûr la répression dans les régimes fascistes déclarés): le 2 janvier 1920, le FBI et les forces de police locales arrêtèrent plus de **10,000** militants ouvriers et socialistes dans ce qu'on allait appeler les "raid Palmer-Hoover" (du nom du ministre de l'intérieur et du chef du FBI). Dans les années qui suivirent, on organisa de gigantesques "frame-up" judiciaires contre les anarchistes Sacco et Vanzetti, le militant communiste Tom Mooney. Eugene Debs fut condamné à la prison, de même que quelques centaines d'autres syndicalistes, à cause de leur opposition à la guerre.

Cette répression politique s'accompagna d'un recul général des syndicats face aux patrons qui déclenchèrent une véritable offensive pour détruire les organisations combattives, réduire les salaires et augmenter les heures de travail. Cela se déroule durant une période de relative stabilité et d'expansion économique, ce qui permit à la couche favorisée de la classe ouvrière et à l'AFL d'augmenter encore son caractère réactionnaire et anti-travailleur.

Malgré la répression, malgré le recul, un évènement majeur positif marque le mouvement ouvrier: la naissance du parti

communiste américain en 1919.

Dans la débandade des IWW, des partis socialistes et des syndicats, la naissance du parti communiste brise encore une fois les vieilles traditions, ouvre une nouvelle voie. De la même façon que les IWW au début des années 1900, les communistes réunirent autour d'eux les meilleurs éléments de la classe ouvrière: les militants les plus combattifs et les plus dévoués des IWW et des groupes socialistes, les travailleurs combattifs, tel William Z. Foster, dirigeant de la grève générale de l'acier de 1919.

Dès le départ, les communistes marquèrent le ton dans le mouvement ouvrier. En 1920, ils organisèrent la "Ligue d'Education syndicale - Trade Union Educational League - TUEEL" (3), qui tout en travaillant à l'intérieur de l'AFL, fut à l'avant garde des luttes syndicales, comme celle des travailleurs du textile de Gastonia Caroline du Nord. Les militants de la TUEEL préparèrent la voie pour le CIO, en batissant les embryons des organisations dans l'acier, l'automobile, l'alimentation, toutes les industries de base qui employaient la grande masse des travailleurs. Les militants communistes furent aussi les premiers à s'opposer avec force au racisme et à la discrimination contre les noirs, et cela à contre courant de tout le mouvement ouvrier et syndical de cette époque.

A la fin des années '20, la TUEEL fut remplacée par la TUUL (Trade Union Unity League -Ligue d'unité ouvrière), qui devint ainsi une sorte de centrale syndicale indépendante.

Alors que les militants communistes et les travailleurs combatifs s'acharnaient à lutter contre les méthodes de répression et de violence patronales, les dirigeants de l'AFL clamaient partout que l'Amérique avait atteint l'étape de la "prospérité permanente". "La lutte des classes est une chose du passé", déclaraient-ils, "maintenant, les intérêts du travail coincident avec ceux des patrons".

Le 29 octobre 1929, ce fut soudainement la fin de la "prospérité permanente" lorsque les bourses du monde capitaliste s'effondrèrent, que des milliers d'entreprises fermèrent leurs portes entrainant dans la ruine des millions de travailleurs.

De grandes défaites, puis de grandes victoires: les années 30

L'AFL se trouva complètement démunie devant la crise. En 1933, on estimait le nombre de chômeurs à 18 millions, travailleurs qualifiés comme non-qualifiés, d'un bout à l'autre du pays. Les syndicats combattifs de la TUUL, ainsi que d'autres organisations de luttes dirigées par des militants communistes, comme les conseils de chômeurs, luttèrent contre la crise. Le 6 mars 1930, plus d'un million de travailleurs manifestèrent parout dans le pays contre le chômage. A New York, la police chargea les 100,000 manifestants laissant sur le terrain de nombreux morts et blessés. Des organisations de vétérans marchèrent sur la capitale américaine au début de 1932 pour être accueillis par les balles des mitrailleuses et les gaz, causant encore des morts et des blessés. Les communistes organisèrent aussi les masses de la population noire, encore plus durement touchée par la crise. Dans les villes du sud comme Atlanta, (Georgie), les organisations de chômeurs et de quartiers luttaient à la fois contre les boss, l'Etat local et fédéral, et les organisations fascistes comme le Klu Klux Klan (en 1934, le KKK organisa une émeute raciale à Atlanta, causant la mort à 70 hommes, femmes et enfants de la communauté noire).

Le capitalisme américain était en grave danger. La bourgeoisie se rendit bien compte qu'un "changement" s'imposait. Ce fut le "New deal" de Roosevelt qui vint rescaper de justesse le capitalisme. Toutefois, les réformes de Roosevelt permirent aux travailleurs de profiter de certains aspects de la législation sociale et du travail pour s'organiser. Une série de luttes syndicales sans précédents fut donc en mesure de prendre une grande ampleur.



Les métallurgistes en grève générale, en 1919

En 1933, les travailleurs du textile, du caoutchouc, de l'acier, de l'automobile, tous se ruèrent sur les syndicats. Les vieux dirigeants de l'AFL voyaient avec inquiétude ce phénomène et tentaient du mieux qu'ils le pouvaient de le retenir. **1934:** grève du port à San Francisco. La police assassine 2 travailleurs. La grève générale est déclarée et le conseil syndical prend littéralement le contrôle de la ville pour quelques jours jusqu'à ce que l'armée vienne les déloger.

Grève générale du textile:défaite après 3 mois de lutte

1935: John Lewis, président du syndicat des mineurs, fonde le "Committee for Industrial Organizations - CIO" à l'intérieur de l'AFL. Occupation des usines **Firestone** à Akron (Ohio), et victoire syndicale. Plusieurs occupations d'usines dans le textile, l'imprimerie, les aciéries...

1936: Occupation des usines de la General Motors à Flint (Michigan). Les travailleurs combattent pendant plusieurs semaines la police et les hommes de main de la compagnie et résistent jusqu'à la victoire quand la GM est obligée de signer avec les délégués des "United Auto Workers - UAW - TUA"; à noter que la plupart des délégués et des militants des UAW étaient communistes. Signature d'un contrat national avec les représentants du "Steel Workers Organizing Committee", l'ancêtre des Métallurgistes Unis d'Amérique.

1937: Les grévistes des aciéries groupés autour de la "Little Steel" sont massacrés à Youngstown (Ohio): dix morts, plus de 100 blessés. Des grèves dans l'industrie électrique. Des victoires importantes sont gagnées partout: augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, sécurité d'emploi et reconnaissance syndicale, tous des acquis importants dont on profite aujourd'hui sans savoir que tous ces avantages ont été arrachés dans le sang. Le CIO, de même que tous ses syndicats affiliés, sont expulsés de l'AFL.

Le parti communiste joua un rôle dirigeant dans cette période intense de luttes. On estime qu'en 1938, les militants communistes exerçaient la direction sur environ 40% des syndicats CIO (4). A la GM comme dans l'acier, les militants communistes infatigables et obstinés

étaient les premiers arrivés au front et les derniers partis. Dans plusieurs centres industriels, le fait de montrer sa carte du parti valait au gars d'être immédiatement embauché par le CIO comme organisateur. Dans toutes les industries importantes, les communistes étaient présents sinon dirigeants, contre les boss, contre l'Etat, pour l'unité entre les jeunes, les vieux, les américains, les immigrés, les noirs, les blancs.

La question qui se pose naturellement est: comment se fait-il que le parti communiste, malgré sa force, ses 80,000 membres en 1939, malgré tout cela, comment se fait-il qu'il n'a pu bâtir une force politique capable de contester le pourvoir bourgeois? La réponse est complexe, et nous ne devons jamais oublier les conditions objectives après la guerre, etc... Toutefois, il faut noter qu'il semble y avoir eu une surestimation des luttes économiques et de l'importance des syndicats, au point où le parti aurait négligé le travail politique dans les entreprises. Par exemple, le parti dissout ses caucus communistes dans les entreprises pour les fondre dans les syndicats CIO. L'agitation et la propagande politique se faisaient exclusivement dans le cadre de l'"appui critique" à Roosevelt que le CIO suivait comme ligne générale. La masse des travailleurs ne fut pas touchée par une explication et une organisation véritablement politique. On identifiait les militants communistes à des militants syndicaux plus combattifs, plus démocratiques. Le mouvement ouvrier et syndical fut grandement renforcé à court terme par l'apport des communistes. Mais en délaissant la question de l'organisation politique de masse pour l'organisation syndicale de masse, en délaissant le travail communiste autonome pour le travail d'organisation large, les militants communistes ne purent pas bâtir un parti politique ouvrier, ils bâtirent de puissants syndicats. La bourgeoisie, elle, n'était pas dupe de cette situation. Elle attendait le moment venu pour écarter les militants communistes des syndicats et briser leurs bases d'organisation.

De la guerre chaude à la guerre froide: les années 1940-1950

La guerre contre le fascisme mit un terme à la grande expansion du mouvement ouvrier des années '30. La guerre contre le fascisme obligea les forces ouvrières et socialistes à mettre de côté la lutte contre la bourgeoisie dans leur propre pays pour mettre le paquet sur l'"alliance" internationale contre la fascisme. Aux Etats-Unis, plusieurs militants actuellement pensent que cette politique générale a été appliquée de façon mécanique par les éléments communistes et progressistes au sein du mouvement ouvrier. Les communistes s'empressèrent de signer des contrats avec des clauses contre la grève, firent de la propagande pour augmenter la production et s'opposèrent résolument à toutes luttes ouvrières, même si celles-ci étaient fondées, sous prétexte de ne pas nuire à l'"effort de guerre". Cette politique isola les forces progressistes de plusieurs couches de travailleurs combatifs. Par exemple, lors de la grève des avionneries en Californie en 1942, à la United Aircraft, les militants progressistes firent rentrer les travailleurs de force sans explication, et cela ne fut pas oublié par ces travailleurs par la suite.

Mais ce n'est qu'après la guerre que la lutte à finir contre les forces progressistes fut déclenchée. Après des grèves très importantes dans l'auto, le rail et le charbon, le gouvernement fédéral passa à la contre-offensive et prépara une nouvelle législation anti-ouvrière. Le 23 juin 1947, la nouvelle loi fut promulguée, baptisée du nom de ses promoteurs Taft et Hartley; (5) cette loi mettait véritablement les organisations syndicales sous la tutelle complète du gouvernement. En plus de mutiler le droit de grève, d'obliger les syndicats à se soumettre à toutes sortes de vérifications financières, de réglementer les procédures d'arbitrage, d'interdire les "ateliers fermés" (closed shops), la loi brisait les forces progressistes en obligeant chaque syndicat de signer un affidavit certifiant qu'ils ne sont ni membres du parti communiste ni "affiliés à ce parti". En pratique, le gouvernement pouvait refuser ou retirer l'accréditation de tout syndicat jugé "pro-communiste", c'est-à-dire, combatif, progressiste et démocratique.

Cette loi fut le coup de mort des forces progressistes dans le mouvement syndical et la perte de toute influence massive parmi la classe ouvrière. Profitant de l'occasion, les dirigeants du CIO, soudainement convertis aux vertus du capitalisme, du Plan Marshall et du "monde libre", se lancèrent dans une guerre ouverte contre les syndicats progressistes, en expulsant plus d'un million de travailleurs de la centrale. (6) Malgré certaines luttes dures dans l'auto particulèrement, le CIO se dirigea lentement mais sûrement vers la collaboration complète avec les patrons. En 1955, les deux centrales fusionnèrent, formant l'AFL-CIO, et depuis ce temps, le gros appareil que cela est devenu a perdu à peu près tout ce qu'il y avait de dynamique, de progressiste, de vivant.

Une période de transition: les années '60

Alors que le mouvement syndical et la classe ouvrière s'endormit tranquillement, dans les luttes bureaucratisées à l'extrême et strictement limitées au contrat à tous les 2 ou 3 ans, de nouvelles couches de la population commencaient à s'éveiller et à s'organiser, dont sans doute la plus grande partie de ces initiatives revient aux noirs. Les noirs ont été exclus du processus social, politique et économique américain. Au début des années '60, avec l'arrivée massive de jeunes travailleurs noirs dans les villes du nord, la création de "ghettos" noirs dans les grandes villes industrielles, s'est développé un mouvement pour les droits civiques qui peu à peu allait remettre en question la nature même du système qui provoque le racisme et la discrimination.

Un autre secteur important de la population qui s'est éveillé fut les étudiants, dont le nombre grandissait sans cesse et qui furent confrontés au milieu des années '60 à des contradictions **économiques**: absence de débouchés d'emplois, prolétarisation grandissante des couches moyennes; **idéologiques**; absence d'"idéal", prise de conscience du système américain dans sa nature raciste



6) Le 6 mai 1937, la police de Chicago assassina six grévistes de la Républic Steel et en blessa des dizaines d'autres devant les portes des aciéries

et impérialiste, etc...L'ensemble de ces facteurs a fait qu'un mouvement large de la jeunesse a grandi, d'abord dans des luttes limités au cadre libéral et réformiste, puis de plus en plus en débordant les limites "établies", contestant la source même de tous les maux: le capitalisme sous sa forme la plus avancée: l'impérialisme américain.

Ce mouvement ne s'est pas développé de façon linéaire ou unitaire. La radicalisation grandissante de plusieurs de ces regroupements ont laissé de côté une bonne partie des promoteurs initiaux qui ont trouvé d'autres voies de sortie dans la "nouvelle culture", l'intégration à l'"establishment" comme le disait la presse bourgeoise. L'analyse en détail de ce mouvement de la jeunesse n'est pas l'objet de notre travail. Toutefois, il faut examiner l'effet très grand de ce mouvement sur le mouvement ouvrier et les formes d'organisation développées actuellement.

En radicalisant continuellement leur analyse et leur base, les mouvements de jeunes radicaux et les mouvements nationalistes noirs se sont petit à petit isolés de leurs milieux (communautés étudiantes, le lumpen dans les quartiers noirs). Pour comprendre leur isolement, et la répression qui s'acharnait sans cesse sur eux (en particulier contre la Parti des Panthères Noires et le mouvement étudiant S.D.S.), ces groupes en sont venus peu à peu à se donner une **analyse marxiste** de la réalité. Cette découverte du marxisme, au début très fortement marquée de théoricisme et de dogmatisme, a conduit à des premières expériences de liaison avec des groupes de travailleurs combatifs. Les travailleurs combatifs, nombreux parmi les jeunes, les noirs, les porto-ricains, les "chicanos" (mexicains-américains) ont commencé à la fin des années '60 dans le contexte de la répression économique à se donner certaines formes d'organisation, la plupart du temps pour démocratiser les syndicats ou mener une lutte sur un aspect précis de leur conditions.

La débandade des formes traditionnelles d'organisations de gauche (le parti communiste sombré depuis longtemps dans le révisionnisme le plus plat, les groupes trotskystes, enfermés dans les débats idéologiques et sans issue...), la défaite des groupes radicaux comme les Panthères noires et les groupes de jeunes blancs, enfin l'apparition de groupes de base parmi les couches combattives des travailleurs (Rank & File), ces trois éléments se sont combinés pour permettre le développement de nouveaux types de regroupements et d'organisations, qui se caractérisent par:

1) une analyse marxiste-léniniste de la réalité américaine, en termes de classes, d'analyse de l'impérialisme, de critique du gauchisme et de l'opportunisme de droite;

2) la priorité de s'implanter véritablement dans la classe ouvrière en favorisant l'émergence de groupes de base indépendants des syndicats, luttant sur des questions économiques et politiques;

3) la nécessité de lier ces groupes de base entre eux sur une base nationale, dans des types de regroupements qui tiennent compte du niveau où le mouvement est rendu (implantation encore relativement faible, manque d'expérience et de connaissance...) du travail d'organisation dans la classe ouvrière.

Ce sont ces nouveaux types de regroupements que nous étudierons en détail dans le prochain numéro.



NOTES

1) La grande majorité des travailleurs syndiqués à la F.T.Q. et au C.T.C. au Québec et au Canada le sont aussi à l'AFL-CIO, qui est la "maison-mère" des syndicats internationaux d'ici.

2) La déportation fut une arme utilisée par la bourgeoisie américaine et canadienne contre les travailleurs immigrés qui au début du siècle constituaient presque la moitié de l'ensemble des travailleurs. Ainsi, par exemple, les mineurs en grève à Noranda en Abitibi durent subir ces déportations en 1934, ce que relate Evelyn Dumas dans "Le sommeil de nos os", où elle consacre un chapitre à cette grève, surnommée la "grève des fros".

3) La T.U.E.E.L. se développa aussi au Canada et au Québec durant ces mêmes années et se transforma en 1930 en "Ligue d'unité ouvrière", qui luttait à la fois de l'intérieur et de l'extérieur des syndicats réactionnaires. Le Parti communiste canadien décida de dissoudre cette organisation en 1935 pour rejoindre le C.I.O. alors naissant au Canada.

4) Pour connaitre un peu la position des militants communistes au sein du CIO au Canada, nous suggérons la lecture du livre "Nationalism, communism and Canadian Labor" qui, malgré les conceptions anti-communistes de l'auteur, nous donne certaines informations sur l'impact et l'influence du P.C. durant les années 1935-45.

5) Une loi semblable fut établi au Québec par Duplessis qui enlevait l'accréditation syndicale aux syndicats trouvés "coupables" d'appuyer ou d'être contrôlés par des militants progressistes.

6) Le seul syndicat progressiste d'importance qui a réussi à se maintenir en dehors du CIO les "U.E."(United Electrical Workers of America). Ce syndicat contrôlé par des militants communistes aux Etats-Unis et au Canada se maintient encore avec plus de 500,000 membres. Récemment au Canada, les "U.E." ont réintégrés au sein du CTC et de la FTQ. Au dernier congrès de la FTQ, le représentant des "U.E."au Québec a présenté une résolution demandant la création d'un "parti fédéré de masse des travailleurs", positon avancée par les révisionnistes du parti communiste canadien actuellement.

Bibliographie

Il existe beaucoup d'excellents livres sur le mouvement ouvrier américain. Mentionnons rapidement:

LABOR'S UNTOLD STORY, édité par le syndicat des ouvriers unis de l'électricité, (United Electrical Workers of America—UE), le seul gros syndicat encore contrôlé par le parti communiste américain. Malgré les lacunes de l'analyse surtout à partir du déclin après la guerre, le livre est très intéressant en ce qu'il nous donne une vision globale et générale de l'histoire du mouvement ouvrier depuis ses origines.

HISTORY OF THE LABOR MOVEMENT IN THE UNITED STATES, par P. Foner, un autre communiste qui trace dans une série de 4 volumes l'histoire en détails du mouvement syndical.

AMERICAN TRADE UNIONISM et **PAGES FROM A WORKER'S LIFE**, écrit par un des dirigeants et fondateurs du P.C.,W.Z. Foster, qui nous donne dans ses deux livres beaucoup d'informations et d'analyses sur les luttes et les organisations ouvrières.

ORGANIZE!, écrit par le fondateur communiste des Travailleurs Unis de l'Automobile, W. Mortimer. Un récit fantastique, des débuts du travail d'organisation aux grèves sur le tas de 1937.

LABOR RADICAL, par Len Decaux, un militant communiste qui fut pendant plusieurs années rédacteur en chef du journal national du CIO.

LE MOUVEMENT OUVRIER AUX ETATS UNIS,par D. Guérin. L'auteur anarchiste français se laisse quelquefois emporter par son anti-communisme, mais il dresse tout de même un tableau, b ref mais intéressant du mouvement ouvrier.

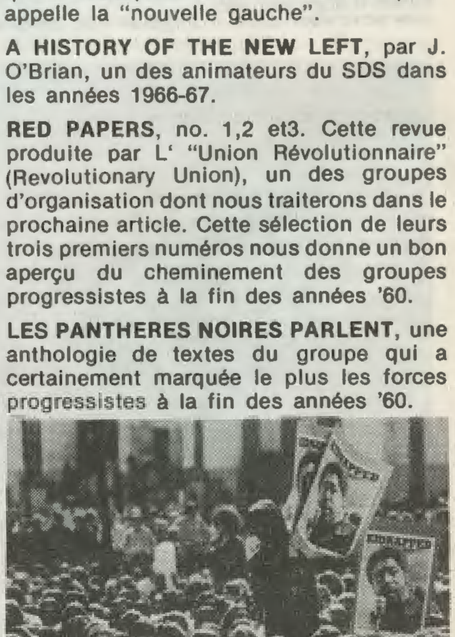
Finalement, pour quelques analyses de l'histoire du mouvement depuis 1960, on peut consulter:

RADICAL AMERICA, no. de juillet 1972, qui contient plusieurs articles sur ce qu'on appelle la "nouvelle gauche".

A HISTORY OF THE NEW LEFT, par J. O'Brian, un des animateurs du SDS dans les années 1966-67.

RED PAPERS, no. 1,2 et3. Cette revue produite par L' "Union Révolutionnaire" (Revolutionary Union), un des groupes d'organisation dont nous traiterons dans le prochain article. Cette sélection de leurs trois premiers numéros nous donne un bon aperçu du cheminement des groupes progressistes à la fin des années '60.

LES PANTHERES NOIRES PARLENT, une anthologie de textes du groupe qui a certainement marquée le plus les forces progressistes à la fin des années '60.



DANS LE PROCHAIN NUMERO

- Enquête économique sur la Domtar

- Le mouvement ouvrier aux USA (suite)

- Enquète avec des militants d une entreprise de transport publique à Montréal

- Remarques sur le travail de recherche

- Entrevue avec des militants du CIP sur le film "on a raison de se révolter"

- Espagne: nouvelles formes de lutte, nouvelles formes d'organisation

FORMULE D'ABONNEMENT

☐ $2.50 pour un abonnement individuel d'un an (10 numéros)
☐ $______ pour ______ abonnements collectifs d'un an ($2.50 chacun)
☐ $______ pour les numéros précédents suivants ______
☐ $0.50 pour les **DOSSIERS** suivant ______ TOTAL ______
☐ $5.00 pour ______ abonnements de soutien
☐ $5.00 pour ______ abonnements pour l'étranger (par avion)

Faire parvenir votre paiement à: **MOBILISATION**
3902 Ontario est
Montréal 403

Nom ______
Adresse ______
Les endroits où vous pouvez vous procurer **MOBILISATION** sont indiqués au début de la revue.

numéros précédents encore disponibles

Vol.2, no.1
Pourquoi une revue militante - La formation: une nécessité de tout travail militant - Bilan d'un travail d'organisation politique en usine - Inventaires d'enquêtes politiques en milieu de travail.

Vol.2, no.2
Bilan d'une lutte sur le logement: Linton-Barclay - Problèmes et perspectives du travail de quartier à St. Jacques - La lutte des travailleurs chiliens.

Vol.2, no.3
Les fonds de pension - Le quatrième congrès du P.Q. - Panama

Vol.2, no.4
La lutte sur les frais de scolarité à l'UQUAM - La génération révoltée - L'assassinat d'Amilcar Cabral et les luttes de libération en Afrique - Une évaluation du travail idéologique.

Vol.2, no.5 - SPECIAL SUR LA PROPAGANDE
Lénine: A propos d'une profession de foi - De la propagande - La propagande: rôle, tâches et limites - Le rôle de la propagande dans la construction du parti révolutionnaire

Vol.3, no.1 - SPECIAL
Mobilisation: comprendre la réalité, poursuivre la lutte - Les débuts d'un mouvement socialiste à Montréal

Vol. 3, no. 2
La lutte des femmes dans une usine de carton à Montréal - Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes - L'organisation et la lutte à Firestone - Chili 1973 (1ière partie)

Vol. 3, no,3
La Steel après la lutte—Grève à Shell aux USA sur la santé et la sécurité—Résumé de "Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec"—La question nationale et nos pratiques dans la classe ouvrière—Le Xième congrès du PCC—Chili 1973 (2ième partie)—Le Service Social...instrument d'une classe.

● ● ●

DOSSIER MOBILISATION NO. 1
Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec - par Jean Grenier. Eléments d'analyse des rapports de force dans le monde et la montée des forces révolutionnaires. Données économiques et politiques sur les contradictions au Canada et au Québec, illustrées de tableaux statistiques.

A PARAITRE BIENTOT

APPRENDRE A VAINCRE

Du coup d Etat à la résistance populaire au Chili



NO.2

DOSSIER MOBILISATION